

**مركز القانون العربي والإسلامي**  
**Centre de droit arabe et musulman**  
**Zentrum für arabisches und islamisches Recht**  
**Centro di diritto arabo e musulmano**  
**Centre of Arab and Islamic Law**

**LES SUCCESSIONS**  
**EN DROIT MUSULMAN**  
**Cas de l'Égypte**  
**présentation, versets coraniques**  
**et dispositions légales**

**Sami A. Aldeeb Abu-Sahlieh**

**Ce livre peut être acquis auprès de**  
**[www.amazon.com](http://www.amazon.com)**  
**2<sup>e</sup> édition, 2012**

## **Le Centre de droit arabe et musulman**

Fondé en mai 2009, le Centre de droit arabe et musulman offre des consultations juridiques, des conférences, des traductions, des recherches et des cours concernant le droit arabe et musulman, et les relations entre les musulmans et l'Occident. D'autre part, il permet de télécharger gratuitement du site [www.sami-aldeeb.com](http://www.sami-aldeeb.com) un bon nombre d'écrits.

## **L'auteur**

Sami A. Aldeeb Abu-Sahlieh: Chrétien d'origine palestinienne. Citoyen suisse. Docteur en droit. Habilité à diriger des recherches (HDR). Professeur des universités (CNU-France). Responsable du droit arabe et musulman à l'Institut suisse de droit comparé (1980-2009). Professeur invité dans différentes universités en France, en Italie et en Suisse. Directeur du Centre de droit arabe et musulman. Auteur de nombreux ouvrages dont une traduction française, italienne et anglaise du Coran.

## **Éditions**

Centre de droit arabe et musulman  
Ochettaz 17  
Ch-1025 St-Sulpice  
Tél. fixe: 0041 [0]21 6916585  
Tél. portable: 0041 [0]78 9246196  
Site: [www.sami-aldeeb.com](http://www.sami-aldeeb.com)  
Email: [sami.aldeeb@yahoo.fr](mailto:sami.aldeeb@yahoo.fr)  
© Tous droits réservés

## Sommaire

Observations générales .....	5
Introduction .....	7
Chapitre 1. Sources légales.....	9
Chapitre 2. Ouverture de la succession .....	11
Chapitre 3. Liquidation de la succession .....	15
Chapitre 4. Charges acquittées sur les biens.....	17
Chapitre 5. Remise et partage.....	21
Chapitre 6. Enregistrement des immeubles .....	23
Chapitre 7. Testament et legs .....	27
Chapitre 8. Les parts successorales .....	49
Chapitre 9. Programmes de partage.....	73
Annexes .....	75
Bibliographie .....	109
Table des matières .....	113



## Observations générales

### Translittération

L'alphabet arabe se prête à différentes formes de translittération. J'évite la forme savante trop compliquée pour un lecteur non spécialisé. Je donne ici les équivalences de quelques lettres arabes:

'	ع + ء	gh	غ
kh	خ	u + w	و
d	د + ض	i + y	ي
dh	ذ + ظ	t	ت + ط
sh	ش	h	ه + ح
s	س + ص	j	ج

### Citations du Coran

Les citations du Coran dans le texte et dans les annexes sont prises de ma propre traduction parue aux Éditions de l'Aire, Vevey, 2008. Les chiffres entre parenthèses dans le texte et dans les notes sans autre mention renvoient à la numérotation du Coran selon l'édition du Caire de 1923.

### Notes et bibliographie

Dans les notes, je cite le nom de l'auteur et parfois les premiers éléments du titre. Le lecteur est prié de se reporter à la fin du livre pour les données bibliographiques complètes.

### Abréviations et glossaire

*'i'lam al-wirathah*: acte attestant le droit à la succession

*'i'lam char'i*: acte attestant le droit à la succession

*ab*: père

*akh li-um*: frère utérin

*al-shahr al-'aqari*: publicité immobilière

*al-sijil al-'ayni*: registre foncier

*asab*: héritiers par le nerf viril

*'awl*: réduction proportionnelle

*ba'in*: définitif

*bint al-ibn*: nièce issue du fils de quelque degré qu'il soit

*bint salbiyyah*: fille

CCég: Code civil égyptien du 15 octobre 1949

*de cujus*: [futur] défunt

*dhawu al-arham*: héritiers par l'utérus

école hanifite: une des quatre écoles sunnites

*fara'id*: actes obligatoires

*fard*: à part fixe  
*hajib*: exclusion  
*hekr*: emphytéose  
*'idda*: retraite légale  
*'ijma'*: consensus  
*iqrar*: reconnaissance de parenté  
*jad sahih*: aïeul paternel  
*jaddah sahihah*: aïeule véritable  
*khelew*: somme d'argent payée par le locataire au bailleur contre engagement par ce dernier de ne l'expulser ou de ne louer le bien à un tiers qu'après remboursement de cette somme.  
*khuntha mushakkal*: hermaphrodite dont le sexe prédominant n'est pas déterminé  
*khuntha*: hermaphrodite  
*l'ian*: serment d'anathème  
 Loi 71/1946: Loi 71 du 24 juin 1946 sur les testaments  
 Loi 77/1943: Loi égyptienne 77 du 6 août 1943 sur les successions  
*Majallah*: code civil ottoman compilant l'enseignement de l'école hanefite  
*marad al-mawt*: maladie de mort  
*matkum*: bien ayant valeur pécuniaire  
*nawafil*: actes agréables à Dieu, mais non obligatoires  
*omdeh*: municipal  
 Qadri: Code privé de statut personnel de Qadri Pacha de 1875.  
*radd*: partage supplémentaire  
*radj'i*: révocable  
*res nullius*: chose sans maître  
*sunnah*: tradition de Mahomet, 2<sup>e</sup> source du droit musulman  
*takharuj*: cession d'hérédité  
*ukht li-ab wa-um*: sœur germaine  
*ukht li-ab*: sœur consanguine  
*ukht li-um*: sœur utérine  
*um*: mère  
*wajibat*: actes dus  
*waqf*: bien pieux  
*wasiyyah*: acte comportant un legs, ou l'objet de cet acte  
*zawj*: mari  
*zawjah*: épouse

## Introduction

Les musulmans constituent aujourd'hui environ un cinquième de la population mondiale, partagés principalement en deux groupes: les sunnites (environ 90 %) et les chiites (environ 10 %). Cinquante-sept pays font partie de l'OCI<sup>1</sup>, dont vingt-deux forment la Ligue arabe<sup>2</sup>.

Dans les constitutions de la plupart des pays arabes, l'Islam est mentionné comme religion d'État et/ou le droit musulman comme une source principale, voire la source principale du droit. Toutefois, le droit de famille, le testament et les successions constituent presque les seuls domaines dans lesquels le droit musulman reste applicable.

En raison de la mobilité des personnes, des mariages mixtes de plus en plus nombreux entre musulmans et non-musulmans et de la présence de biens considérables appartenant à des musulmans en Occident, les tribunaux, les avocats, les banques et les privés se trouvent souvent confrontés à des questions en rapport avec le testament et les successions de musulmans. Il est donc important de connaître les normes musulmanes dans ces deux domaines.

À défaut de pouvoir traiter les cinquante-sept pays musulmans, nous nous concentrerons sur l'Égypte qui sert souvent de référence pour les autres pays musulmans. Le lecteur y trouvera une présentation simple des normes égyptiennes relatives au testament et aux successions. Nous y avons joint les versets du Coran, les deux lois égyptiennes et les dispositions du code civil égyptien relatives à ces deux domaines.

Signalons ici que le droit musulman utilise des termes arabes techniques qui sont intraduisible. Les lois y relatives en langue française et les auteurs francophones translittèrent ces termes en donnant une ou plusieurs traductions possibles et en expliquant leur contenu<sup>3</sup>. Afin de ne pas rendre ces termes encore plus confus, nous allons suivre la même méthode. Le lecteur intéressé par se référer au glossaire inclus dans les observations générales.

Nous espérons par cet ouvrage faciliter la compréhension de cette discipline complexe. Le Centre de droit arabe et musulman est à la disposition des intéressés pour donner des consultations en la matière concernant des cas particuliers en rapport avec le droit égyptien et le droit des autres pays arabo-musulmans.

---

<sup>1</sup> [www.oic-oci.org](http://www.oic-oci.org).

<sup>2</sup> [www.arableagueonline.org](http://www.arableagueonline.org).

<sup>3</sup> Voir par exemple les ouvrages en français cités dans la bibliographie ainsi que la traduction officielle des lois égyptiennes annexées. On remarquera que le droit iranien, le droit turc et à moindre mesure le droit espagnol ont repris certains de ces termes sans les traduire.





## Chapitre 1.

### Sources légales

Contrairement aux codes civils dans les pays européens, le Code civil égyptien (ci-après: CCég), tout comme les codes civils des pays arabes qui s'en sont inspirés<sup>4</sup>, ne comporte que peu de dispositions relatives au droit de la famille, au testament et aux successions<sup>5</sup>, domaines réservés au droit musulman et réglés dans des lois séparées, voire par le droit musulman classique non codifié. L'article 875 al. 1 CCég dispose:

La détermination des héritiers et de leurs parts héréditaires et la dévolution des biens successoraux sont régies par les règles du droit musulman et les lois qui les concernent.

L'article 915 ajoute:

Le testament est régi par les règles du droit musulman et par les lois y relatives. Concrètement le droit successoral et les questions annexes sont réglés principalement dans les sources suivantes:

- Le Coran: c'est la première source du droit musulman.
- La *Sunnah* (tradition de Mahomet): elle interprète, complète et parfois abroge le Coran.
- La loi 77 du 6 août 1943 sur les successions (ci-après: loi 77/1943)<sup>6</sup>.
- La loi 71 du 24 juin 1946 sur les testaments (ci-après: loi 71/1946)<sup>7</sup>.
- Le Code civil égyptien du 15 octobre 1949 (ci-après: CCég)<sup>8</sup>.

Le lecteur trouvera dans les annexes les versets coraniques, la loi 77/1943, la loi 71/1946 et les dispositions du CCég concernant le testament et la succession.

Le Coran, la *Sunnah* et les lois susmentionnées ne répondent pas à toutes les questions. Pour combler les lacunes, le CCég renvoie au droit musulman. L'article 1<sup>er</sup> de ce code dispose:

- 1) La loi régit toutes les matières auxquelles se rapporte la lettre ou l'esprit de ses dispositions.
- 2) À défaut d'une disposition législative, le juge statuera d'après la coutume, et à son défaut, d'après les principes du droit musulman. À défaut de ces principes, le juge aura recours au droit naturel et aux règles de l'équité.

---

<sup>4</sup> Entré en vigueur en 1949, ce Code a largement influencé les codes civils de la Syrie (1949), de l'Irak (1953), de la Libye (1954), de la Somalie (1973), de l'Algérie (1975), de la Jordanie (1977), du Koweït (1980), du Soudan (1984), des Émirats arabes unis (1985), du Bahreïn (2001), du Yémen (2002) et du Qatar (2004).

<sup>5</sup> Il en est de même des codes du Maroc, de la Tunisie, de la Mauritanie et du Liban.

<sup>6</sup> J. O., no 116 de 1943, texte français reproduit de Bormans: Documents sur la famille, p. 6-13.

<sup>7</sup> J. O. n° 16 de 1948, texte français reproduit de Bormans: Documents sur la famille, p. 13-23.

<sup>8</sup> J.O. no 108 extraordinaire du 29 juillet 1948, traduction officielle, Ministère de la justice, le Caire, 1998

Cet article parle des "principes du droit musulman". L'article 6 de la loi 462/1955, renvoyant à l'article 280 de la loi relative à l'organisation des tribunaux religieux de 1931, est plus précis, spécifiant qu'en matière de statut personnel, les lacunes doivent être comblées en recourant aux plus autorisées des opinions d'Abu-Hanifah (décédé en 767)<sup>9</sup>. Cette disposition a été reprise par l'article 3 de la loi 1/2000. Les tribunaux et la doctrine égyptiens se réfèrent à cet égard au code privé de statut personnel de Qadri Pacha (ci-après: Qadri) de 1875<sup>10</sup>, qui compile l'enseignement de l'école hanafite en matière du droit de la famille et des successions. Signalons ici que le législateur égyptien s'est inspiré principalement, mais pas exclusivement de l'enseignement de cette école. Mais c'est cette école qui sert à combler les lacunes de la loi, sachant que les écoles juridiques musulmanes diffèrent entre elles dans de nombreux détails. Par manque d'intérêt pratique et pour raison de breveté, nous renonçons dans cette étude de relever ces différences<sup>11</sup>.

Comme on le constate, le testament et la succession sont régis par deux catégories de normes, la première catégorie relevant du droit musulman et la deuxième, du droit étatique. Ces deux catégories sont traitées de façon séparée par des professeurs de droit musulman (pour la première catégorie) et des professeurs civilistes (pour la deuxième catégorie), ce qui rend difficile la compréhension de la matière et nuit à sa cohésion. Nous allons ici compiler les deux systèmes autant que faire se peut. Le lecteur trouvera à la fin du texte une liste bibliographique succincte, principalement en langue arabe<sup>12</sup>.

L'article 1 de la loi 25/1944 relative à la loi applicable en matière de succession et de testament soumet ces deux domaines aux normes musulmanes, mais lorsque le défunt est un non-musulman, il permet aux héritiers de se mettre d'accord à ce que la succession soit soumise à la loi du défunt. Toutefois, la doctrine estime que depuis l'entrée en vigueur du Code civil égyptien en 1949, cette exception n'est plus applicable en raison de l'article 875 al. 1 et de l'article 915 CCég susmentionnés<sup>13</sup>. Même ceux qui sont favorables au maintien de cette exception estiment qu'elle ne concerne que la détermination des parts des héritiers. Quant aux autres questions, elles restent régies par la loi unifiée musulmane<sup>14</sup>. On remarquera cependant que les dispositions communes relatives au testament et à la succession comportent des distinctions sur la base de la religion, ainsi que sur la base du sexe.

<sup>9</sup> Il s'agit du fondateur de l'école hanafite, l'une des quatre écoles sunnites, les autres étant l'école malikite, l'école shafiite et l'école hanbalite.

<sup>10</sup> Version arabe: Qadri Pacha, Muhammad: *Al-Ahkam al-shar'iyyah fil-ahwal al-shakhsiyyah 'ala madhhab al-imam Abi-Hanifah Al-Nu'man*. Version française: Qadri Pacha, Muhammad: *Code du statut personnel et des successions d'après le rite hanafite*.

<sup>11</sup> Le mémoire explicatif des deux lois 77/1943 et 71/1946 ainsi que la doctrine égyptienne indiquent largement les écoles dont le législateur égyptien s'est inspiré.

<sup>12</sup> Dans les notes de bas de page, je cite le nom de l'auteur et parfois les premiers éléments du titre. Le lecteur est prié de se reporter à la fin du texte pour les données bibliographiques complètes.

<sup>13</sup> Les travaux préparatoires du CCég, vol. 6, p. 205-206. De nombreuses décisions de la Cour de cassation se sont prononcées dans ce sens (voir Al-Sanhouri, vol. 9, p. 71-72 et 180).

<sup>14</sup> Voir sur ce débat Mansur: Al-nidham, p. 18-22; Salim: *Usul al-ahwal al-khasiyyah*, p. 102-113.

## **Chapitre 2.**

### **Ouverture de la succession**

La première condition pour pouvoir ouvrir une succession d'une personne est son décès<sup>15</sup>. La doctrine distingue deux situations: le décès réel et le décès judiciaire.

#### **1. Décès réel**

C'est le décès constaté par les personnes présentes. Celui qui n'était pas présent au décès peut le prouver par des témoins ou par le certificat médical. On tient compte de la mort cérébrale, et non pas de l'arrêt cardiaque<sup>16</sup>.

#### **2. Décès judiciaire**

C'est le décès décidé par le juge ou par un décret ayant valeur de jugement. On distingue deux situations: l'absent et l'apostat.

##### **2.1. Absent**

Le juge ou un décret ayant valeur de jugement décide à partir d'indices qu'une personne absente est morte. C'est le cas d'une personne disparue sans laisser de nouvelle ou d'adresse, ou d'une personne disparue dans un accident de bateau ou d'avion, ou du combattant dont on n'a plus de nouvelles. La personne est considérée comme morte à la date de la décision ou du décret; ne peuvent hériter que ceux qui étaient vivants à ce moment-là<sup>17</sup>. Le statut de l'absent est réglé par la loi 25/1929 (modifiée par la loi 33/1992 et la loi 2/2006) aux articles 21 et 22:

Article 21 - L'absent disparu dans des circonstances à rendre sa mort très probable sera déclaré mort quatre ans après la date de sa disparition.

Le disparu est déclaré mort après au moins quinze jours de sa disparition s'il est prouvé qu'il était sur un bateau naufragé ou d'un avion tombé, ou après un an s'il était membre des forces armées et sa disparition a eu lieu durant les opérations militaires.

Le Président du conseil des ministres ou le Ministre de la défense, selon les cas, après investigation et examen des indices rendant la mort probable, promulgue un décret comportant les noms des personnes disparues considérées comme mortes en vertu du précédent alinéa, et ce décret a l'effet d'une décision judiciaire relative au décès du disparu.

Dans tous les autres cas, la période après laquelle une personne pourra être déclarée morte sera laissée à l'appréciation du juge, à condition que cette période ne soit pas inférieure à quatre ans, et ce après investigations faites par tous les moyens possibles en vue de connaître si le disparu est mort ou vivant.

---

<sup>15</sup> L'article 1 de la loi 77/1943 dispose: "La succession s'ouvre par le décès de l'auteur ou à la suite d'un jugement déclaratif de décès".

<sup>16</sup> Al-Maghribi, p. 95-96; Matlub, p. 47; Al-Sharnabasi, p. 46; Ibrahim, p. 195; Al-Bardisi, p. 59; Loutfi, par. 4.

<sup>17</sup> Al-Maghribi, p. 96-97; Matlub, p. 50-51; Al-Sharnabasi, p. 46; Ibrahim, p. 195; Al-Bardisi, p. 67-69; Loutfi, par. 5.

Article 22 - Après la décision déclarant le décès du disparu dans les conditions prévues à l'article précédent, la femme observera le délai de contenance de la veuve, et la succession sera partagée entre les héritiers existants à la date de la décision.

## **2.2. Apostat**

L'apostat est celui qui abandonne l'islam. S'il s'agit d'un homme, il est sommé de revenir à l'islam dans les trois jours; s'il ne le fait pas il est mis à mort. S'il s'agit d'une femme, la majorité des juristes prévoit la même sanction à son encontre. Toutefois, Abu-Hanifah estime qu'elle ne sera pas mise à mort, mais emprisonnée jusqu'à son retour à l'islam ou son décès. L'article 6 al. 2 du projet de la loi 77/1943 disposait: "La succession est interdite en cas de disparité de religion. L'apostat n'hérite de personne; ses biens acquis avant l'apostasie passent à ses héritiers musulmans; et ses biens acquis après l'apostasie, au Trésor public". La commission, dans sa majorité, a décidé de supprimer cette disposition, laissant aux lois qui déterminent le sens de cette notion le soin de préciser les normes qui régissent l'apostat. Toutefois, aucune loi n'a été adoptée concernant cette question. Cette lacune est donc à combler par le droit musulman selon l'école hanafite. L'article 587 Qadri dispose à cet égard:

La différence de religion ôte tout droit à la succession d'un musulman à un chrétien et réciproquement.

Toutefois, le musulman peut hériter des biens que son parent apostasié avait acquis avant l'abjuration de la foi.

Les biens acquis par l'apostat après son abjuration reviennent de droit au Trésor public.

Si l'apostat était une femme, tous ses biens acquis avant ou après son abjuration reviennent à son parent musulman.

La doctrine estime que l'ouverture de la succession de la femme apostate ne peut avoir lieu qu'après sa mort réelle, alors que l'ouverture de la succession de l'apostat a lieu s'il quitte la terre de l'Islam<sup>18</sup>.

## **2.3. Réapparition de l'absent et retour de l'apostat**

Si l'absent réapparaît ou si l'apostat revient à l'islam après que ses biens aient été distribués entre ses héritiers ou attribués au Trésor public, il a le droit de récupérer

---

<sup>18</sup> Al-Maghribi, p. 96; Matlub, p. 48-50; Ibrahim, p. 195 et 219-223; Al-Bardisi, p. 60-65. On signalera ici les deux articles suivants du Code de famille kuwaitien:

Article 293 - A) Il n'y a pas succession entre musulmans et non-musulmans;

B) les non-musulmans par contre peuvent hériter les uns des autres.

Article 294 - A) L'apostat n'hérite de personne.

B) Les biens de l'apostat acquis avant comme après son apostasie reviennent à ses héritiers musulmans au moment de sa mort. S'il n'a pas d'héritiers musulmans, ses biens reviennent au Trésor public;

C) Si l'apostat obtient une nationalité d'un État non-musulman, il est considéré ipso facto comme mort et ses biens sont dévolus à ses héritiers musulmans;

D) Si l'apostat revient à l'Islam après l'obtention d'une nationalité d'un État non-musulman, ce qui reste de ses biens aux mains des héritiers ou au Trésor public lui est restitué.

ses biens qui se trouvent encore dans les mains des héritiers ou au Trésor public. Les héritiers et le Trésor public ne répondent pas des biens consommés ou ceux passés dans la propriété d'un tiers de façon légale<sup>19</sup>.

#### **2.4. Comourants**

L'article 3 de la loi 71/1946 traite du cas des comourants:

Si deux personnes décèdent sans que l'on sache laquelle est décédée la première, aucune d'elles ne succède à l'autre, que le décès ait eu lieu ou non dans un même événement.

---

<sup>19</sup> Ibrahim, p. 196. Voir aussi l'article 294 du Code de famille kuwaitien mentionné dans la note précédente concernant les biens de l'apostat revenu à l'islam.



## Chapitre 3.

### Liquidation de la succession

#### 1. Liquidation individuelle et liquidation collective

On entend par liquidation de la succession l'établissement d'un inventaire des droits et des obligations du *de cuius*, et l'attribution des droits aux ayants droit. En règle générale, une telle liquidation se fait par des procédés individuels, chaque ayant droit acquérant ce à quoi il a droit. Toutefois, ce procédé individuel peut s'avérer nocif tant aux héritiers qu'aux créanciers du *de cuius* si l'un d'eux dispose de plus de son dû. Pour cette raison, le code civil égyptien a prévu un procédé de liquidation collective (voir le point suivant).

#### 2. Nomination d'un exécuteur testamentaire ou d'un curateur

La liquidation collective peut se faire par un exécuteur testamentaire nommé par le *de cuius* et approuvé par le juge. Dans ce cas, ni les héritiers ni le juge ne peuvent s'opposer à la liquidation collective de la succession (art. 878 CCég).

À défaut d'un exécuteur testamentaire nommé par le *de cuius*, le juge peut, à la requête de tout intéressé et s'il l'estime nécessaire, nommer comme curateur de la succession, la personne choisie par les héritiers à l'unanimité; à défaut d'unanimité, le juge choisit un curateur, de préférence parmi les héritiers, après les avoir entendus (art. 876 CCég). Comme on le remarque de cette formulation, le juge n'est pas tenu de nommer un curateur s'il ne l'estime pas nécessaire en raison des frais que cela pourrait occasionner, et du fait que la succession est peu importante ou en raison de l'absence de dettes<sup>20</sup>. L'exécuteur testamentaire est soumis aux mêmes normes relatives au curateur de la succession. En utilisant ci-après les termes "curateur de la succession", nous entendons aussi l'exécuteur testamentaire.

Le curateur de la succession agit en tant que mandataire, et il est régi par les dispositions relatives au mandat (art. 699-717 CCég). Il peut demander au tribunal une rétribution équitable pour l'accomplissement de sa mission, aux frais de la succession. Ces frais seront privilégiés au même rang que les frais judiciaires (art. 880 CCég). Il est responsable, même s'il n'est pas rémunéré, au même titre que le mandataire rémunéré. Le juge peut lui demander de rendre compte de sa gestion, à des intervalles périodiques (art. 885 al. 2 CCég).

Dès sa nomination, "aucun héritier ne peut, jusqu'à la remise du certificat d'hérédité prévu à l'article 901, disposer des biens héréditaires; il ne peut également ni recouvrer les créances successorales, ni opposer la compensation de ses propres dettes aux débiteurs de la succession" (art. 884 CCég). De même, les créanciers "ne peuvent exercer aucune poursuite contre la succession; ils ne pourront continuer les poursuites déjà entamées que contre le curateur" (art. 883 al. 1 CCég). Toute personne, même héritière, qui s'empare dolosivement d'une partie de l'actif de la succession, est passible de la peine du détournement (art. 889 CCég).

---

<sup>20</sup> Al-Shawarbi: Al-Ta'liq, vol. 8, p. 437; Al-Sanhouri, vol. 9, p. 115-116; Al-Jammal, p. 361-362.

La fonction du curateur de la succession prend fin soit par la liquidation de la succession, soit par sa propre démission, soit par sa révocation de la part du juge (art. 877 al. 1 et 2 CCég). Dans ce cas, le tribunal doit nommer un nouveau curateur pour mener à terme la liquidation. Toute nomination, renonciation ou révocation du curateur de la succession fait l'objet d'inscription par le greffier du tribunal dans un registre public (art. 879 al. 1 CCég)<sup>21</sup>.

### **3. Fonction du curateur**

Le curateur de la succession prend possession des biens successoraux et procède à leur liquidation sous le contrôle du tribunal (art. 880 CCég). Il doit prendre, à l'égard des biens successoraux, les mesures conservatoires et faire les actes d'administration nécessaires; il doit également représenter la succession en justice, et procéder au recouvrement des créances successorales exigibles (art. 885 al. 1 CCég). Ces mesures doivent aussi être prises par le tribunal à la demande de tout intéressé (art. 881 CCég).

Le curateur de la succession doit faire sommation aux créanciers et aux débiteurs de la succession les invitant à produire un état de leurs créances et de leurs dettes dans un délai de trois mois à compter de la dernière publication de la sommation (art. 886 al. 1 CCég). Il doit inventorier les dettes et les créances du *de cujus* (art. 888 al. 2 CCég) et déposer au greffe du tribunal, dans un délai de quatre mois à partir du jour de sa nomination, un état de l'actif et du passif de la succession avec estimation de la valeur des biens. Il doit également, dans ce délai, aviser tout intéressé par lettre recommandée de ce dépôt (art. 887 CCég). Cet inventaire peut faire l'objet de contestation dans les trente jours qui suivent la notification du dépôt de l'inventaire (art. 889 al. 2 CCég)<sup>22</sup>.

---

<sup>21</sup> Al-Shawarbi: Al-Ta'liq, vol. 8, p. 437-442; Al-Sanhouri, vol. 9, p. 118-131; Al-Jammal, p. 362-363.

<sup>22</sup> Al-Shawarbi: Al-Ta'liq, vol. 8, p. 443-446; Al-Sanhouri, vol. 9, p. 131-134; Al-Jammal, p. 363-364.



## **Chapitre 4.**

### **Charges acquittées sur les biens**

Qu'il y ait curateur de la succession ou non, la loi indique des charges qui doivent être acquittées dans un ordre précis fixé par l'article 4 al. 1 de la loi 77/1943 qui dispose:

1. Les frais nécessaires aux funérailles du défunt et de toute autre personne dont la pension alimentaire lui incombait depuis la mort jusqu'à l'enterrement;
2. Les dettes du défunt;
3. Tout legs du *de cuius* dans la limite de la quotité disponible.

Le reliquat sera réparti entre les héritiers.

Cet article est à compléter par l'article 882 CCég:

- 1) Le curateur doit immédiatement prélever, sur les biens successoraux, les frais d'inhumation et les dépenses des cérémonies funéraires selon la condition du défunt. Il doit également obtenir une ordonnance du juge de service l'autorisant à servir une pension alimentaire suffisante, dans une mesure raisonnable, aux héritiers qui étaient entretenus par le défunt, jusqu'à la liquidation définitive, à charge d'imputer sur la part héréditaire de chaque héritier la pension alimentaire qui lui a été accordée.
- 2) Toute contestation au sujet de cette pension alimentaire sera vidée par le juge de service.

#### **1. Frais nécessaires aux funérailles**

Les frais nécessaires aux funérailles du défunt figurent en tête des charges acquittées sur les biens de la succession; ils ont lieu souvent avant la nomination du curateur. Si les parentés du défunt ont assumé ces frais, elles demandent au curateur de les leur acquitter sur les biens de la succession. Pour l'étendue de ces frais, on doit tenir compte de la condition du défunt, des coutumes locales, de la richesse du défunt et des héritiers, et des besoins de ces derniers, sans excès ni parcimonie. Les frais excessifs ne peuvent être comptés sur les mineurs, ni sur les majeurs que s'ils y consentent.

S'ajoutent aux frais des funérailles du défunt, les frais des funérailles des autres personnes dont la pension alimentaire incombe au défunt et qui sont mortes avant dernier: c'est le cas de l'épouse (même si elle a des biens propres), des enfants mineurs et des parents<sup>23</sup>.

#### **2. Pensions alimentaires dues aux héritiers**

Avec le décès du défunt, des personnes dont la pension alimentaire était à sa charge se trouvent privées de cette pension. Il s'agit notamment de son épouse, de ses enfants, de son père et de sa mère. Il faut donc leur accorder une pension immédiate

---

<sup>23</sup> Article 4 al. 1 de la loi 77/1943 susmentionné; Al-Maghribi, p. 51-56; Matlub, p. 28-29; Al-Sharnabasi, p. 31-32; Ibrahim, p. 90-102; Al-Bardisi, p. 26-27; Al-Sanhouri, vol. 9, p. 135-136.

prise des biens de la succession, provisoirement, en attendant la liquidation définitive de la succession, à charge de l'imputer sur leurs parts héréditaires respectives. Si un curateur de la succession a été nommé, il doit pour ce faire solliciter une ordonnance du juge de service. Mais une telle pension ne peut être accordée qu'aux personnes à la charge du défunt qui ont qualité d'héritiers; elle ne peut pas être accordée aux héritiers qui n'étaient pas à la charge du défunt, ni aux personnes qui étaient à sa charge mais ne sont pas héritiers. Toute contestation relative à cette pension sera vidée par le juge de service (art. 882 CCég)<sup>24</sup>.

### 3. Dettes et legs

En droit continental, les biens composant le patrimoine de la personne décédée sont transmis automatiquement à ses héritiers légaux, y comprises les dettes du défunt. Si l'héritage se révèle source de problèmes, étant chargé de dettes, les héritiers peuvent choisir d'accepter la succession purement et simplement, l'accepter sous bénéfice d'inventaire ou la refuser. En droit musulman, les héritiers n'héritent que de l'actif des biens de la succession, après règlement des dettes et des legs. Ceci est expressément prévu par le Coran (4:11-12). Nul besoin donc de refuser ou d'accepter l'héritage. L'article 569 al. 1 Qadri dispose à cet égard: "La dette prime le legs, le legs prime le droit successoral". L'article 899 CCég précise: "L'excédent, après l'acquittement des obligations de la succession, revient aux héritiers en proportion de leurs parts héréditaires".

Le droit musulman fait une distinction entre les dettes envers Dieu (la zakat, la compensation pour manquement à une prescription religieuse, etc.) et les dettes envers les humains. Le mémoire explicatif de la loi 77/1943 précise que les dettes envers Dieu ne sont pas acquittées sur les biens de la succession, suivant en cela l'enseignement de l'école hanefite. Mais si le défunt les a indiquées dans son testament, ces dettes deviennent un legs soumis aux normes relatives au testament<sup>25</sup>.

Les dettes et les legs (dans les limites prévues par la loi; voir ci-après 7.5.4) sont acquittés sur les biens de la succession. On distingue à cet égard deux situations: La première lorsqu'il n'y a pas eu de nomination d'un curateur de la succession, et la deuxième lorsqu'une telle nomination a eu lieu.

S'il n'y a pas eu nomination d'un curateur de la succession, les créanciers et les légataires se font payer individuellement sur les biens de la succession comme si le défunt était toujours vivant. Si les héritiers avaient inscrit les biens immobiliers au registre foncier, les créanciers et les légataires doivent indiquer leurs droits en marge de l'inscription dans l'année qui suit cette inscription, afin de pouvoir exercer leur droit de suite si l'héritier dispose d'un tel bien (art. 914 CCég)<sup>26</sup>.

S'il y a eu nomination d'un curateur de la succession, les créanciers et les légataires ne peuvent pas se faire payer sur les biens de la succession, mais doivent s'adresser au curateur. Celui-ci procède à la liquidation des dettes et des legs incontestés,

---

<sup>24</sup> Al-Sanhouri, vol. 9, p. 136-137.

<sup>25</sup> Al-Maghribi, p. 60; Matlub, p. 29-30; Al-Sharnabasi, p. 32-34; Ibrahim, p. 102-108; Al-Bardisi, p. 27-29; Al-Sanhouri, vol. 9, p. 135-136.

<sup>26</sup> Al-Sanhouri, vol. 9, p. 103-115.

après autorisation du tribunal. Si une dette ou un legs est contesté, ils seront réglés après le vidé définitif du litige (art. 891 CCég). En cas d'insolvabilité actuelle ou éventuelle de la succession, le curateur doit suspendre tout règlement de dette ou de legs, même incontestés, jusqu'au vidé définitif de tous les litiges y relatifs, afin qu'il puisse déterminer la part qu'il peut octroyer aux ayants droit (art. 892 CCég). Et comme indiqué plus haut, les dettes ont la priorité sur les legs, ceux-ci n'étant acquittés qu'avec ce qui reste des biens successoraux après paiement des dettes.

Si la dette n'est pas exigible, le tribunal peut prononcer son exigibilité à la demande de tous les héritiers (art. 894 CCég). À défaut d'accord entre les héritiers, le tribunal procède à la répartition des dettes non échues, ainsi que de l'actif successoral de façon à ce que chaque héritier prenne de l'ensemble des dettes ainsi que de l'ensemble des biens de la succession une portion correspondant en définitive à la valeur nette de sa quote-part héréditaire (art. 895 al. 1 CCég). Tout héritier peut, après la répartition des dettes non échues, effectuer par anticipation le paiement de la partie qui lui incombe (art. 896 CCég)<sup>27</sup>.

L'article 898 CCég dispose: "Le curateur procède, après le règlement des dettes successorales, à l'exécution des legs et des autres charges". Après acquittement des dettes et du legs (dans les limites de la loi), il faut acquitter "les autres charges" avant la distribution des biens successoraux aux héritiers. On entend par "autres charges", les impôts sur les successions, lesquels sont prélevés du net des biens successoraux.

---

<sup>27</sup> Al-Shawarbi: Al-Ta'liq, vol. 8, p. 447-456; Al-Sanhouri, vol. 9, p. 115-158.



## **Chapitre 5.**

### **Remise et partage**

L'excédent, après l'acquittement des obligations de la succession (à savoir les frais nécessaires aux funérailles, les dettes, les legs et les charges), revient aux héritiers en proportion de leurs parts héréditaires (art. 899 CCég). Si un curateur a été nommé, c'est lui qui remet aux héritiers les biens qui leur sont dévolus (art. 900 al. 1 CCég). Les héritiers peuvent aussi, dès l'expiration du délai fixé pour les contestations relatives à l'inventaire (art. 890 CCég), demander la remise provisoire, avec ou sans caution, de tout ou partie des objets ou du numéraire qui ne sont pas nécessaires pour la liquidation de la succession (art. 900 al. 2 CCég). Les héritiers sont à cet égard considérés comme propriétaires de ces biens dès le décès du *de cuius*. Mais un héritier n'a pas le droit d'en disposer avant d'avoir reçu du tribunal, en cas de liquidation collective, un certificat constatant son droit d'héritier, l'étendue de sa part successorale ainsi que la désignation des biens successoraux qui lui sont dévolus. En cas de liquidation individuelle, l'héritier ne peut en disposer qu'après la publicité du droit de succession.

Les biens de la succession sont remis aux héritiers à l'état d'indivis, mais chaque héritier peut demander que sa part lui soit remise à l'état divis, à moins qu'il ne soit tenu de demeurer dans l'indivision en vertu d'une convention ou d'une disposition de la loi (art. 902 CCég). Le partage se fait par le curateur à l'amiable. Si les héritiers ne sont pas unanimes sur le partage, le curateur demande au tribunal de le faire, à la charge des héritiers (art. 903 CCég).

Les papiers de famille et objets ayant valeur affective sont repartis par les héritiers, et à défaut d'accord le tribunal ordonne leur vente ou leur attribution à l'un des héritiers (art. 905 CCég). L'exploitation agricole, industrielle ou commerciale constituant une unité économique distincte sera attribuée entièrement à qui la demande s'il est le plus capable de s'en charger, et en cas de désaccord entre les héritiers, à celui qui offre le prix le plus fort (art. 906 CCég).

L'article 13 de la loi 71/1946 permet au testateur de partager les biens de la succession entre les héritiers dans un testament. Cette disposition est reprise et complétée par les articles 908 à 913 CCég. Le testateur doit pouvoir revenir sur sa décision, sans quoi ce serait une disposition sur une succession future, interdite par l'article 131 al. 2 CCég selon lequel "toute convention sur la succession d'une personne vivante est nulle, même si elle est faite de son consentement, sauf dans les cas prévus par la loi"<sup>28</sup>. C'est ce que prévoit l'article 909 CCég qui dispose: "Le partage par disposition à cause de mort peut toujours être révoqué. Il devient irrévocable au décès du testateur". Le partage par le testateur peut porter sur une partie ou la totalité de ses biens, concerner certains de ses héritiers ou tous ses héritiers. En cas décès d'un ou de plusieurs héritiers compris dans le partage avant le testateur, la part divisée qui leur était attribuée est dévolue à l'état indivis aux autres héritiers

---

<sup>28</sup> Voir le commentaire de l'article 13 de la loi 71/1946: Al-Maghribi, p. 523-525. Sur l'article 131 al. 2 CCég, voir Al-Sanhouri, vol. 1, p. 308-313.

(art. 911 CCég). Le partage des dettes par le testateur ne s'impose toutefois aux héritiers que s'ils l'approuvent. Dans le cas contraire, les dettes sont partagées selon l'article 895 CCég (art. 913 CCég).

L'article 56 de la loi 71/1946 permet aussi au testateur de prévoir dans le testament la vente au légataire d'un certain bien moyennant un prix déterminé, ou la location de ce bien au légataire pour une certaine durée moyennant un loyer déterminé, et que le prix ou le loyer soit inférieur au prix ou au loyer normal<sup>29</sup>.

Dans les deux cas susmentionnés, l'acte du testateur est valide dans les limites de la quotité disponible, sauf accord des héritiers concernés (voir le chapitre 7, 5.4).

---

<sup>29</sup> Voir le commentaire de l'article 56 de la loi 71/1946: Al-Maghribi, p. 525-526.

## Chapitre 6.

### Enregistrement des immeubles

En Égypte il y a deux lois relatives à l'enregistrement:

- La loi 114/1946 relative à la publicité immobilière (*al-shahr al-'aqari*), modifiée à plusieurs reprises.
- La loi 143/1964 relative au registre foncier (*al-sijil al-'ayni*).

L'article 9 de la loi 114/1946 prescrit la transcription de tous les actes constitutifs d'un droit foncier ou relatifs à son transfert, sa modification ou sa suppression, ainsi que les jugements définitifs les concernant, y compris les *waqfs* et les legs. Sans une telle transcription, ces droits ne seront ni constitués, ni transférés, ni modifiés ni supprimés, ni entre les personnes concernées ni à l'égard des tiers. Les actes qui ne sont pas transcrits ne peuvent avoir que des obligations personnelles entre les personnes concernées. L'article 10 prescrit aussi la transcription des actes et les jugements définitifs qui confirment un droit foncier. Sans une telle transcription, ces droits ne sauront être opposables aux tiers. Cette règle s'applique aussi aux partages fonciers, y compris successoraux.

La transcription du droit à la succession et au legs n'est obligatoire qu'après le 1<sup>er</sup> janvier 1947, date de l'entrée en vigueur de la loi 114/1946 (art. 53). La transcription du droit à la succession et au legs survenu avant cette loi est facultative, mais il est dans l'intérêt des héritiers et des légataires de procéder à une telle transcription parce qu'elle détermine leurs droits et leur donne la possibilité d'exercer le droit de suite.

#### 1. Transcription du droit à la succession

L'article 13 de la loi 114/1946 prescrit la publicité du droit à la succession en effectuant la transcription des certificats de succession, des jugements définitifs et d'autres documents qui confirment le droit à la succession, avec la liste des inventaires des biens successoraux s'ils comportent des biens fonciers. Aucun acte de publicité relative à la disposition de la part d'un héritier concernant ces droits ne peut être effectué avant une telle transcription. L'article 14 prévoit aussi la publicité des dettes dues par le *de cujus*. Une telle publicité devient opposable dès qu'elle est effectuée, mais une telle publicité peut aussi avoir lieu dans l'année qui suit la transcription des certificats de succession, et ainsi le créancier peut invoquer son droit à l'encontre tout héritier qui reçoit un bien foncier transcrit avant la publicité<sup>30</sup>.

Il ressort de ces articles que les biens de la succession passent aux héritiers dès le décès, sans nécessité de transcription. L'héritier peut aussi en disposer librement sans transcription, mais son acte de disposition (vente, hypothèque, etc.) en soi ne pourra pas être transcrit en marge de la transcription du droit à la succession.

La publicité du droit à la succession peut être effectuée par toute personne concernée: l'héritier, le mandaté, le tuteur, le curateur, le créancier (afin qu'il puisse signa-

---

<sup>30</sup> Al-Sanhouri, vol. 4, p. 392-401.

ler ses créance en marge du droit à la succession et ainsi avoir un droit de suite sur les biens immobiliers de la succession), le légataire (dont l'acte de disposition d'un bien de la succession ne peut faire l'objet de publicité que si la succession a fait l'objet d'une telle publicité), le curateur de la succession (en tant que remplaçant des héritiers).

Le document qui fait l'objet de transcription est l'acte qui atteste le droit à la succession, à savoir *'i'lam al-wirathah*, le jugement définitif qui atteste le droit à la succession en cas de litige entre les héritiers, le certificat d'héritage octroyé par le tribunal en cas de liquidation collective, l'attestation du fisc concernant les impôts sur la succession. Si les biens de la succession comportent des immeubles, il faut aussi indiquer les listes d'inventaire y relatives. La transcription est faite à titre gratuit afin d'inciter les héritiers à le faire, contrairement aux autres services entrepris par l'organisme de publicité immobilière (comme les copies ou la conservation des documents). La transcription a lieu auprès de l'office où se situe chaque bien immobilier<sup>31</sup>.

## **2. Transcription du legs**

En ce qui concerne le legs, la transcription se fait sur la base d'un testament authentique, d'un testament sous forme de document normal ou d'un document olographe comportant la signature du testateur. Pour le legs, la transcription se fait contre paiement d'une somme proportionnée à la valeur du bien immobilier légué au moment de l'enregistrement. Plusieurs procédures sont possibles

Lorsque le légataire dispose d'un testament authentique, d'un testament sous forme de document normal comportant la signature du testateur, il s'adresse à l'office de la situation de l'immeuble objet du legs, avec le document en question, un document attestant le décès du testateur et les noms de ses héritiers, et une attestation qu'il accepte le legs. L'office enregistre alors le legs et en informe l'arrondissement où se situe l'immeuble pour le transférer sur le nom du légataire.

Lorsque le légataire dispose d'un testament olographe, le légataire peut se mettre d'accord avec les héritiers pour la rédaction d'un document signé par tous et comportant l'acceptation du legs de la part du légataire. Dans ce cas, ils établissent une liste comportant les droits sur la succession et le legs, et ensuite ils le signent ensemble devant l'office de la publicité immobilière qui transcrit aussi bien le legs que la succession et en informe l'arrondissement où se situe l'immeuble pour le transférer sur le nom du légataire et des héritiers. Si le légataire ne parvient pas à se mettre d'accord avec les héritiers, il doit s'adresser au tribunal afin de confirmer la validité du testament et son exécution. Cette décision sera alors transcrite en marge du droit à la succession. La propriété du legs passe au légataire dès le décès et non pas dès la transcription.

Le testateur peut lui-même procéder à la transcription du legs auprès de l'office où se situe l'immeuble objet du legs après sa rédaction ou son authentification. Mais l'office n'indique pas le transfert de la propriété au légataire, puisque ce dernier n'en

---

<sup>31</sup> Al-Sanhouri, vol. 9, p. 174-185; Abd-al-Qadir: Al-marja' al-'amali, p. 96-99; Al-Husayni: Ijra'at al-shahr al-'aqari, p. 176-181; Al-Shawarbi: Ahkam al-tarikat, p. 16-19.



devient propriétaire qu'après les décès du testateur. Le testateur doit indiquer toute révocation ou modification y relative. Lors du décès du testateur, le légataire se présente à l'office en question avec les documents prouvant le décès et une attestation de son acceptation du legs. L'office en informe l'arrondissement où se situe l'immeuble pour le transférer sur le nom du légataire. Signalons ici que si la révocation de la part du testateur ou la répudiation de la part du légataire n'a pas été indiquée, la propriété du legs passe immédiatement au décès du testateur

Lorsqu'il s'agit d'un legs obligatoire (voir le chapitre 7, 7), on établit les noms des bénéficiaires avec leurs parts respectives. Le document *'ilam char'i* sera alors présenté à l'office de la publicité immobilière avec la liste des héritiers et leurs parts. L'office en informe l'arrondissement où se situe l'immeuble pour le transférer sur le nom du légataire<sup>32</sup>.

### 3. Transcription au registre foncier

En plus de la transcription au registre de la publicité immobilière, il y a la transcription au registre foncier (*al-sijil al-'ayni*) établi par la loi 142/1964. Mais ce registre ne sera fonctionnel qu'au mois de mars 2009, et ne concernera au début que trois régions du pays. Il coexistera parallèlement au registre de la publicité immobilière<sup>33</sup>. Cette loi sera plus exigeante que la loi 114/1946 relative à la publicité immobilière puisqu'elle interdit toute disposition d'un bien provenant d'une succession de la part d'un héritier avant que ce bien ne soit inscrit au registre foncier (art. 30 de la loi 142/1964). D'autre part, l'enregistrement dans ce registre ne sera gratuit que dans les cinq premières années après le décès du *de cujus*. En outre, le registre foncier a une force de preuve irréfragable, contrairement au registre de la publicité immobilière (art. 37 de la loi 142/1964)<sup>34</sup>.

---

<sup>32</sup> Al-Sanhouri, vol. 9, p. 226-232

<sup>33</sup> <http://news.mof.gov.eg/htm%5C81881%5C%D8%A7%D9%84%D8%A7%D9%87%D8%B1%D8%A7%D9%852.htm>

<sup>34</sup> Al-Sanhouri, vol. 9, p. 183-185 et 231-232.



## **Chapitre 7.**

### **Testament et legs**

#### **1. Définitions**

L'article 1 de la loi 71/1946 a défini le testament comme suit: "Le testament est un acte de disposition du patrimoine, devant sortir à effet après que le testateur aura cessé de vivre".

Dans la langue arabe, le terme *wasiyyah* couvre tant l'acte comportant un legs, que l'objet de cet acte, à savoir le legs. Nous utiliserons ici les termes suivants:

- Le testament: l'acte de disposition lui-même (lequel peut être oral ou écrit).
- Le testateur: celui qui dispose.
- Le legs: l'objet du testament.
- Le légataire: le bénéficiaire du legs.

Le testament est un contrat non obligatoire. Pour qu'il y ait testament, il faut l'offre faite par le testateur par la constitution d'un testament dans la forme prescrite par la loi (7.2), la non révocation par son auteur (7.3), et l'acceptation par le légataire (7.4). Il faut aussi le respect d'un certain nombre de conditions pour que le testament en question soit valide (7.5).

#### **2. Constitution du testament et sa forme**

Le testament est un acte juridique qui exige l'expression de la volonté de son auteur dans la forme prévue par la loi. L'article 2 al. 1 de la loi 71/1946 dispose: "Le testament se forme par l'expression verbale ou écrite. Si le testateur est incapable de s'exprimer par un de ces modes, il peut manifester sa volonté au moyen de signes intelligibles".

Si le testateur est capable de s'exprimer oralement ou par écrit, son testament n'est valable que s'il est fait oralement ou par écrit (qu'il ait écrit lui-même le testament, ou qu'il l'ait dicté à un autre en y opposant sa signature).

S'il sait écrire mais il est incapable de s'exprimer oralement, étant muet ou malade, son testament n'est valable que s'il est fait par écrit.

S'il est incapable de s'exprimer par un de ces modes, il peut manifester sa volonté au moyen de signes intelligibles.

L'article 2 al. 3 de la loi 71/1946 ajoute:

Pour les faits survenus à partir de l'année 1911, ces actions [tendant à constater l'existence ou la révocation d'un testament] ne seront recevables que lorsque l'allégation est confirmée par des documents authentiques ou entièrement écrits et signés de la main même du *de cujus*, ou lorsque le testament ou sa révocation portent la signature légalisée du testateur.

Cette condition n'est pas une condition de validité mais seulement une condition de recevabilité en cas de dénégation.

On signalera ici que selon l'article 17 al. 2 CCég: "la forme du testament sera régie par la loi nationale du testateur au moment du testament ou par la loi du lieu où le testament est accompli. Il en est de même de la forme des autres dispositions à cause de mort"<sup>35</sup>.

### **3. Révocation du testament et sa forme**

Le testateur a le droit de révoquer le testament en tout moment avant sa mort. Cette révocation doit se faire dans la forme prévue pour la constitution du testament. Les actions tendant à constater la révocation d'un testament ne seront recevables que lorsque l'allégation est confirmée par des documents authentiques ou entièrement écrits et signés de la main même du *de cuius*, ou lorsque la révocation du testament porte la signature légalisée du testateur (art. 2 al. 3 de la loi 71/1946).

Traitant de la révocation, l'article 18 de la loi 71/1946 dispose:

Le testateur peut révoquer, expressément ou tacitement, tout ou partie de son testament.

Est considéré comme une révocation du testament tout acte ou toute disposition impliquant, par une présomption ou par l'usage, l'intention de révoquer.

La révocation tacite résulte de la disposition que le testateur aurait faite du bien légué.

La loi cependant distingue la révocation et la dénégation. L'article 19 de la loi 71/1946 dispose à cet égard:

Ne sont pas considérés comme une révocation du testament le fait d'en dénier l'existence ou l'enlèvement des constructions se trouvant sur le bien légué. Il en est de même pour tout acte qui ferait disparaître le nom de la chose léguée, ou qui en modifierait la plupart des attributs, ou de tout fait qui y incorporerait une augmentation sans laquelle la consignation ne pourrait avoir lieu, à moins que la présomption ou l'usage n'indiquent que l'intention du testateur était de révoquer le testament<sup>36</sup>.

### **4. Acceptation ou répudiation du testament**

L'acceptation du testament est un élément essentiel. L'article 20 al. 1 de la loi 71/1946 dispose:

Le testament devient définitif et obligatoire par l'acceptation expresse ou tacite du légataire intervenue après le décès du testateur.

Contrairement à la constitution du testament, la loi ne prévoit pas de forme particulière pour son acceptation par le légataire. Elle peut se faire expressément (en disant qu'il accepte le legs) ou tacitement (par exemple: en plantant la terre objet du legs). L'acceptation détermine le moment du passage de la propriété au légataire.

Si le légataire est désigné et majeur, l'acceptation doit provenir de lui. S'ils sont plusieurs, chacun d'eux doit accepter le legs. Si le légataire est un enfant conçu, un

---

<sup>35</sup> Al-Shawarbi: Al-Ta'liq, vol. 8, p. 554-559; Al-Sanhouri, vol. 9, p. 189-192; Al-Maghribi, p. 376-385; Matlub, p. 289-294; Ibrahim, p. 782-789.

<sup>36</sup> Al-Shawarbi: Al-Ta'liq, vol. 8, p. 577-581; Al-Sanhouri, vol. 9, p. 194-195; Al-Maghribi, p. 387-392; Matlub, p. 293-294; Ibrahim, p. 813-817.

mineur ou un interdit, l'acceptation ou la répudiation du legs doit émaner de la personne qui peut disposer de leurs biens, après autorisation du tribunal (art. 20 al. 2 de la loi 71/1946).

Si le legs est en faveur d'un nombre indéterminé de personnes (plus de cent personnes) ou d'un organisme, l'acceptation doit émaner de leur représentant, s'ils en ont; s'ils n'en ont pas, le legs deviendra obligatoire sans besoin d'acceptation (art. 20 al. 3 de la loi 71/1946).

L'acceptation doit avoir lieu après le décès (art. 20 al. 1 de la loi 71/1946); l'acceptation faite du vivant du testateur est nulle (art. 543 al. 1 Qadri). Il en est de même de la répudiation du legs. La loi n'exige pas une date certaine pour accepter ou répudier le legs. Toutefois, le legs devient caduc si l'héritier ou le curateur de la succession notifie au légataire un exploit d'huissier contenant une indication suffisante au sujet du legs et l'invite à l'accepter ou à le répudier, et qu'il s'écoule un délai de 30 jours, outre le délai légal de distance, sans que le légataire manifeste son option par écrit, sans motif plausible. Ceci vise à ne pas porter préjudice aux héritiers et empêcher l'abus de droit de la part du légataire (art. 22 de la loi 71/1946). L'acceptation ou la répudiation peut porter sur l'ensemble ou sur une partie du legs, et elle peut provenir de tous les légataires ou d'une partie parmi eux (art. 23 de la loi 71/1946). Si le légataire répudie le legs (entièrement ou partiellement, et ensuite revient sur sa répudiation exprimant son acceptation, celle-ci n'a pas d'effet sur ce qu'il a répudié. S'il accepte le legs et ensuite le répudie, une telle répudiation n'a de valeur que si un des héritiers du testateur accepte cette répudiation (art. 24 de la loi 71/1946).

En cas de décès du légataire avant son acceptation ou sa répudiation du legs, ses héritiers exerceront ce droit en son lieu et place (art. 21 de la loi 71/1946).

Si le testateur a fixé un délai pour le passage du legs au légataire, par exemple en prévoyant que la maison constitue un legs pour le légataire deux ans après sa mort, la maison ne devient propriétaire du legs qu'après ce délai, et les héritiers du testateur tirent profit de la maison jusqu'à ce délai.

Si le légataire existe et que le testateur n'a pas fixé de délai pour le passage de la propriété du legs, la propriété passe immédiatement au légataire après le décès du testateur au cas où le légataire a manifesté son acceptation.

Si le testateur a légué un bien au premier né de son fils Muhammad, mais meurt avant que celui-ci n'ait d'enfant, le legs ne revient à ce dernier qu'après sa naissance, et la propriété du legs avant cette naissance sera dans les mains des héritiers.

Si le testateur a légué, sans fixer de délai, un bien à quelqu'un qui tarde à exprimer son acceptation, la propriété du legs passe au légataire dès son acceptation avec effet rétroactif au décès du testateur. Et c'est à ce moment-là que le montant du legs sera pris en considération (notamment pour ce qui concerne le tiers disponible dont nous parlerons sous 7.5.4). Il acquiert aussi les accroissements et assume les charges du legs à partir de ce moment (art. 25 de la loi 71/1946)<sup>37</sup>.

---

<sup>37</sup> Al-Shawarbi: *Al-Ta'liq*, vol. 8, p. 582-592; Al-Sanhouri, vol. 9, p. 195-196; Al-Maghribi, p. 393-407; Matlub, p. 294-301; Ibrahim, p. 819-830.

## **5. Conditions de validité**

Les conditions de validité du testament sont relatives au testament, au testateur, au legs et au légataire.

### **5.1. Conditions relatives au testament**

L'article 3 de la loi 71/1946 dispose:

Pour être valide, un testament ne doit pas comporter de prescription prohibée. Le mobile qui a présidé à sa formation ne doit pas être contraire aux vues du législateur.

Si le testateur est un non-musulman, son testament est valide à moins qu'il ne contienne une prescription que prohibent à la fois son statut personnel religieux et au droit musulman.

Comme tout acte humain, le testament peut être qualifié comme étant:

- **Obligatoire:** c'est ce que le Législateur (Dieu) ordonne de faire de manière ferme et sans équivoque. Celui qui n'obtempère pas est puni ici-bas; et celui qui le fait, a du mérite dans l'Au-delà. On estime généralement que le testament est un acte volontaire, méritoire, mais nous verrons que le législateur a prévu un cas de legs obligatoire pour palier à l'interdiction de représentation en droit musulman (voir le chapitre 7, 7). Et si le testateur ne fait pas un tel legs, le legs est prélevé de jure. De même est obligatoire de faire un legs pour payer une dette religieuse (zakat: impôt religieux), voire civile.
- **Recommandé:** c'est ce que le Législateur (Dieu) recommande ou ordonne sans que ce soit d'une manière catégorique. Celui qui l'accomplit est loué sur terre et récompensé dans l'Au-delà; celui qui ne le fait pas n'est ni blâmé sur terre ni puni dans l'Au-delà. C'est le cas du testament en faveur des parentés pauvres qui n'héritent pas ou les gens de biens.
- **Permis:** c'est ce que le Législateur (Dieu) laisse au libre choix de la personne d'accomplir ou non. Ni récompense ni châtement ne sont liés à un tel acte. C'est le cas du testament en faveur des riches qui n'en ont pas besoin au lieu des pauvres démunis.
- **Réprouvé:** c'est ce que le Législateur (Dieu) réprouve, tout en le permettant, sans prévoir de sanction à son égard. Ne pas le faire est préférable. Celui qui s'en abstient est loué et acquiert un mérite dans l'Au-delà, et celui qui ne s'en abstient pas peut être blâmé. C'est le cas du testament fait en faveur de quelqu'un qui très probablement s'en servira pour commettre un péché.
- **Interdit:** c'est ce que le Législateur (Dieu) punit ici-bas et dans l'Au-delà, et récompense dans l'Au-delà s'il n'est pas accompli. C'est le cas du testament fait pour commettre un délit, produire du vin, organiser des paris ou la débauche, ou priver un héritier de ses droits.

Les trois premiers testaments sont valides, contrairement aux deux derniers. Mais qu'en est-il du testament fait par un non-musulman? L'article 3 de la loi 71/1946 indique que "si le testateur est un non-musulman, son testament est valide à moins qu'il ne contienne une prescription que prohibent à la fois son statut personnel reli-

gieux et le droit musulman". Ainsi, s'il fait un testament pour nuire aux autres, un tel testament serait interdit parce qu'il s'agit d'un acte interdit par toutes les religions. Si par contre il fait un testament pour construire une mosquée (chose que la loi religieuse chrétienne interdit), un tel testament est jugé comme valable du fait que le droit musulman le permet. Dans le cas contraire, si un musulman fait un testament pour construire une église, un tel testament est considéré comme invalide.

Un testament peut être fait apparemment pour faire le bien (aider les pauvres), mais en réalité son mobile principal est contraire aux objectifs de la loi (volonté de priver les héritiers d'une partie des biens). Dans ce cas, le testament est considéré comme invalide, si les personnes lésées parviennent à prouver un tel mobile par les différentes circonstances. Si par contre le testament aboutit de façon indirecte à priver les héritiers d'une partie des biens, sans que cela soit le mobile principal, le testament est considéré comme valide. L'article 4 de la loi 71/1946 dispose à cet égard que "le mobile qui a présidé à sa formation ne doit pas être contraire aux vues du législateur"<sup>38</sup>.

Si un testateur assortit son testament d'une condition, faut-il la respecter? L'article 4 de la loi 71/1946 dispose à cet égard:

Sans préjudice des dispositions de l'art. 3 [susmentionné], est valide le testament subordonné à une condition, ou comportant une charge adjointe ou annexe. Si la condition ou la charge sont valides, il faudra les respecter tant que subsiste l'intérêt à réaliser cette condition ou cette charge. Il ne sera pas tenu compte des conditions et charges non valides, ou de celles qu'il n'y aura plus intérêt à réaliser. On entend par condition ou charge valides, celles que le testateur, le légataire ou un tiers ont intérêt à voir se réaliser et qui ne sont pas contraires aux prescriptions du législateur ni déconseillées par lui.

## **5.2. Conditions relatives au testateur**

L'article 5 de la loi 71/1946 dispose:

Le testateur doit posséder la capacité juridique de disposer de ses biens à titre gratuit. Cependant, l'interdit pour cause de prodigalité ou de faiblesse d'esprit, de même que le mineur âgé de plus de 18 ans grégoriens, peuvent tester avec l'autorisation du tribunal.

En droit égyptien, la personne pleinement capable est celle qui a atteint l'âge de 21 ans tout en jouissant de ses facultés mentales et n'a pas été interdit (art. 44 CCég). L'article 45 ajoute:

- 1) La personne dépourvue de discernement à cause de son jeune âge ou par suite de sa faiblesse d'esprit ou de sa démence n'a pas la capacité d'exercer ses droits civils.
- 2) Est réputé dépourvu de discernement, l'enfant qui n'a pas atteint l'âge de sept ans.

---

<sup>38</sup> Imam, p. 38-40; Ibrahim, p. 797-800; Al-Shawarbi: Al-Ta'liq, vol. 8, p. 564-568; Matlub, p. 322-341.

Pour qu'une personne puisse faire un testament, il faut qu'elle soit majeure. Le tuteur ne peut disposer du bien du mineur que pour des raisons familiales ou humanitaires, avec l'autorisation du tribunal (art. 5 et 38 de la loi 119/1952 relative à la tutelle sur les biens), mais cela ne comprend pas le testament. Toutefois l'article 63 de cette loi permet au mineur ayant atteint l'âge de 16 ans de disposer des biens qu'il a gagnés dans les limites de ses gains. L'article 64 ajoute que le mineur autorisé par son tuteur, par le tribunal ou par la loi est considéré comme majeur en ce qui concerne l'objet autorisé. Ceci signifie, selon la doctrine, que le mineur âgé seize ans peut disposer de ses biens qu'il a gagnés, sans autorisation du tribunal ou de son tuteur.

Il faut aussi que la personne soit en possession de ses capacités mentales. L'article 114 CCég dispose à cet égard:

- 1) Est nul tout acte passé par une personne atteinte de démence ou d'infirmité mentale postérieurement à la transcription de la sentence d'interdiction.
- 2) Quant aux actes passés antérieurement à la transcription de la sentence d'interdiction, ils ne sont nuls que si l'état de démence ou d'infirmité était notoire au moment du contrat ou si l'autre partie en avait connaissance.

En vertu du dernier alinéa, lorsqu'une personne fait son testament dans un moment de lucidité, le testament est valide s'il a lieu avant la transcription de la sentence d'interdiction.

Selon l'article 5 de la loi 71/1946, "l'interdit pour cause de prodigalité ou de faiblesse d'esprit, de même que le mineur âgé de plus de 18 ans grégoriens, peuvent tester avec l'autorisation du tribunal". L'article 16 de la loi 71/1946 ajoute:

Le testament ne devient pas nul si le testateur est interdit pour cause de prodigalité ou de faiblesse d'esprit.

On en conclut que le prodigue et le faible d'esprit peuvent faire un testament tant qu'ils ne sont pas interdits par le tribunal. Le mineur âgé de plus de 18 ans, mais pas encore majeur, peut aussi être autorisé par le tribunal à faire un testament<sup>39</sup>.

L'article 14 de la loi 71/1946 considère comme nul le testament si le testateur est atteint de folie qui persiste jusqu'à son décès.

À ces conditions, il faut ajouter celle du consentement du testateur, sans contrainte et sans erreur de sa part, comme pour tout acte juridique.

Nous avons déjà soulevé la question de l'apostasie en matière successorale (voir le chapitre 2, 2.2). Le même problème s'est posé en ce qui concerne le testament. L'article 5 du projet de la loi égyptienne 71/1946 disposait: "Pour faire un testament, il faut avoir la capacité de disposer, avoir atteint l'âge de 21 ans solaires; la disposition testamentaire de l'apostat est valide". La commission législative du Sénat a supprimé cette dernière clause, en invoquant le fait que les normes sur l'apostasie en matière de succession *ab intestat* et testamentaire seront codifiées ultérieurement. Toutefois, aucune loi n'a été adoptée concernant cette question.

---

<sup>39</sup> Imam, p. 50-53; Al-Shawarbi: Al-Ta'liq, vol. 8, p. 564-568; Matlub, p. 341-348; Al-Maghribi, p. 414-419.



Cette lacune est donc à combler par le droit musulman selon l'école hanefite. Le code de Qadri Pacha ne comporte pas d'article sur ce sujet. L'école d'Abu-Hanifah est unanime pour admettre la validité du testament de l'apostate, mais il y a divergence quant au testament de l'apostat, certains estimant qu'il est valide, et d'autres plaident pour son invalidité s'il meurt sans se repentir, s'il a été tué ou s'il quitte pour un pays non-musulman. Matlub penche pour la validité du testament de l'apostate et de l'apostat parce que le testament ne profite pas à lui, mais à autrui<sup>40</sup>.

### **5.3. Conditions relatives au légataire**

La loi exige que le légataire remplisse plusieurs conditions que nous examinerons dans les points suivants:

#### **5.3.1. Il doit être connu**

Pour que le legs soit valide, il faut que le bénéficiaire soit connu (art. 5 de la loi 71/1946) parce que le legs ne devient définitif et obligatoire que par l'acceptation expresse ou tacite du légataire intervenue après le décès du testateur (art. 20 de la loi 71/1946). La désignation du légataire peut se faire en indiquant son nom et ses qualités spécifiques (par exemple: l'enfant aîné du frère du testateur). Il est aussi permis de désigner un groupe non délimité (par exemple: les enfants du frère du testateur ou aux pauvres). Si par contre le testateur désigne une personne indéfinie (au voisin Muhammad, alors qu'il y a plusieurs voisins portant ce nom), le legs devient nul.

Toutefois, la loi permet de tester au profit des établissements religieux, des sociétés de bienfaisance et autres institutions similaires, des fondations scientifiques et d'utilité publique, sans les spécifier. Il peut dans ce cas indiquer dans quel secteur le legs doit être dépensé; sinon le legs sera utilisé pour les besoins de la construction desdits établissements; pour ceux des pauvres qui en relèvent, pour les frais d'entretien et autres frais nécessaires. On peut également disposer, d'une façon générale, pour la bienfaisance, sans désignation d'une fondation déterminée; le legs sera alors employé dans des actes qui constituent un bienfait (art. 7 de la loi 71/1946)<sup>41</sup>.

#### **5.3.2. Il doit être en vie à la date du testament**

Cette condition est requise si le légataire est désigné de façon précise, sous peine d'invalidité. Le legs en faveur d'un décédé est nul, que le testateur ait eu connaissance de son décès ou non lors de la constitution du testament. Le legs ne passe pas à ses héritiers (art. 6 al. 1 de la loi 71/1946). Si le légataire meurt avant le testateur, le legs devient caduc (art. 14 de la loi 71/1946).

Lorsque le légataire est désigné de façon générale, il n'est pas nécessaire qu'il soit en vie à la date du testament, ni au décès du testateur (art. 6 al. 2 de la loi 71/1946). Mais lorsqu'il n'y aura plus espoir qu'un des légataires survienne, le bien légué sera

---

<sup>40</sup> Matlub, p. 350-353; Imam, p. 54. L'article 217 in fine du code de la famille koweïtien dit à cet égard: "La disposition testamentaire de l'apostat et de l'apostate est valide s'ils reviennent à l'Islam". Le mémorandum ajoute qu'au cas où l'apostat meurt en état d'apostasie, sa disposition testamentaire est considérée comme nulle".

<sup>41</sup> Imam, p. 373-76; Al-Maghribi, p. 449-450; Matlub, p. 354-357.

dévolu aux héritiers du testateur. Ainsi si le testateur désigne une fondation qui n'existe pas, il n'est pas possible d'attribuer le legs à une autre fondation (art. 26 al. 1 et 27 al. 1 de la loi 71/1946). Le legs d'une rente à percevoir sur les revenus d'un capital ou sur des fruits n'est valable que pour les légataires des deux premières générations qui existeraient au moment du décès du testateur (art. 70 de la loi 71/1946).

Est valable le legs en faveur de l'enfant s'il est né vivant pendant une période déterminée de la date du testament, cette période diffère selon que le testateur ait reconnu l'existence de l'enfant ou non. L'article 35 de la loi 71/1946 dispose à cet égard:

L'enfant conçu peut bénéficier des dispositions testamentaires:

1. Si le testateur reconnaît, au moment du testament, l'existence de l'enfant conçu et que celui-ci naisse vivant dans les 365 jours ou moins à compter de la date du testament;
2. Si le testateur ne reconnaît pas formellement l'existence de l'enfant conçu et que celui-ci naisse vivant dans les 270 jours au plus à compter de la date du testament, à la condition que la femme enceinte ne fût pas, lors du testament, en retraite viduaire ou répudiaire, auquel cas le testament sera valable si l'enfant naît vivant dans les 365 jours ou moins depuis le décès ou la répudiation définitive (*ba'in*).

Si le legs est fait au profit de l'enfant conçu par une personne désignée, la validité du legs dépendra, en outre des conditions qui précèdent, de la preuve de la paternité de cette personne désignée.

Les revenus du bien légué demeureront réservés jusqu'à la naissance de l'enfant et lui seront alors attribués s'il naît vivant.

Qu'en est-il si le testateur établit un legs en faveur d'un enfant dont une femme est enceinte, mais cette dernière met au monde deux enfants vivants ou dont l'un décède? L'article 36 de la loi 71/1946 dispose:

Lorsque la femme enceinte met au monde deux enfants vivants ou davantage, en même temps ou dans un intervalle de moins de six mois, le legs sera partagé entre eux par parts égales, sauf disposition contraire du testament.

Si l'un des enfants est mort-né, le legs sera entièrement attribué au survivant.

La part de l'enfant qui viendrait à décéder après la naissance sera dévolue à ses héritiers s'il s'agit du legs d'un bien, et aux héritiers du testateur s'il s'agit du legs d'un usufruit<sup>42</sup>.

### **5.3.3. Condition de la nationalité et de la religion du légataire**

L'article 9 de la loi 71/1946 dispose:

Est valable le legs au profit d'une personne de religion, de rite ou de nationalité différente, à moins que le testateur ne soit ressortissant d'un pays musulman et

---

<sup>42</sup> Imam, p. 68-73; Al-Maghribi, p. 422-431; Matlub, p. 357-365.

le légataire non musulman, ressortissant d'un pays non musulman dont la législation interdit un pareil legs.

Cette disposition signifie que le testament fait par une personne quelle que soit sa religion est valable quel que soit la religion du bénéficiaire. Mais le musulman ne saurait faire un legs en faveur d'une église, alors que le non-musulman peut faire un legs en faveur d'une mosquée. Nous en avons vu plus haut la question de l'apostasie (voir le chapitre 2, 2.2 et 7.5.2); Matlub penche pour la validité du testament en faveur de l'apostat<sup>43</sup>.

En ce qui concerne la nationalité, la loi permet le legs d'un ressortissant d'un pays musulman en faveur d'un musulman quelle que soit sa nationalité. Toutefois si le testateur est un musulman, il ne peut faire de legs en faveur d'un non-musulman ressortissant d'un pays non-musulman que si ce pays accepte le principe de la réciprocité. On voit ainsi que la loi considère tous les musulmans comme faisant partie de la nation musulmane, et établit un privilège en leur faveur lorsqu'ils sont ressortissants d'un pays non-musulman. On tient compte de la nationalité du légataire au moment de l'acceptation du legs<sup>44</sup>.

#### **5.3.4. Le légataire ne doit pas avoir attenté à la vie du testateur**

Cette condition est prévue par l'article 17 de la loi 71/1946 qui dispose:

Est exclu du bénéfice de toute disposition testamentaire volontaire ou obligatoire, celui qui, ayant atteint l'âge de 15 ans et jouissant de ses facultés mentales, aura, sans droit et sans excuse légitime, tué à dessein le testateur ou le *de cuius*, que le meurtrier ait été auteur principal, complice ou faux témoin dont le témoignage aurait déterminé la condamnation à mort et l'exécution du testateur. Est considéré comme une excuse l'abus du droit de légitime défense

Le meurtre doit être intentionnel. Peu importe dans ce cas que le meurtre ait été commis avant ou après l'établissement du testament, que le testateur soit mort sur le coup ou après un certain temps à la suite de ses blessures. Le mémoire explicatif et la doctrine considèrent comme excuse le fait de tuer la femme surprise en train de commettre l'adultère ainsi que le coupable; le cas de la femme qui tue son mari n'est pas envisagé<sup>45</sup>.

#### **5.3.5. Le légataire ne doit pas être un organisme illégal**

En application de l'article 3 de la loi 71/1946 susmentionné (voir le chapitre 7, 5.1), un testament ne peut pas être en faveur d'un organisme illégal. Ainsi, on ne peut faire un testament en faveur d'un organisme de débauche. Nous renvoyons à ce que nous avons dit à propos des conditions relatives au testament (voir le chapitre 7, 5.1).

#### **5.3.6. Le légataire doit être capable de posséder**

Selon l'article 20 al. 1 de la loi 71/1946, "le testament devient définitif et obligatoire par l'acceptation expresse ou tacite du légataire intervenue après le décès du

---

<sup>43</sup> Matlub, p. 369; Al-Maghribi, p. 451-454.

<sup>44</sup> Imam, p. 38-40; Al-Maghribi, p. 449-450; Matlub, p. 365-369.

<sup>45</sup> Imam, p. 80-82; Al-Maghribi, p. 455-457; Matlub, p. 372-375.

testateur". La doctrine en déduit que le légataire (ou son représentant) doit avoir la capacité de recevoir. Pour cette raison, il n'est pas possible de faire un legs en faveur d'un animal, de la Pierre Noire de la Kaaba ou d'un mur du sanctuaire. La loi cependant fait une exception à l'égard d'une fondation ou d'une institution qui n'a pas de représentant: le legs en leur faveur devient obligatoire sans besoin d'acceptation (art. 20 al. 3)<sup>46</sup>.

#### **5.3.7. L'héritier peut être légataire d'un tiers**

Le Code de Qadri Pacha distingue le légataire héritier et le légataire étranger. L'article 537 al. 1 dispose:

On peut disposer du tiers de ses biens au profit d'un étranger, s'il n'y a empêchement. La validité de la disposition n'est point subordonnée, dans ce cas, au consentement des héritiers.

La disposition testamentaire excédant le tiers du patrimoine n'est valable que du consentement donné, après la mort du testateur, par les héritiers capables de disposer de leurs droits.

Le consentement donné par les héritiers du vivant du testateur est nul.

L'article 536 Qadri par contre dispose:

La disposition testamentaire [quel que soit son montant] au profit d'un héritier n'est valable que si elle est confirmée après la mort du testateur, par les autres héritiers capables de disposer de leurs droits.

Toutefois, le législateur égyptien, contrairement à d'autres législateurs arabes, permet au testateur de disposer d'un tiers de ses biens, indistinctement, en faveur des héritiers ou des étrangers, sans que cela nécessite le consentement des autres héritiers. Le consentement n'est requis que pour ce qui dépasse le tiers. L'article 37 de la loi 71/1946 dispose à cet égard:

Le legs du tiers au profit d'un successible ou d'un non-héritier est valable et recevra exécution sans besoin du consentement des héritiers. Le legs de plus du tiers est également valable, mais ne sera exécuté, pour l'excédent, qu'en cas de consentement des héritiers capables de disposer et conscients de ce à quoi ils consentent, intervenu après le décès du testateur<sup>47</sup>.

#### **5.4. Conditions relatives au bien légué**

Quatre conditions sont exigées dans le bien légué:

- 1) Être susceptible de transmission par voie de succession ou de contrat du vivant du testateur (art. 10 ch. 1 de la loi 71/1946).

Ainsi le testament peut avoir pour objet des immeubles ou meubles, fongibles ou non fongibles, droits pécuniaires, droits réels ou même un usufruit. Il en est de même d'un bail<sup>48</sup>. Nous y reviendrons dans le point suivant (voir le chapitre 7, 6).

---

<sup>46</sup> Matlub, p. 369-370.

<sup>47</sup> Imam, p. 77-79; Al-Maghribi, p. 458-460; Matlub, p. 370-372.

<sup>48</sup> Imam, p. 86; Al-Maghribi, p. 463-465; Matlub, p. 375-377.

- 2) S'il s'agit d'un bien, il doit avoir une valeur pécuniaire pour le testateur (art. 10 ch. 2 de la loi 71/1946).

Le terme arabe utilisé par la loi est *matkum*. Il désigne le bien dont le testateur peut tirer profit selon sa loi religieuse dans une situation normale, et qui implique compensation s'il était détruit. Ainsi un musulman ne peut pas léguer un porc ou du vin que ce soit à un musulman ou à un non-musulman. Par contre, un non-musulman peut léguer ces deux biens à un non-musulman, mais pas à un musulman (parce que ce dernier n'a pas le droit de les posséder hormis le cas de nécessité). De même, le testament ne peut avoir pour objet un *res nullius* comme le bois dans une forêt, des oiseaux dans le ciel ou des poissons dans l'eau, même si le testateur peut les posséder après le testament. Ce qui compte donc pour qualifier le bien c'est le moment du testament. De même, le testateur ne peut léguer le droit de s'abriter à l'ombre de sa maison, parce que ce droit n'a pas de valeur réalisable<sup>49</sup>.

- 3) Si c'est un corps certain désigné, il doit exister dans le patrimoine du testateur au moment du testament (art. 10 ch. 3 de la loi 71/1946).

Ainsi si le testateur lègue une maison dont il désigne l'emplacement et les limites, cette maison doit exister dans sa propriété au moment du testament. S'il lègue un tiers de son troupeau ou le tiers de ses biens, ce qui importe est que ce bien soit dans sa propriété au moment du décès et continue à exister jusqu'à l'acceptation du legs. Toutefois, le testament d'usufruit est valable même si l'usufruit légué n'existait pas au moment de la conclusion du testament ou du décès du testateur. Ainsi, s'il lègue les fruits de son jardin sans qu'il y ait eu de fruit au moment de la conclusion du testament ni au moment du décès du testateur, le légataire peut prendre possession des fruits qu'il trouvera dans le jardin tant qu'il est en vie. Le legs devient nul si la chose léguée, étant un corps certain, périt avant l'acceptation du légataire (art. 15 de la loi 71/1946). Si le legs porte sur un bien de la succession ou sur une chose de genre, et que ce bien ou cette chose ait péri ou ait été reconnu appartenir à un tiers, le légataire n'aura droit à rien. Si la perte ou l'éviction n'est que partielle, le légataire aura droit au restant, pourvu que cela ne dépasse pas le tiers de la succession; sinon il en prendra une part égale au tiers (art. 47 de la loi 71/1946)<sup>50</sup>.

- 4) Valeur des biens légués

Si le testateur n'a pas d'héritier, il peut disposer de tous ses biens qui restent après acquittement des frais des funérailles et des dettes. Si par contre il a des héritiers, il ne peut disposer librement que d'un tiers de ces biens, que ce soit au profit d'un successible ou d'un non-héritier. Le legs de plus du tiers est également valable, mais ne sera exécuté, pour l'excédent, qu'en cas de consentement des héritiers capables de disposer et conscients de ce à quoi ils consentent, intervenu après le décès du testateur (art. 37 de la loi 71/1946). Le consentement donné par les héritiers, du vivant du testateur, est nul (art. 537 al. 3 Qadri). Si une partie des héritiers consentent, le testament ne sera exécuté que sur les biens qui leur reviennent. Le tiers est calculé au moment du partage de la succession. Ainsi si le testateur a légué un

<sup>49</sup> Imam, p. 88; Al-Maghribi, p. 465-466; Matlub, p. 377-378.

<sup>50</sup> Imam, p. 88-89; Al-Maghribi, p. 466-468; Matlub, p. 378-379.

tiers de ses neuf chameaux, et que trois de ces chameaux meurent après son décès, le legs sera de deux chameaux; et s'ils mettent au monde trois autres, devant ainsi 12 chameaux, le legs sera de quatre<sup>51</sup>. Toutefois, Matlub estime que le tiers sera calculé au moment du décès du testateur, en se basant sur l'article 25 de la loi 71/1946 qui dispose:

Si le légataire est en vie au décès du testateur, il aura droit à l'objet du legs à partir du décès, à moins que le testament ne fixe une échéance ultérieure.

Les accroissements de l'objet du legs depuis le jour où le légataire y a droit jusqu'à son acceptation reviennent au légataire et ne sont pas considérés comme objet du legs. Les charges relatives à l'objet du legs durant cette période incomberont au légataire<sup>52</sup>.

## **6. Objets du legs**

La loi s'étend sur ce sujet et envisage des legs portant sur différents objets et droits. Nous les présentons ici sommairement.

### **6.1. Le legs d'un bien**

Le bien peut être un objet spécifique, ou une partie de cet objet. Dans ce cas, le legs n'est valable que si cet objet existe au moment du testament (art. 10 de la loi 71/1946). S'il fait partie d'un objet indivis (par exemple: un tiers de mes biens), ce bien doit exister au moment du décès. S'il s'agit d'une espèce de bien ou une partie indivise de ce bien (par exemple: je lègue mon troupeau ou mes livres, ou une partie de mon troupeau ou de mes livres), le legs sera exécuté sur ce que le testateur a eu au moment de son décès, et pas sur ce qu'il a après son décès (art. 551 Qadri).

Si le testateur lègue de l'argent sans spécification (par exemple: 1000 dinars), le legs sera acquitté sur le tiers de ses biens. Si par contre il lègue 1000 dinars provenant d'un tel bien, le legs ne sera acquitté que sur ce bien. Si ce bien périt, le legs devient invalide. Le legs peut aussi porter sur ce que porte un animal, à condition que l'animal soit en état de grossesse lors du décès du testateur. Si le legs porte sur des récoltes ou des fruits, le légataire aura droit à ceux existant lors du décès du testateur et aux fruits ultérieurs, à moins que des présomptions contraires ne commandent une solution différente (art. 55 de la loi 71/1946).

Si le testateur a laissé un legs indéterminé (une part, quelque chose, etc.), la doctrine distingue différentes situations que la loi 71/1946 n'a abordées que marginalement. Une de ces situations est celle réglée par l'article 40 de cette loi qui dispose:

Si le legs est consenti pour une quote-part égale à celle d'un des héritiers du testateur, désigné par lui, le légataire aura droit à une part équivalant à celle de cet héritier, en ne tenant pas compte de la part légitimaire (*fard*) de celui-ci.

---

<sup>51</sup> Imam, p. 88-89; Al-Maghribi, p. 466-468; Cour de cassation, séance du 27 avril 1971, recours no 407, année judiciaire 36, p. 574.

<sup>52</sup> Matlub, p. 380-385.

Dans ce cas d'espèce, la part accordée au légataire ne saurait dépasser le tiers disponible, sauf accord des héritiers chacun en ce qui le concerne, comme indiqué dans le point précédent.

Le testateur peut aussi accorder une quote-part d'un héritier, sans désigner lequel. Si les héritiers ont des quotes-parts égales, cette désignation ne pose pas de problème. Dans le cas contraire, on accordera au légataire un legs équivalent à la quote-part la moins élevée, et ici aussi le legs ne doit pas dépasser le tiers disponible<sup>53</sup>.

## **6.2. Le legs d'un usufruit**

Cette question est réglée par les articles 50 à 63 de la loi 71/1946. On distingue à cet égard entre un usufruit à durée déterminée, et celui à durée perpétuelle.

1) L'usufruit à durée déterminée: le testateur peut léguer la location de sa maison durant cinq ans dès son décès, ou de 2000 à 2009. Dans ce dernier cas, si le testateur meurt après 2000, la location commence dès le décès et se termine en 2009. Et s'il meurt après 2009, le legs devient sans objet. Si la période est déterminée quant à sa durée, sans que les dates de son début et de son expiration soient fixées, la période commencera au décès du testateur (art. 50 de la loi 71/1946).

Il peut arriver que le légataire soit empêché de jouir de l'usufruit. Si cela est dû à un des héritiers: il lui en devra compensation, à moins que tous les héritiers n'acceptent de lui accorder une autre période de jouissance à titre de dédommagement. Si c'est dû à tous les héritiers: le légataire aura le droit d'opter entre une autre période de jouissance et le paiement d'une compensation. Si c'est dû au testateur (ayant loué la maison, par exemple) ou par suite de l'impossibilité du légataire (étant prisonnier, par exemple): il aura droit à une autre période de jouissance sitôt que l'empêchement aura disparu (art. 51 de la loi 71/1946)<sup>54</sup>.

2) L'usufruit à durée déterminée: ici la durée peut être imprévisible (location durant la vie d'une telle personne), perpétuelle ou sans mention de durée. Si le légataire est désigné, il en bénéficie jusqu'à sa mort, pourvu que son droit à l'usufruit se réalise dans les 33 années suivant le décès du testateur (art. 61 de la loi 71/1946), et ensuite le legs revient aux héritiers du testateur. Si les légataires sont déterminés (les étudiants d'une telle famille, ou les enfants de telle personne), ils bénéficieront de l'usufruit jusqu'à l'extinction du groupe. Si les légataires sont un groupe qui ne s'éteint pas (les pauvres), ils bénéficient du legs à perpétuité (art. 52 de la loi 71/1946)<sup>55</sup>. Signalons ici que selon l'article 29 de la loi 71/1946 "si le legs d'usufruit est consenti au profit de plus de deux générations, il ne sera valable que pour les deux premières".

Les règles susmentionnées s'appliquent au legs portant sur les récoltes ou les fruits. L'article 55 de la loi 71/1946 dispose:

---

<sup>53</sup> Matlub, p. 388-402; Imam, p. 88-89; Al-Maghribi, p. 479-495.

<sup>54</sup> Al-Maghribi, p. 499-502; Matlub, p. 416-419; Al-Shawarbi: Al-Ta'liq, vol. 8, p. 670-672.

<sup>55</sup> Al-Maghribi, p. 502-504; Matlub, p. 419-421; Al-Shawarbi: Al-Ta'liq, vol. 8, p. 670.

Si le legs porte sur des récoltes ou des fruits, le légataire aura droit à ceux existant lors du décès du testateur et aux fruits ultérieurs, à moins que des présomptions contraires ne commandent une solution différente.

Comme pour le legs d'un bien, le legs d'un usufruit ne doit pas dépasser le tiers disponible, sauf accord des héritiers concernés. L'article 62 de la loi 71/1946 prévoit le calcul suivant:

- Si le legs est constitué pour une durée ne dépassant pas dix ans, il sera évalué au montant de l'usufruit légué pour la période fixée.
- Si le legs porte sur tout ou partie de l'usufruit d'un bien, et qu'il soit perpétuel, viager, indéfini ou pour une durée dépassant dix ans, il sera évalué au prix du bien dont tout ou partie de l'usufruit est légué<sup>56</sup>.

À qui appartient la propriété du bien sur lequel est constitué un usufruit et à qui incombent les charges? Si l'usufruit est à perpétuité, le bien en question prend la forme d'un bien pieux (*waqf*) dont il est interdit de disposer; les frais incombent aux légataires. Dans le cas contraire, le bien appartient aux héritiers et l'usufruit, aux légataires auxquels incombent les charges de maintien ainsi que les impôts<sup>57</sup>. Le propriétaire du bien peut à cet égard le vendre à l'usufruitier, et ainsi le legs prend fin puisqu'il possède tant le bien que son usage. Il peut aussi le vendre à un tiers, sans l'autorisation de l'usufruitier (art. 60 de la loi 71/1946).

Le testateur peut spécifier dans le testament que le légataire logera dans la maison comme usufruitier, mais le légataire peut en faire un autre usage si tel est son intérêt (par exemple en changeant de lieu de travail). Il doit toutefois éviter d'endommager le bien en question. L'article 54 de la loi 71/1946 est traduit: "pourvu que ce soit toujours en bon père de famille".

S'ils sont plusieurs à tirer avantage d'un bien, les uns à titre d'héritiers, les autres à titre d'usufruitiers, "l'usufruit s'exercera par le partage des récoltes et fruits entre le légataire et les héritiers du testateur, proportionnellement à la quote-part de chaque groupe, ou par un partage de jouissance ou une jouissance successive ou alternative" (art. 57 de la loi 71/1946).

Le legs d'usufruit s'éteint en fonction du légataire:

- S'il s'agit d'une personne désignée (legs en faveur de Muhammad), le legs prend fin avec la fin de sa durée si elle est déterminée, ou avec la mort du légataire si la durée est perpétuelle ou ouverte.
- Si le légataire est un groupe déterminé, le legs prend fin avec l'extinction de ce groupe.
- Si le légataire est un groupe non déterminé (en faveur des pauvres) ou d'un organisme (en faveur d'un hôpital), le legs devient un *waqf*; il ne peut donc s'éteindre.

---

<sup>56</sup> Al-Maghribi, p. 505-506; Matlub, p. 422-423; Al-Shawarbi: Al-Ta'liq, vol. 8, p. 676-677.

<sup>57</sup> L'article 58 de la loi 71/1946 dispose: "Si le legs est constitué au profit de deux personnes, l'une comme usufruitière et l'autre comme nu-propriétaire, les impôts ainsi que les frais d'exploitation seront à la charge du bénéficiaire de l'usufruit".



- Si le légataire est en faveur de générations, il prend fin avec la deuxième génération (art. 29 de la loi 71/1946).

Le legs d'usufruit devient invalide (ou inopérant)

- Si la durée du legs expire avant la mort du testateur.
- Si le légataire meurt avant la durée du legs ou après en avoir profité partiellement.
- Si le bien sur lequel porte l'usufruit est évincé par son vrai propriétaire.
- Si le légataire cède le legs aux héritiers à titre onéreux ou gratuit.
- Si le légataire achète le bien sur lequel porte l'usufruit.

Une partie de ces causes sont indiquées par l'article 59 de la loi 71/1946 qui stipule:

Le legs d'usufruit s'éteint: par le décès du légataire avant qu'il ait achevé de jouir de l'usufruit légué en totalité ou en partie; par l'achat par le légataire du bien dont l'usufruit lui est légué; par sa cession de l'usufruit aux héritiers, à titre onéreux ou gratuit; par l'éviction du bien légué<sup>58</sup>.

### 6.3. Le legs de droits

La loi prévoit une série de droits pouvant faire l'objet de legs:

- Une servitude: comme la servitude d'irrigation, de passage, d'écoulement des eaux, etc. Le mémoire explicatif de la loi 71/1946 indique que de telles servitudes ne sont valables que si elles sont accordées à une terre léguée ou au propriétaire d'une terre. Elles ne peuvent pas être accordées seules.
- Le droit de construire un étage supérieur sur une maison.
- Le droit de bénéficier du droit de bail: une personne loue une maison pour dix ans, et accorde à un tiers en legs le droit d'habiter cette maison pour le restant des années du bail après sa mort.
- Le droit de *khelew* (prévu par l'article 11 de la loi 71/1946): la doctrine explique cette norme comme suit: un bien de mainmorte a besoin d'un local, mais n'a pas les moyens pour sa construction. Une personne se porte volontaire à construire un tel local, à condition de pouvoir y habiter un certain nombre d'année contre une somme symbolique. La personne en question peut faire un legs portant sur ce droit de bail.

L'article 63 de la loi 71/1946) indique comment calculer la valeur de ce droit (lequel ne doit pas dépasser le tiers disponible). Il dispose:

Si le legs a pour objet un droit quelconque, sa valeur sera représentée par la différence entre la valeur de ce bien libre et la valeur de ce bien grevé.

- Un prêt d'une somme d'argent: ce legs est prévu par l'article 12 de la loi 71/1946<sup>59</sup>.

<sup>58</sup> Matlub, p. 416-430; Imam, p. 167-172; Al-Maghribi, p. 496-515.

<sup>59</sup> Matlub, p. 430-432; Al-Maghribi, p. 516-522.

#### 6.4. Le legs d'une rente périodique

La loi 71/1946 consacre les articles 64-70 au legs d'une rente. Celle-ci peut être à durée limitée (connue, ou inconnue comme la rente durant la vie d'une personne), ou perpétuelle (comme la rente en faveur des pauvres). Celle qui est faite pour une personne et ses descendants "n'est valable que pour deux générations qui existeraient au moment du décès du testateur" (art. 70 de la loi 71/1946). Si le testateur fixe le bien sur le produit duquel la rente est prélevée, seul ce bien sera mis à contribution. Sinon, la rente est prise sur l'ensemble des biens successoraux, le cas échéant en vendant une partie de ces biens (art. 67 de la loi 71/1946). Si un bien immobilier a été immobilisé pour le service de la rente, les héritiers peuvent en disposer à la condition de déposer toutes les rentes dans un établissement du choix du légataire ou qui serait désigné par le juge (art. 69 de la loi 71/1946).

Dans tous les cas, la rente ne peut dépasser le tiers disponible, sauf accord des héritiers concernés. Si le legs a pour objet une rente temporaire, la succession ou le bien grevé feront l'objet d'une évaluation qui en établira quelle en aurait été la valeur s'ils avaient été libres, et quelle en est la valeur grevée de cette charge. La différence entre ces deux montants représentera la valeur de la rente léguée (art. 65 de la loi 71/1946). Si le legs a pour objet de servir à une personne déterminée la rente d'un capital ou des revenus, et que ce legs est perpétuel, viager ou indéfini, la durée probable de la vie du légataire sera établie suivant l'avis des médecins. Sur la base de cette durée se fera le calcul du tiers. S'il meurt avant, le legs passe aux légataires suivants ou aux héritiers. S'il meurt après, il n'en touchera rien de plus que ce qui a été estimé par les médecins (art. 66 de la loi 71/1946).

Si le testateur lègue une rente perpétuelle à un organisme, les experts désigneront une portion des biens de la succession dont le produit suffit à payer ladite rente. Cette portion devient un *waqf* en faveur de cet organisme sur lequel les héritiers n'ont aucun pouvoir. Le prix de cette portion ne doit pas être supérieur au tiers disponible, sauf accord des héritiers. Si le rendement de la portion des biens immobilisés dépasse le montant de la rente, cet excédent reviendra à l'établissement légataire. Si cet usufruit est insuffisant pour parfaire la rente, le légataire n'aura pas de recours contre les héritiers (art. 68 de la loi 71/1946)<sup>60</sup>.

#### 7. Legs obligatoire

La règle est que le legs est un acte volontaire, par lequel une personne cherche à contenter Dieu en s'acquittant d'une obligation religieuse (comme l'impôt religieux), voire d'une dette envers une personne mais sans documents (l'acquittement des dettes est en soi une obligation religieuse).

Toutefois, la loi 71/1946 a rénové dans ce domaine en prévoyant un legs obligatoire dans ses articles 76-78. Ce legs peut être prévu par le testateur, mais s'il ne le fait pas, le legs est prélevé de jure. Et si le testateur institue un tel legs sans le respect des conditions prévues par la loi, celle-ci y intervient pour redresser le legs du testateur. Cette notion de legs obligatoire introduite par le législateur égyptien a été

---

<sup>60</sup> Matlub, p. 436-443; Al-Maghribi, p. 526-533; Imam, p. 173-277.

reprise, avec des différences, par d'autres législateurs arabes (par exemple: en Syrie, au Maroc et en Algérie)<sup>61</sup>.

La raison d'être de cette innovation s'explique par le fait que le droit musulman ne connaît pas le principe de la représentation. Ainsi, lorsqu'un fils ou une fille décède avant le *de cujus*, en laissant des enfants, ces derniers n'héritent pas en présence de leurs oncles qui ont survécu au *de cujus*. Il a donc semblé injuste au législateur de laisser les petits-enfants sans héritage alors que leur père prédécédé pourrait avoir participé à la création de la fortune du *de cujus*. Au lieu d'instituer le principe de représentation, le législateur a eu recours à une ruse, en prescrivant un legs obligatoire en faveur des enfants privés à cause du prédécès de leur père.

Pour légitimer cette rénovation, le législateur égyptien a invoqué le verset 2:180: "On vous a prescrit, lorsque la mort se présente à l'un de vous et s'il laisse des biens, le testament en faveur des deux géniteurs et des plus proches selon les convenances. C'est un devoir pour ceux qui craignent [Dieu]". Ce verset a été jugé abrogé par des versets ultérieurs. Le législateur égyptien cependant a opté pour la position d'Ibn-Hazm (mort en 1064) qui estime que l'abrogation ne concerne que la partie concernant les deux géniteurs, et non pas les plus proches. On signale cependant qu'Ibn-Ham n'a pas limité le legs aux petits-fils, mais l'a étendu à tous les parents qui n'héritent pas et sont dans le besoin, d'autre part, il n'a pas fixé la part qui leur revient.

Ce legs obligatoire doit se faire dans les limites de la quotité disponible (voir le chapitre 7, 5.4), sauf accord des autres héritiers concernés. Il est établi au profit des enfants des fils prédécédés, auquel cas il a lieu à l'infini. Ce qui veut dire que lorsqu'il s'agit d'un fils prédécédé, ses enfants n'excluent pas les petits-enfants d'un autre fils prédécédé dont le père serait lui-même décédé avant le défunt. Ces derniers se partageront la part qui serait revenue à leur père par représentation du grand-père. Peu importe donc le degré où se trouve le descendant qui réclame le legs obligatoire: c'est une représentation à l'infini. Quant aux filles prédécédées, le legs ne profite qu'aux petits-enfants, à l'exclusion des descendants plus éloignés. Ce legs ne jouera pas si le descendant est héritier à un autre titre (par exemple il est héritier à *fard*, quelle que soit sa part) ou s'il a reçu par acte entre vifs ou par testament une libéralité du défunt, équivalente à la quote-part à laquelle il aurait eu droit comme représentant. Si la libéralité est inférieure à cette part, il aura droit à un complément pour parfaire sa part (art. 76 de la loi 71/1946)<sup>62</sup>.

---

<sup>61</sup> Bernard Durand écrit à juste titre: "À dire vrai, ce legs n'en est pas un, mais plutôt une institution bâtarde. Libéralité, il est en fait obligatoire. Disposition testamentaire, il n'a pas besoin de testament, voire il peut fonctionner à l'encontre de la volonté contraire du testateur! Mais, institution reposant sur la loi, il satisfait l'équité en accordant aux enfants du prédécédé une part au lieu et place de leur auteur et rejoint donc, à ce titre, la technique de la représentation successorale connue par d'autres systèmes juridiques, même si les règles auxquelles il obéit ne l'en rapprochent pas entièrement" (Durand, p. 168).

<sup>62</sup> Matlub, p. 459-575; Al-Maghribi, p. 534-554; Imam, p. 180-182.

## 8. Cumul de legs

Il est possible qu'il y ait différents legs au profit de différents bénéficiaires. Si le tiers de la quotité disponible suffit à les acquitter tous, ou si les héritiers donnent leur accord pour que ce qui dépasse la quotité disponible soit acquitté, ils le seront tous. Dans le cas contraire, nous nous trouvons face à un cumul de legs.

Si parmi les legs, il y a un legs obligatoire, celui-ci est acquitté en premier, avant les legs facultatifs. L'article 78 de la loi 71/1946 dispose à cet égard:

Le legs obligatoire a la priorité sur les autres legs.

Si le *de cuius* n'a pas testé en faveur des personnes qui ont droit à un legs obligatoire et a institué des legs au profit d'autres personnes, chacun des ayants droit au legs obligatoire prélèvera son dû sur le reste du tiers de la succession s'il suffit; sinon le complément sera prélevé sur le legs fait à autrui.

Ce qui signifie que si le legs obligatoire comprend le tiers disponible, les legs facultatifs deviennent caducs, sauf accord des autres héritiers concernés.

En cas d'absence de legs obligatoire, ou s'il reste un excédent après acquittement de ce dernier, les situations suivantes peuvent se présenter:

- Tous les legs appartiennent à la catégorie des droits des humains (par opposition aux droits de Dieu, dits actes propitiatoires): si le testateur a spécifié la part revenant à chaque légataire, le bien sera partagé entre les différents légataires en proportion de leurs legs respectifs. Si le testateur n'a pas spécifié la quantité due à chacun des légataires, le bien sera partagé entre eux à égalité (art. 80 de la loi 71/1946).
- Tous les legs appartiennent à la catégorie des droits de Dieu, dits actes propitiatoires: si le testateur a spécifié la part revenant à chaque acte, le bien sera partagé en proportion de leurs legs respectifs. Si le testateur n'a pas spécifié la quantité due à chacun des légataires, le bien sera partagé entre eux à égalité si ces droits sont de même nature (zakat, pèlerinage). Si ces droits ne sont pas de même nature, les actes obligatoires (*fara'id*) primeront les actes dus (*wajibat*), et les actes dus primeront les actes agréables au Créateur (*nawafil*) (art. 81 de la loi 71/1946).
- Les legs appartiennent tant à la catégorie des droits des humains qu'à celle des droits de Dieu: si le testateur a spécifié la part revenant à chaque acte, le bien sera partagé en proportion de leurs legs respectifs. Dans le cas contraire, les biens seront partagés entre les deux. Les legs revenant aux actes propitiatoires seront partagés ensuite comme dans le cas précédent<sup>63</sup>.

## 9. Actes entre vifs soumis aux restrictions relatives aux legs

Comme nous l'avons vu, le législateur égyptien a le souci de sauvegarder les droits des héritiers en limitant la quotité disponible dont peut disposer le *de cuius* dans un testament (voir le chapitre 7, 5.4). Ce souci trouve son application dans des restrictions à des actes entrepris par le *de cuius* pendant sa vie et qui peuvent dissimuler des legs, et partant nuire aux intérêts des héritiers; ces actes ne sont valides que

---

<sup>63</sup> Matlub, p. 448-453; Al-Maghribi, p. 555-558; Imam, p. 183-184; Ibrahim, p. 957-969.

dans les limites prévues par l'article 37 de la loi 71/1946 selon lequel le *de cujus* qui a des héritiers ne peut disposer de plus d'un tiers de ses biens nets au profit d'un successeur ou d'un non-héritier qu'en cas de consentement des héritiers capables de disposer et conscients de ce à quoi ils consentent, consentement intervenu après le décès du testateur. Ces actes soumis aux restrictions relatives aux legs sont: la libéralité pendant la dernière maladie ou autres faits aboutissant à la mort, et la disposition en se réservant la possession et la jouissance de la chose.

### 9.1. Libéralité et vente pendant la dernière maladie

L'article 916 CCég énonce:

- 1) Tout acte juridique accompli par une personne pendant sa dernière maladie [*marad al-mawt*: maladie de mort] dans un but de libéralité est censé être une disposition testamentaire et doit être régi par les règles du testament, quelle que soit la dénomination donnée à cet acte.
- 2) Les héritiers du disposant sont tenus de prouver que l'acte juridique a été accompli par leur auteur pendant sa dernière maladie. Cette preuve doit être administrée par tous les moyens. Si l'acte n'a pas acquis date certaine, il ne fait pas preuve de sa date à l'égard des héritiers.
- 3) Si les héritiers prouvent que l'acte a été accompli par leur auteur pendant sa dernière maladie, cet acte est censé être fait dans un but de libéralité, à moins que le bénéficiaire ne prouve le contraire. Le tout sauf dispositions spéciales contraires.

Cet article ne donne pas de définition de la dernière maladie. Il faut donc revenir au droit musulman, notamment selon l'école hanefite, L'article 1595 de la *Majallah*, code civil ottoman<sup>64</sup> compilant l'enseignement de cette école, définit la dernière maladie comme suit:

On appelle dernière maladie celle où le malade se trouve en danger de mort, et hors d'état de s'occuper de ses affaires en dehors de la maison s'il s'agit d'un homme, ou de ses occupations de ménage, s'il s'agit d'une femme, et où la mort survient avant qu'il se soit écoulé un an. Peu importe d'ailleurs que le malade soit ou non alité.

S'il s'écoule plus d'un an dans le même état, les actes juridiques faits par le malade sont valables pourvu que la maladie ne se soit pas aggravée et que l'état du malade ne se soit pas modifié. Mais si après aggravation et cette modification le malade vient à mourir avant qu'une année ne se soit écoulée, l'espace de temps compris entre le décès et l'époque du changement de nature de la maladie est réputée la dernière maladie.

En se basant sur les ouvrages classiques de droit musulman et sur cet article, la doctrine<sup>65</sup> exige trois conditions que pour qu'il y ait dernière maladie:

---

<sup>64</sup> Version française: Code civil ottoman, in: Corps de droit ottoman, par George Young, vol. 6, Clarendon Press, Oxford, 1906.

<sup>65</sup> Al-Sanhouri, vol. 4, p. 271-278; Fodah, p. 29-49; Al-Shawarbi: Al-Ta'liq, vol. 8, p. 705-710.

- 1) Que la personne soit hors d'état de s'occuper de ses affaires normales à cause de la maladie; il n'est pas besoin pour cela que le malade reste alité. Le vieillard en bonne santé qui est incapable de s'occuper de ses affaires à cause de l'âge - et non pas à cause de la maladie - n'entre pas dans cette catégorie. Les actes de ce vieillard dans cet état sont jugés comme des actes d'une personne saine. Si une personne est hors d'état de s'occuper d'affaires pénibles parce qu'elle est malade et que ces affaires nécessitent une bonne santé, cette personne n'entre pas dans cette catégorie.
- 2) Que la maladie comporte un danger de mort: il ne suffit pas que la personne soit hors d'état de s'occuper de ses affaires à cause de la maladie, mais il faut encore que la maladie conduise généralement à la mort. La maladie peut commencer bénigne et s'aggraver progressivement au point de faire craindre la mort. N'entre pas dans cette catégorie une maladie qui empêche une personne de vaquer à ses affaires, comme par exemple une maladie aux yeux ou aux pieds l'empêchant de voir et de marcher, ceci ne conduisant généralement pas à la mort.
- 3) Que la maladie aboutisse effectivement à la mort: Si une personne tombe gravement malade au point d'être empêchée de vaquer à ses besoins habituels et qu'elle craint la mort, mais que par la suite cette personne guérit de sa maladie, ses actes faits pendant cette maladie sont considérés comme effectués par une personne saine. Les héritiers ici ne peuvent pas attaquer ses actes, mais la personne elle-même peut les attaquer en arguant qu'elle avait agi sous l'effet de la crainte de la mort, et que si elle pensait pouvoir guérir, elle n'aurait pas agi de la sorte. Si une personne tombe gravement malade, se trouve empêchée de vaquer à ses besoins habituels et craint la mort, mais que sa maladie se prolonge sans s'aggraver pendant une certaine durée, ses actes ne sont pas considérés comme actes accomplis pendant la dernière maladie. La *Majallah* dans l'article susmentionné fixe cette durée à une année, avis partagé par la majorité des jugements égyptiens; certains jugements parlent cependant de durée suffisamment longue pour donner l'impression au malade qu'il échappe au danger de mort. Mais si la maladie s'aggrave, fait craindre la mort au malade et finit par la mort, les actes accomplis à partir de cette aggravation sont considérés comme accomplis pendant la dernière maladie.

Le droit musulman tient compte non seulement de la dernière maladie pour réduire la portée des actes juridiques, mais aussi d'événements qui font craindre la mort, comme c'est le cas de la personne condamnée à mort, exposée à un incendie, en guerre ou décidée à se suicider, si la mort s'ensuit.

C'est aux héritiers lésés qui prétendent que la libéralité a eu lieu pendant la dernière maladie de prouver ce fait par les certificats médicaux ou par des témoins. S'ils estiment que le document de disposition a été antidaté par rapport à la maladie, ils doivent aussi le prouver<sup>66</sup>.

---

<sup>66</sup> Al-Sanhouri, vol. 4, p. 279-280; Fodah, p. 50-53.

La restriction prévue par l'article 916 CCég concernant la libéralité s'étend à la vente effectuée dans la dernière maladie, prévue par les articles 477 et 478 CCég:

Art. 477 – 1) La vente consentie par une personne dans sa dernière maladie, au profit d'une personne héritière ou non héritière, à un prix inférieur à la valeur de l'objet au moment du décès, est opposable aux héritiers si la différence entre la valeur et le prix ne dépasse point le tiers de la succession, y compris le bien vendu.

2) Si cette différence dépasse le tiers de la succession, la vente n'est opposable aux héritiers en ce qui concerne l'excédent du tiers que si ces derniers la ratifient ou si l'acheteur restitue à la succession ce qu'il faut pour parfaire les deux tiers.

3) Les dispositions prévues à l'article 916 s'appliquent à la vente faite dans la dernière maladie.

Art. 478 – Les dispositions prévues à l'article précédent ne s'appliquent pas au préjudice des tiers de bonne foi qui ont acquis à titre onéreux un droit réel sur le bien vendu.

On suppose ici que la vente n'est en fait qu'un acte camouflant une donation. Et c'est au bénéficiaire de la vente à prouver le contraire en démontrant qu'il a payé le prix normal de la chose vendue<sup>67</sup>.

## **9.2. Disposition en se réservant la possession et la jouissance**

L'article 917 CCég prévoit une autre restriction visant à empêcher le *de cuius*, même en bonne santé, de léser un héritier. Cet article énonce:

À moins de preuve contraire, lorsqu'une personne fait un acte de disposition au profit d'un de ses héritiers tout en se réservant, d'une manière quelconque, la possession et la jouissance de la chose objet de cette aliénation, pour la durée de sa vie, l'acte est censé être une disposition testamentaire et doit être régi par les règles du testament.

Cet article parle de "disposition au profit d'un de ses héritiers", parce que le projet du CCég a été établi dans une période où le legs en faveur d'un héritier était interdit, et on recourait souvent à des ventes simulées ou des donations en faveur d'un héritier, au détriment des autres héritiers. La doctrine estime que cet article s'applique aussi aux non-héritiers.

Comme l'indique la disposition susmentionnée, cette présomption légale admet la preuve du contraire. Ainsi, le bénéficiaire peut prouver que le bien en question lui a été vendu, mais que le vendeur en a gardé la disposition en tant que tuteur parce que le bénéficiaire était un mineur, ou en prouvant que le maintien de l'objet dans les mains du vendeur a pour contre-partie une réduction du prix de la vente<sup>68</sup>.

---

<sup>67</sup> Al-Sanhouri, vol. 4, p. 285-291; Fodah, p. 120-129.

<sup>68</sup> Al-Sanhouri, vol. 9, p. 220-221; Fodah, p. 183-129.





## **Chapitre 8.**

### **Les parts successorales**

L'excédent, après l'acquittement des obligations de la succession (à savoir les frais nécessaires aux funérailles, les dettes, les legs et les charges), revient aux héritiers en proportion de leurs parts héréditaires (art. 899 CCég). Nous allons voir dans les pages qui suivent les conditions pour être héritiers, les différentes catégories d'héritiers et leurs parts respectives.

#### **1. Conditions pour être héritier**

La première condition pour pouvoir ouvrir une succession d'une personne est son décès (voir sous 2). Pour être héritier, il faut la vie de l'intéressé (1.1) et l'absence d'empêchements (1.2). Il faut y ajouter des conditions particulières concernant la succession pour cause de mariage (1.3).

##### **1.1. La vie de l'intéressé**

L'article 2 de la loi 77/1943 dispose:

Pour que le droit à la succession prenne naissance, il faut la constatation de l'existence réelle de l'héritier au moment du décès de l'auteur ou à la date du jugement déclaratif de décès. L'enfant conçu hérite sous les conditions spécifiées à l'art. 43.

La vie de l'héritier peut être réelle, prouvée par la constatation ou par des preuves, comme elle peut être présumée (cas de l'enfant conçu). Se pose aussi la question de l'absent.

##### **1.1.1. L'enfant conçu**

Deux conditions pour que l'enfant conçu puisse héritier: Il doit être conçu au moment du décès du *de cuius* et naître vivant.

La conception de l'enfant pose la question de la durée minimale et maximale de la grossesse. La durée minimale est résolue sur la base des versets suivants du Coran:

Les mères allaiteront deux ans complets, pour celui qui veut accomplir l'allaitement (2:233).

Sa mère l'a porté, faiblesse sur faiblesse. Son sevrage a lieu à deux ans (31:14).

Sa mère l'a porté par contrainte et l'a mis [au monde] par contrainte. Il est porté et sevré durant trente mois (46:15).

Partant de ces trois versets, les juristes musulmans sont unanimes sur le fait que la durée minimale de la grossesse est de six mois par un simple calcul: 30 mois de grossesse et sevrage (verset 46:15) - 24 mois de sevrage (versets 2:233 et 31:14) = 6 mois de grossesse.

La durée maximale fait l'objet de divergence entre les juristes musulmans, certains allant jusqu'à admettre une grossesse de sept ans. D'où la théorie de l'enfant endormi, sur laquelle nous ne nous attarderons pas<sup>1</sup>. En Égypte, l'article 332 de code

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet Colin: L'enfant endormi.

officieux de Qadri Pacha de 1875 disait: "La durée la plus courte de la gestation est de six mois, la durée ordinaire est de neuf, et la plus longue est de deux ans légalement". Mais l'article 43 de la loi 77/1943 a réduit cette durée, en prévoyant deux durées: 365 et 270 jours. Il dispose:

Si à son décès, le mari laisse en état de gestation une épouse ou une femme soumise à la retraite légale (*'idda*), l'enfant conçu ne lui succède que s'il naît vivant 365 jours au plus, de la date du décès ou de la séparation. L'enfant conçu ne succède à d'autre que son père que dans les deux cas suivants:

1. Cas où il naîtrait vivant 365 jours au plus de la date du décès ou de la séparation, si sa mère était en retraite viduaire ou répudiaire et que l'auteur fût décédé au cours de cette retraite;
2. Cas où il naîtrait vivant 270 jours au plus de la date du décès de l'auteur, s'il est issu d'un mariage existant lors du décès.

Cet article envisage trois situations:

- L'enfant est conçu par le *de cujus*: si le mari décède en laissant sa femme enceinte, l'enfant doit naître dans les 365 jours qui suivent le décès du mari; si le mari divorce de sa femme et décède, l'enfant doit naître dans les 365 jours qui suivent le divorce.
- L'enfant est conçu par un autre que le *de cujus*: c'est le cas lorsque le *de cujus* décède laissant sa mère, la femme de son père ou la fille de son fils enceinte. Si le mariage existe pendant la vie du *de cujus*, l'enfant doit naître dans les 270 jours qui suivent le décès du *de cujus*;
- Dans le cas précédent, si le mariage n'existait pas pendant la vie du *de cujus*, en raison du décès du père de l'enfant conçu ou d'un divorce, l'enfant doit naître dans les 365 jours dès le décès du père ou de la date du divorce.

Pour que l'enfant puisse hériter, il doit sortir entièrement du ventre de sa mère en étant vivant. La vie de l'enfant est constatée par une manifestation comme le cri, l'éternuement, le mouvement d'un membre. En cas de doute, on consultera les médecins légistes. Si l'enfant sort du ventre de sa mère entièrement ou partiellement en étant mort (comme dans le cas d'un délit commis contre la mère), il n'hérite pas.

Et comme le droit musulman établit une distinction sur la base du sexe, la part la plus forte à laquelle il aurait droit sera mise de côté en attendant l'accouchement pour savoir son sexe. Si la dite part est supérieure à celle qui lui revient, le surplus fera retour aux héritiers ayants droit (art. 44 de la loi 77/1943)<sup>1</sup>.

### 1.1.2. L'absent

Pour qu'une personne puisse hériter, elle doit être vivante au moment du décès du *de cujus*. Se pose ici la question de l'absent dont on ne sait s'il est en vie ou s'il est mort avant ou après le *de cujus*. Nous avons déjà examiné cette question plus haut (voir le chapitre 2, 2.1). Le partage de la succession concernant l'absent est réglé par l'article 45 de la loi 77/1943 qui dispose:

---

<sup>1</sup> Matlub, p. 242-255; Al-Maghribi, p. 327-337.

La part qui revient à l'absent dans la succession sera mise en réserve. S'il est reconnu vivant, il entrera en possession de cette part. Si sa mort est présumée en vertu d'un jugement déclaratif de décès, sa part fera retour à la succession au profit des héritiers existant à la mort du défunt. S'il apparaît vivant après le jugement déclaratif de décès, il prendra le restant de sa part se trouvant entre les mains des héritiers<sup>1</sup>.

## **1.2. Défaut de tout empêchement**

Le droit musulman ne permet pas de déshériter un héritier, même si le droit égyptien permet de privilégier un héritier sur les autres dans les limites du tiers (voir le chapitre 7, 5.4). Le droit musulman établit cependant cinq empêchements à la succession qui s'imposent au *de cuius*: l'esclavage, l'homicide volontaire, l'apostasie, la différence de religion et la différence de nationalité. Comme l'esclavage est aboli en Égypte, nous ne traiterons que des quatre autres empêchements.

### **1.2.1. Homicide volontaire**

L'article 5 de la loi 77/1943 dispose:

L'homicide volontaire sur la personne du défunt est un empêchement à la succession, que le meurtrier ait été auteur, complice ou faux témoin dont le témoignage a déterminé la condamnation à mort et l'exécution de la peine, si l'homicide a été commis sans motif légitime ni excuse et si le meurtrier jouissait de ses facultés mentales et avait atteint l'âge de 15 ans.

L'abus du droit de légitime défense est considéré comme une excuse<sup>2</sup>.

C'est le même empêchement prévu par l'article 17 de la loi 71/1946 en rapport avec le testament (voir le chapitre 7, 5.3.4). Le meurtre doit être intentionnel. Peu importe dans ce cas que le *de cuius* soit mort sur le coup ou après un certain temps à la suite de ses blessures. Le mémoire explicatif et la doctrine considèrent comme excuse le fait de tuer la femme surprise en train de commettre l'adultère ainsi que le coupable; le cas de la femme qui tue son mari n'est pas envisagé<sup>3</sup>.

### **1.2.2. Apostasie**

Nous avons déjà parlé de l'apostasie (voir le chapitre 2, 2.2). Un apostat (qui abandonne l'islam) ne peut hériter de personne, ni de ses parentés musulmans, ni des parentés adeptes de la religion à laquelle il s'est converti. On tient compte du moment du partage de la succession. Ainsi, si une personne apostasie avant le décès du *de cuius* et ensuite revient à l'islam lors du partage de la succession, elle peut hériter<sup>4</sup>.

### **1.2.3. Différence de religion et de nationalité**

Nous avons déjà parlé de la différence de religion et de nationalité en rapport avec le testament (voir le chapitre 7, 5.3.3). L'article 6 de la loi 77/1943 dispose:

Il n'y a pas de succession entre un musulman et un non-musulman.

---

<sup>1</sup> Matlub, p. 255-261; Al-Maghribi, p. 338-349.

<sup>2</sup> Cet article correspond à l'article 17 de la loi 71/1946 cité plus haut concernant le legs.

<sup>3</sup> Al-Maghribi, p. 104-110; Matlub, p. 55-59.

<sup>4</sup> Al-Maghribi, p. 115-116; Matlub, p. 59; Al-Bardisi, p. 61; Ibrahim, 219.

Il y a succession entre non-musulmans. La différence de nationalité n'est pas un empêchement à la succession entre musulmans. Elle ne l'est entre non-musulmans que si la loi étrangère exclut l'étranger de la succession.

En vertu de cet article, un musulman n'hérite pas de son conjoint ou de ses parentés non-musulmans et vice-versa. Par contre un chrétien hérite de son conjoint ou de ses parentés juifs et vice-versa<sup>1</sup>. On remarquera ici que la loi 77/1943 est plus restrictive en matière successorale que la loi 71/1946 relative au testament, celle-ci permettant à son article 9 le legs au profit d'une personne de religion différente. Ainsi, un musulman peut laisser à son conjoint non-musulman un legs dans les limites d'un tiers afin de remédier à l'empêchement de succession sur la base de la religion.

En ce qui concerne la nationalité, la loi permet la succession entre musulmans quelle que soit leurs nationalités respectives. Toutefois la succession entre non-musulmans n'est permise que si la loi du pays non-musulman accepte le principe de la réciprocité. On voit ainsi que la loi considère tous les musulmans comme faisant partie de la nation musulmane, et établit un privilège en leur faveur lorsqu'ils sont ressortissants d'un pays non-musulman<sup>2</sup>.

### **1.3. Conditions concernant la succession pour cause de mariage**

Pour qu'il y ait succession entre les conjoints, il faut que le mariage soit valide selon le droit musulman, qu'il y ait eu consommation ou pas. Si le mariage est vicieux ou nul, il n'y a pas de succession entre eux, même s'ils vivaient ensemble jusqu'au décès de l'un d'eux, et qu'ils n'ont eu connaissance du caractère vicieux ou nul du mariage qu'après la consommation ou après le décès.

Ensuite, il faut que le mariage valide existe réellement ou légalement au moment du décès de l'un d'eux. Le mariage est considéré existant réellement s'il n'y a pas eu de dissolution; et il est considéré existant légalement s'il y a eu divorce révocable et que l'un d'eux meurt alors que la femme est en état de retraite. Dans ces deux cas, il y a vocation successorale entre les deux conjoints. Il en est autrement en cas de décès ou de dissolution irrévocable du mariage, même si la femme était en état de retraite.

Toutefois, si la dissolution définitive du mariage a eu lieu de la part du mari ou de la femme pendant la dernière maladie sans que l'autre conjoint accepte une telle dissolution, celui qui provoque la dissolution sera hérité s'il précède, mais il n'hérite pas s'il décède après son ex-conjoint. On estime ici que la dissolution pendant la dernière maladie vise à priver l'autre de l'héritage, et donc frauduleuse<sup>3</sup>.

Se pose ici la question du mariage coutumier remplissant les conditions du mariage normal, sauf qu'il n'est pas enregistré auprès de l'État. Ce mariage est valide en droit musulman et égyptien. Mais en cas de litige en rapport avec ce mariage, l'action n'est pas recevable devant les tribunaux à défaut de document officiel, si le mari nie son existence (en vertu de l'article 99 de la loi 78/1931). La femme toute-

---

<sup>1</sup> Al-Maghribi, p. 113-115; Matlub, p. 59-61; Al-Bardisi, p. 87-90; Ibrahim, 223-224.

<sup>2</sup> Al-Maghribi, p. 116-117; Matlub, p. 61-63; Al-Bardisi, p. 90-92; Ibrahim, 239-242.

<sup>3</sup> Al-Maghribi, p. 89-93; Matlub, p. 65-67; Al-Bardisi, p. 48-54; Qadri, articles 269 et sv.

fois peut intenter une action en confirmation du mariage. Si le mari nie, elle peut demander au juge de le soumettre au serment décisoire. S'il refuse de jurer, ceci est considéré comme aveu de mariage. L'irrecevabilité de l'action signifie qu'en cas de litige et de dénégation du mariage si le mari et la femme n'ont pas fait enregistrer leur mariage, ils ne peuvent réclamer la part à l'héritage auxquels ils ont droit en raison du mariage<sup>1</sup>.

## 2. Différentes catégories d'héritiers

Les héritiers sont partagés en cinq catégories:

- 1) Les douze héritiers à *fard* (les ayants droit à part fixe, dits aussi légitimaires, réservataires, quotistes ou légataires de plein droit): ce sont les héritiers prioritaires dont la part a été déterminée de façon impérative par le Coran, la *Sunnah* (tradition de Mahomet) ou l'*ijma'* (consensus). Il s'agit des personnes suivantes: le mari (*zawj*), l'épouse (*zawjah*), la fille (*bint salbiyyah*), la nièce issue du fils (*bint al-ibn*) de quelque degré qu'il soit, le père (*ab*), la mère (*um*), l'aïeul paternel (*jad sahih*), l'aïeule véritable (*jaddah sahihah*), la sœur germaine (*ukht li-ab wa-um*), la sœur consanguine (*ukht li-ab*), le frère utérin (*akh li-um*) et la sœur utérine (*ukht li-um*) (art. 8 de la loi 77/1943; voir les développements dans le chapitre 8, 3).
- 2) Les héritiers *asab* (par le nerf viril, dits aussi héritiers universels): ce sont les héritiers masculins, parents par les hommes. Toutefois, la loi octroie à des femmes la qualité d'héritiers *asab* dans certaines circonstances. On distingue à cet effet entre trois catégories d'héritiers *asab* (art. 16 et sv. de la loi 77/1943):
  - les héritiers *asab* par eux-mêmes: ce sont les hommes qui se rattachent au défunt directement sans intermédiaire (comme le fils, le père); soit par le truchement d'un homme (comme le fils du fils et l'aïeul paternel); soit par l'intermédiaire d'un homme et d'une femme à la fois (comme le frère germain). L'oncle et le fils de l'oncle paternel sont *asab*, alors que l'oncle maternel et le fils de l'oncle maternel ne le sont pas puisque ces derniers ne se rattachent pas au défunt par un homme (voir les développements dans le chapitre 8, 4.1).
  - Les héritiers *asab* par un autre: ce sont les femmes qui succèdent en même temps qu'un héritier *asab* par lui-même à condition qu'il soit du même ordre et du même degré qu'elles-mêmes: la fille (avec le fils germain), la nièce issue du fils (avec un fils du même degré), la sœur germaine (avec un frère germain) et la sœur consanguine (avec un frère consanguin). Ces femmes ont besoin d'un parent homme *asab* du même degré pour venir à la succession (voir les développements dans le chapitre 8, 4.2).
  - Les héritiers *asab* avec un autre: ce sont les femmes héritières à *fard* qui deviennent héritières *asab* en présence d'une autre femme. C'est le cas de la sœur germaine ou consanguine (avec la fille ou les filles directes du défunt ou avec une ou plusieurs filles de son fils; voir les développements dans le chapitre 8, 4.3).

---

<sup>1</sup> Al-Jarihi: Al-Zawaj al-'urfi: al-muskilah wal-hal, p. 78 et 106; Al-Maghribi, p. 92-93.

- 3) Les héritiers à double titre: *fard* et/ou *asab* (voir les développements dans le chapitre 8, 5).
- 4) Les héritiers *dhawu al-arham* (par l'utérus): ce sont les parents utérins qui ne sont pas des héritiers à *fard* ou *asab*. La succession ou ce qui en reste est dévolue à eux à défaut de ces derniers (art. 31 et sv. de la loi 77/1943; voir les développements dans le chapitre 8, 6).
- 5) Le Trésor public (voir les développements dans le chapitre 8, 8).

### **3. Douze héritiers à *fard* (ayants droit à part fixe)**

La succession est dévolue en premier lieu aux héritiers à *fard* qui sont au nombre de douze. Si le défunt n'a qu'un seul héritier à *fard*, et aucun autre héritier à un titre quelconque, cet héritier reçoit la totalité de la succession. Le partage qui suit n'est donc valable que si l'héritier à *fard* entre en concurrence avec d'autres héritiers à un titre quelconque.

#### **3.1. Le mari (*zawj*)**

Deux situations se présentent:

- 1) Il reçoit la moitié si l'épouse n'a pas d'enfant ou de petit-enfant issu d'un fils, quel que soit son degré de descendance. Les descendants de l'épouse dont on tient compte sont les fils et les petits-enfants (de sexe masculin ou féminin), ainsi que les filles. Mais la présence de petits-enfants (de sexe masculin ou féminin) issus de la fille de l'épouse n'a pas d'influence sur la part du mari.
- 2) Il reçoit le quart si l'épouse a un enfant ou un petit-enfant issu d'un fils, quel que soit son degré de descendance.

Dans les deux situations, il importe peu que le descendant de l'épouse soit du mari ou pas<sup>1</sup>.

#### **3.2. L'épouse (*zawjah*)**

Comme dans le cas précédent, deux situations se présentent:

- 1) Elle reçoit le quart si l'époux n'a pas d'enfant ou de petit-enfant issu d'un fils, quel que soit son degré de descendance. Les descendants de l'épouse dont on tient compte sont les fils et les petits-enfants (de sexe masculin ou féminin), ainsi que les filles. Mais la présence de petits-enfants (de sexe masculin ou féminin) issus de la fille de l'épouse n'a pas d'influence sur la part du mari.
- 2) Elle reçoit le huitième si l'époux a un enfant ou un petit-enfant issu d'un fils, quel que soit son degré de descendance.

Dans les deux situations, il importe peu que le descendant de l'époux soit de l'épouse ou pas. En présence de plusieurs épouses, elles se partagent le quart (dans la première situation) ou le huitième (dans la deuxième situation).

On se trouve donc pour l'épouse dans les mêmes deux situations de l'époux survivant, mais celui-ci reçoit le double de ce que reçoit l'épouse survivante (voir le chapitre 8, 3.1)<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Article 11 de la loi 77/1943; Al-Maghribi, p. 227-230; Al-Bardisi, p. 109-111.

### 3.3. La fille (*bint salbiyyah*)

On entend par fille (*bint salbiyyah*) la fille du défunt (homme ou femme) ainsi que la fille d'un descendant sans avoir une femme entre elle et le défunt.

Trois situations se présentent:

- 1) Elle reçoit la moitié lorsqu'elle est fille unique du défunt et que ce dernier n'a pas un fils.
- 2) Lorsqu'il y a plusieurs filles au défunt et que ce dernier n'a pas un fils, elles reçoivent les deux tiers.
- 3) Si le défunt a un fils, celui-ci rend la fille (quel que soit le nombre) une héritière *asab*. Et dans ce cas, elle partage la succession avec le fils, celui-ci recevant une part double<sup>2</sup>.

### 3.4. La nièce issue du fils de quelque degré qu'il soit (*bint al-ibn*)

Il s'agit de la fille issue d'un fils ou du petit-fils du défunt. Trois situations se présentent:

- 1) Elle reçoit la moitié, si elle est fille unique. Trois conditions sont requises:
  - Absence d'une fille plus proche du défunt. Ainsi si le *de cujus* a une fille et une nièce issue du fils, c'est la fille qui a la priorité.
  - Absence d'un neveu issu du fils du même degré qu'elle. La présence d'un tel neveu rend la nièce *asab*. Et dans ce cas, elle partage la succession avec le neveu, celui-ci recevant une part double.
  - Absence d'héritier qui l'exclut, comme un fils ou petit-fils du défunt d'un degré supérieur.
- 2) Si elles sont plusieurs, elles reçoivent les deux tiers, dans les conditions précédentes.
- 3) Elle reçoit le sixième. Si elles sont plusieurs nièces issues du fils ayant le même degré, elles se partagent le sixième. Trois conditions sont requises:
  - Présence d'une fille ou d'une nièce issues du fils du défunt d'un degré supérieur.
  - Absence d'un homme du même degré comme un frère ou un cousin.
  - Absence d'héritier qui l'exclut, comme un fils ou petit-fils du défunt d'un degré supérieur<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Les parts des deux conjoints sont fixées par le verset 4:12: "À vous la moitié de ce qu'ont laissé vos épouses, si elles n'ont pas d'enfant. Si elles ont un enfant, à vous le quart de ce qu'elles ont laissé [...]. À elles un quart de ce que vous avez laissé, si vous n'avez pas d'enfant. Si vous avez un enfant, à elles le huitième de ce que vous avez laissé [...]". Voir l'article 11 de la loi 77/1943; Al-Maghribi, p. 230-232; Al-Bardisi, p. 112-113.

<sup>2</sup> La part de la fille est fixée par le verset 4:11: "Dieu vous enjoint au sujet de vos enfants: au mâle, une part semblable à celle de deux femelles. S'il s'agit de femmes au-dessus de deux, à elles deux tiers de ce que [le défunt] a laissé. S'il n'y en a qu'une, à elle la moitié". Voir les articles 12 et 19 de la loi 77/1943; Al-Maghribi, p. 122-132; Al-Bardisi, p. 109-112.

<sup>3</sup> La part de la nièce est déduite du verset 4:11 susmentionné et de récits de Mahomet. Voir les articles 12, 19 et 27 de la loi 77/1943; Al-Maghribi, p. 133-147; Al-Bardisi, p. 151-124.

### 3.5. Le père (*ab*)

Trois situations se présentent:

- 1) Il reçoit le sixième à titre de *fard* en présence d'un descendant masculin du défunt, quel que soit son degré (fils, petit-fils, etc.).
- 2) En présence d'une descendante du défunt (filles directe ou petite-fille issue d'un fils, etc.), il reçoit le sixième à titre de *fard*, et le reliquat à titre de *asab* après prélèvement des parts légales des autres héritiers.
- 3) En absence de descendant ou descendante du défunt, il hérite à titre de *asab* après prélèvement des parts légales des autres héritiers. Ainsi, si le défunt laisse seulement un père et une épouse, celle-ci reçoit le quart, et le père le reliquat<sup>1</sup>.

### 3.6. La mère (*um*)

Trois situations se présentent:

- 1) Elle reçoit le sixième à titre de *fard* en présence d'un descendant homme ou femme du défunt, quel que soit son degré. Il en est de même en présence de frères ou sœurs (germains, consanguins ou utérins) qu'ils soient héritiers ou pas.
- 2) En l'absence des personnes susmentionnées dans le premier point, la mère reçoit le tiers, à condition que la succession ne se réduise pas aux père et mère, et à l'un des conjoints.
- 3) Si la succession se réduit aux père et mère, et à l'un des conjoints, la mère reçoit le tiers du reliquat à titre de *fard*<sup>2</sup>.

### 3.7. L'aïeul paternel (*jad sahih*)

En l'absence du père, les droits de ce dernier tels qu'exposés plus haut (voir le chapitre 8, 3.5) reviennent à l'aïeul. Toutefois, la loi fait une distinction lorsque l'aïeul vient à la succession avec les frères du défunt (germains et/ou consanguins). Ainsi, deux hypothèses se présentent:

- 1) En cas d'absence du père et de frères sanguins et/ou utérins du défunt. Trois situations se présentent
  - Il reçoit le sixième à titre de *fard* en présence d'un descendant masculin du défunt, quel que soit son degré (fils, petit-fils, etc.).
  - En présence d'une descendante du défunt (filles directe ou petite-fille issue d'un fils, etc.), il reçoit le sixième à titre de *fard*, et le reliquat à titre de *asab* après prélèvement des parts légales des autres héritiers.
  - En absence de descendant ou descendante du défunt, il hérite à titre de *asab* après prélèvement des parts légales des autres héritiers. Ainsi, si le défunt

---

<sup>1</sup> Articles 9, 17 et 21 de la loi 77/1943; Al-Maghribi, p. 147-155; Al-Bardisi, p. 124-129.

<sup>2</sup> Les parts des père et mère sont fixées par le verset 4:11: "À chacun de ses deux parents le sixième de ce qu'il laisse, s'il a un enfant. S'il n'a pas d'enfant et que ses deux parents héritent de lui, à sa mère le tiers". Voir l'article 14 de la loi 77/1943; Al-Maghribi, p. 155-167; Al-Bardisi, p. 129-141.



laisse seulement un aïeul et une épouse, celle-ci reçoit le quart (voir le chapitre 8, 3.2), et l'aïeul le reliquat.

- 2) En cas d'absence du père et de présence de frères sanguins et/ou utérins du défunt. Deux situations se présentent:
  - Il hérite en tant que frère lorsque les frères successibles sont *asab* par eux-mêmes (frères seulement), ou par eux-mêmes et par un tiers (frères et sœurs) ou avec un tiers (la femme devenant *asab* avec la descendante successible, après la distribution des parts à titre de *fard*. Ainsi, il partage la succession ou le reliquat avec les frères et sœurs successibles (l'héritier masculin aura une part double que celle de l'héritier féminin). Mais dans tous les cas sa part ne doit pas être inférieure à un sixième à titre de *fard*.
  - Il hérite à titre de *asab*, prenant le reliquat après prélèvement des parts des successibles à *fard* y comprises les sœurs. Mais dans tous les cas sa part ne doit pas être inférieure à un sixième à titre de *fard*<sup>1</sup>.

### 3.8. L'aïeule véritable (*jaddah sahihah*)

L'aïeule véritable (*sahihah*) est celle qui n'est pas séparée du défunt (homme ou femme), par un homme placé entre deux femmes. Il s'agit de la mère de la mère, la mère du père, la mère de la mère de la mère. Quant à la mère du père de la mère, elle est considérée comme une aïeule non véritable. L'aïeule non véritable n'est pas une héritière à *fard*, mais fait partie de la catégorie des héritiers *dhawu al-arham* (par l'utérus; voir le chapitre 8, 5, notamment 5.2). Deux situations se présentent:

- 1) Elle reçoit le sixième à titre de *fard*; et si elles sont plusieurs, elles se partagent le sixième à part égale, qu'elle soit une aïeule maternelle ou paternelle, ou paternelle et maternelle à la foi (double lien: mère de la mère qui est aussi la mère du père du père). La règle du partage à part égale s'applique même si l'aïeule paternelle-maternelle vient à la succession avec une aïeule paternelle ou maternelle. Ainsi, la règle des parts égales s'applique sans qu'il y ait lieu à privilège du double lien.
- 2) Elle est exclue en présence d'un ascendant plus proche du défunt, que ce soit la mère ou le père. Ainsi, la mère exclut toute aïeule paternelle ou maternelle, le père exclut toute aïeule paternelle, l'aïeul exclut toute aïeule qui se rattache au défunt par le lui, et enfin l'aïeule la plus proche exclut toute aïeule lointaine, qu'elle soit successible ou exclue de l'héritage (voir le chapitre 8, 9.1)<sup>2</sup>.

### 3.9. La sœur germaine (*ukht li-ab wa-um*)

On entend par sœur germaine, celle qui est issue du même père et de la même mère<sup>3</sup>. Le verset 4:176 énonce à cet égard:

Ils demandent ton avis à propos [de l'absence] d'héritiers directs. Dis: Dieu vous avise: si un homme meurt sans enfant, mais a une sœur, à celle-ci la moi-

---

<sup>1</sup> Voir les articles 9, 17 et 21 de la loi 77/1943; Al-Maghribi, p. 209-227; Al-Bardisi, p. 191-216.

<sup>2</sup> Voir les articles 14 et 25 de la loi 77/1943; Al-Maghribi, p. 202-209; Al-Bardisi, p. 216-226.

<sup>3</sup> Pour la dénomination des liens de parentés, voir le site:  
<http://www.geneafrance.org/rubrique.php?page=parente> (26.9.2008).

tié de ce qu'il a laissé. Il héritera d'elle si elle n'a pas d'enfant. Mais s'il a deux sœurs ou plus, à elles les deux tiers de ce qu'il a laissé. S'ils sont une fratrie, hommes et femmes, au mâle une part semblable à celle de deux femelles".

À partir de ce verset, les juristes ont déduits que seuls la sœur germaine est héritière à *fard*, puisque le frère germain n'y est pas indiqué. Le frère (germain, consanguin ou utérin) fait toujours partie de la catégorie des héritiers *asab* dont nous parlerons plus loin. Les situations suivantes se présentent:

- 1) Elle reçoit la moitié à titre de *fard* aux conditions cumulatives suivantes:
  - Elle est sœur unique
  - Absence d'un frère germain qui la rend *asab*;
  - Absence de descendante au défunt (fille ou/et petite-fille issue du fils).
  - Elle n'est pas exclue par le père, le fils et le fils du fils à quelque degré que ce soit (voir le chapitre 8, 9.1).
- 2) Si elles sont plusieurs, elles se partagent les deux tiers à titre de *fard* aux conditions susmentionnées.
- 3) Elle hérite à titre de *asab* par un tiers, lorsqu'elle est en concours avec un frère germain. Dans ce cas, l'héritier masculin aura une part double que celle de l'héritier féminin après prélèvement des parts des héritiers à *fard*.
- 4) Elle hérite à titre de *asab* avec un tiers, lorsqu'elle est en concours avec une sœur germaine, une fille directe ou une fille du fils du défunt, en l'absence d'un frère germain.
- 5) En présence de frères utérins et de frère germains, elle partage avec eux le tiers. Cette situation particulière se présente dans le cas suivant: un époux (reçoit la moitié), une mère ou une aïeule (reçoit le sixième), des sœurs utérines avec des frères et des sœurs germains (ils reçoivent collectivement le tiers: l'héritier masculin aura une part double que celle de l'héritier féminin). C'est ce qu'on appelle le cas collectif.
- 6) Elle est exclue en présence d'un descendant (fils ou du fils du fils, etc.) ou du père du défunt. Par contre, elle vient à la succession avec l'aïeul paternel (voir le chapitre 8, 9.1)<sup>1</sup>.

### **3.10. La sœur consanguine (*ukht li-ab*)**

On entend par sœur sanguine, celle qui est issue du même père mais non de la même mère (par opposition à la sœur utérine). Elle est régie par le même verset 4:176 susmentionnée concernant la sœur germaine. Plusieurs situations se présentent:

- 1) Elle reçoit la moitié à titre de *fard* aux conditions cumulatives suivantes:
  - Elle est sœur unique.
  - Absence d'un frère consanguin qui la rend *asab*.

---

<sup>1</sup> Voir les articles 10, 13, 19, 20 et 28 de la loi 77/1943; Al-Maghribi, p. 174-189; Al-Bardisi, p. 159-175.

- Absence de sœur germaine.
  - Absence de descendante au défunt (fille ou/et petite-fille issue du fils).
  - Elle n'est pas exclue par le père, le fils et le fils du fils à quelque degré que ce soit (voir le chapitre 8, 9.1).
- 2) Si elles sont plusieurs, elles se partagent les deux tiers à titre de *fard* aux conditions susmentionnées.
- 3) Elle reçoit le sixième à titre de *fard* en vue de compléter les deux tiers aux conditions cumulatives suivantes:
- Présence d'une sœur germaine unique.
  - Absence d'un frère consanguin qui rend la sœur consanguine *asab*.
  - Absence d'un frère germain qui rend la sœur germaine *asab* et l'exclut.
  - Absence d'une fille ou d'une fille du fils du défunt.
- S'il y a plusieurs sœurs consanguines, elles se partagent le sixième.
- 4) Elle hérite à titre de *asab* par un tiers, lorsqu'elle est en concours avec un frère consanguin. Dans ce cas, l'héritier masculin aura une part double que celle de l'héritier féminin après prélèvement des parts des héritiers à *fard*.
- 5) Elle hérite à titre de *asab* avec un tiers, lorsqu'elle est en concours avec une sœur consanguine, une fille directe ou une fille du fils du défunt, en l'absence d'un frère consanguin.
- 6) Elle est exclue en présence d'un descendant (fils, fils du fils, etc.) ou du père du défunt, d'un frère germain ou d'une sœur germaine devenue *asab* avec un autre. Si par contre la sœur consanguine a un frère consanguin, elle devient *asab*, et partage avec lui le reliquat de l'héritage après le prélèvement des parts des héritiers à *fard*. Par contre, elle vient à la succession avec l'aïeul paternel (voir le chapitre 8, 9.1)<sup>1</sup>.

### 3.11-12. Le frère utérin (*akh li-um*) et la sœur utérine (*ukht li-um*)

On entend par frère utérin et sœur utérine, la personne qui est issue de la même mère mais non du même père (par opposition au frère consanguin et à la sœur consanguine).

La règle en droit musulman est que les personnes reliées au défunt par un intermédiaire n'héritent pas en présence de cet intermédiaire. Toutefois, le droit musulman a admis que les frères utérins et les sœurs utérines héritent même en présence de leur mère. On invoque ici le verset 4:12: "Si un homme ou une femme sans héritier direct laisse un frère ou une sœur, à chacun d'eux le sixième. S'ils sont plus que cela, ils sont associés dans le tiers". Les juristes musulmans estiment que ce verset indique les frères et sœurs utérins. Ce verset établit une égalité entre les deux sexes dans ce cas de figure. Trois situations se présentent:

<sup>1</sup> Voir les articles 13, 19, 20 et 29 de la loi 77/1943; Al-Maghribi, p. 189-202; Al-Bardisi, p. 175-190.

- 1) Le frère utérin ou la sœur utérine, à condition d'être unique, reçoit le sixième à titre de *fard*, à condition qu'il n'y ait ni aïeul homme et ni descendant (homme ou femme) à quelque degré que ce soit.
- 2) En cas de présence de plusieurs frères ou/et sœurs utérins, ils se partagent le tiers à parts égales sans considération de sexe.
- 3) Les frères et sœurs utérins sont exclus par la présence d'un aïeul homme ou/et d'un descendant (homme ou femme) à quelque degré que ce soit. Ils ne sont par contre pas exclus par la présence de leur mère (voir le chapitre 8, 9.1)<sup>1</sup>.

#### **4. Héritiers *asab* (par le nerf viril)**

Dans la dévolution de la succession, on commence par attribuer aux héritiers à titre de *fard* leurs parts respectives. En l'absence d'héritiers à *fard* ou après le prélèvement de leurs parts, le reliquat des actifs de la succession est distribué aux héritiers *asab* (par le nerf viril, dits aussi héritiers universels).

Comme signalé plus haut, le droit musulman fait une distinction entre les héritiers *asab* par eux-mêmes, les héritiers *asab* par un autre, et les héritiers *asab* avec un autre (voir le chapitre 8, 2). Nous allons voir les parts dévolues aux héritiers compris dans ces trois catégories.

##### **4.1. Les héritiers *asab* par eux-mêmes**

Ce sont les hommes qui se rattachent au défunt directement sans intermédiaire (comme le fils et le père); soit par le truchement d'un homme (comme le fils du fils et l'aïeul paternel); soit par l'intermédiaire d'un homme et d'une femme à la fois (comme le frère germain). Ils sont classés en quatre catégories divisées en degrés par ordre de priorité:

1. les descendants, qui comprennent les fils et les fils du fils, quel que soit leur degré de descendance;
2. les ascendants, qui comprennent le père et l'aïeul paternel, quel que soit son degré d'ascendance;
3. les frères, qui comprennent les frères germains, les frères consanguins et les fils des frères germains ou consanguins, quel que soit leur degré de descendance;
4. les oncles paternels, qui comprennent les oncles paternels du défunt, les oncles paternels de son père et ceux de son aïeul paternel, quel que soit son degré d'ascendance, germains ou consanguins, ainsi que les fils et fils des fils, quel que soit leur degré de descendance, des parents précités<sup>2</sup>.

Ces héritiers peuvent entrer en concurrence entre eux et avec les héritiers *fard* dont nous avons parlé plus haut (voir le chapitre 8, 3). Plusieurs situations se présentent:

- Le défunt laisse un héritier *asab* unique, par exemple un fils: celui-ci reçoit la totalité à titre de *asab*. S'ils sont plusieurs héritiers *asab* de la même catégorie,

<sup>1</sup> Voir les articles 10 et 26 de la loi 77/1943; Al-Maghribi, p. 168-173; Al-Bardisi, p. 150-158.

<sup>2</sup> Article 17 de la loi 77/1943.

du même degré et de la même force de parenté, par exemple trois fils: ceux-ci se partagent l'héritage à égalité.

- Le défunt laisse plusieurs héritiers *asab* de la même catégorie mais de différents degrés, par exemple: un fils et un petit-fils issu de ce dernier: le fils exclut le petit-fils et reçoit la totalité.
- S'il laisse trois fils et trois petits-fils issus d'un fils prédécédé, les petits fils ne remplacent pas leur père prédécédé, le droit musulman ne connaissant pas le principe de la représentation. Mais la loi leur accordent une part dans l'héritage à titre de legs obligatoire ne dépassant pas le tiers (voir le chapitre 7, 7). Le reliquat est partagé entre les fils à égalité.
- Le défunt laisse plusieurs héritiers *asab* de la même catégorie, du même degré, mais non de la même force de parenté, par exemple: un frère germain et un frère consanguin. Le frère germain prend la totalité.
- Le défunt laisse plusieurs héritiers *asab* de différentes catégories et du même degré, par exemple: un fils, un frère et un oncle paternel. Le fils prend la totalité.
- L'héritier *asab* en concurrence avec un héritier *fard* reçoit le reliquat après prélèvement des parts de ce dernier, par exemple: le défunt laisse un fils et une épouse. Celle-ci reçoit le huitième à titre de *fard* (voir le chapitre 8, 3.2), et le fils reçoit le reliquat à titre de *asab*.
- Les héritiers *asab* ne reçoivent rien lorsque les héritiers *fard* puisent la totalité de la succession, par exemple: une femme laisse un époux et une sœur germaine et un frère consanguin. L'époux reçoit la moitié à titre de *fard* (voir le chapitre 8, 3.1), la sœur consanguine reçoit l'autre moitié (voir le chapitre 8, 3.10), et le frère consanguin ne reçoit rien<sup>1</sup>.

#### 4.2. Les héritiers *asab* par un autre

Les héritiers *asab* par un autre: ce sont les femmes qui succèdent en même temps qu'un héritier *asab* par lui-même à condition qu'il soit du même ordre et du même degré qu'elles-mêmes: la fille (avec le fils germain), la nièce issue du fils (avec un fils du même degré), la sœur germaine (avec un frère germain) et la sœur consanguine (avec un frère consanguin). Ces femmes ont besoin d'un parent homme *asab* du même degré pour venir à la succession.

Les femmes qui deviennent héritiers *asab* par un autre sont classées en quatre catégories:

1. les filles en concours avec les fils;
2. les filles du fils, quel que soit son degré de descendance, en concours avec les fils du fils quel que soit son degré de descendance, si ces derniers appartiennent au même degré qu'elles ou s'ils appartiennent à un degré inférieur, au cas où elles ne seraient pas appelées à la succession par une autre voie;
3. les sœurs germaines en concours avec les frères germains;

---

<sup>1</sup> Voir les articles 16, 17 et 18 de la loi 77/1943; Al-Maghribi, p. 245-250; Al-Bardisi, p. 236-250; Al-Jundi, p. 206-211.

#### 4. les sœurs consanguines en concours avec les frères consanguins.

Dans ces cas, la femme ne reçoit pas sa part à titre de *fard* (voir le chapitre 8, 3), mais partage le reliquat de l'héritage avec l'héritier masculin, celui-ci recevant une part double, après prélèvement des parts des héritiers à titre de *fard*.

Pour qu'une femme devienne *asab* par un autre en présence d'un homme, il faut qu'elle soit normalement une héritière à titre de *fard*. D'autre part, il faut que l'homme qui la rend *asab* soit du même degré et de la même catégorie: Ainsi une fille devient *asab* par un fils, mais non par un petit-fils. Voyons un exemple:

Mère	fille	fille	petit-fils
1/6 ( <i>fard</i> )	1/3 ( <i>fard</i> )	1/3 ( <i>fard</i> )	1/6 (reliquat <i>asab</i> )
(voir 3.6)	(voir 3.3)		(voir 4)
Mère	fille	fille	fils
1/6 ( <i>fard</i> )	5/24 ( <i>asab</i> )	5/24( <i>asab</i> )	5/12 ( <i>asab</i> )

Toutefois, la loi admet une exception à cette règle: la présence d'une fille du fils avec le fils du fils du fils, lequel la rend héritière *asab* afin qu'elle ne soit pas privée de l'héritage<sup>1</sup>.

#### 4.3. Les héritiers *asab* avec un autre

Les héritiers *asab* avec un autre: ce sont les femmes héritières à *fard* qui deviennent héritières *asab* en présence d'une autre femme. C'est le cas de la sœur germaine ou consanguine (avec la fille ou les filles directes du défunt ou avec une ou plusieurs filles de son fils.

La sœur germaine (voir le chapitre 8, 3.9) ou consanguine (voir le chapitre 8, 3.10) est normalement une héritière à titre de *fard*, mais en présence de ces femmes elle se transforme en héritière à titre de *asab*, sans que le statut de ces femmes en tant qu'héritière à titre de *fard* change (voir le chapitre 8, 3.3). La sœur germaine et consanguine dans ce cas n'a plus la priorité (contrairement aux femmes qui la rendent *asab*), et ne reçoit une part que du reliquat de la succession à titre de *asab*.

Prenons un exemple:

épouse	mère	fille d'un fils	sœur consanguine
1/8 ( <i>fard</i> )	1/6 ( <i>fard</i> )	1/2 ( <i>fard</i> )	reliquat 5/24 ( <i>asab</i> )
(voir 3.2)	(voir 3.6)	(voir 3.3)	(voir 4) <sup>2</sup>

#### 5. Héritiers à double titre: *fard* et/ou *asab*

Il arrive qu'une personne ait une double relation de parenté avec une autre personne. Ainsi une femme peut se marier avec son cousin: elle est donc à la fois épouse et cousine, mais elle porte le seul titre d'épouse. Quel est l'effet de cette double relation sur la succession? On distingue trois situations:

<sup>1</sup> Voir l'article 19 de la loi 77/1943; Al-Maghribi, p. 250-256; Al-Bardisi, p. 251-259; Al-Jundi, p. 211-214.

<sup>2</sup> Voir l'article 20 de la loi 77/1943; Al-Maghribi, p. 256-258; Al-Bardisi, p. 259-264; Al-Jundi, p. 218-219.

### 5.1. Héritier à double titre *asab*

Si l'héritier a deux relations *asab*, il hérite en vertu de la relation la plus forte. Ainsi si la défunte mariée à un cousin laisse un fils, celui-ci est double héritier *asab* en tant que fils et en tant que fils du cousin. Dans ce cas, sa qualité de fils prime sur celle du fils du cousin, et hérite donc à titre de fils.

### 5.2. Héritier à double titre *fard/asab*

Un héritier peut l'être à titre de *fard* et à titre de *asab*. Ainsi si la défunte mariée à un cousin laisse un époux, celui-ci est à la fois héritier à titre de *fard* en tant qu'époux (voir le chapitre 8, 3.1), et héritier *asab* en tant que cousin. Dans ce cas, plusieurs hypothèses se présentent:

- S'il est le seul héritier, il hérite aux deux titres: il reçoit la moitié à titre de *fard* en tant qu'époux (voir le chapitre 8, 3.1) et le reliquat à titre de *asab* (voir le chapitre 8, 4).
- Il hérite seulement à titre de *fard* et il est exclu en tant qu'héritier *asab*. Ainsi, si dans le cas mentionné il y a un fils, l'époux reçoit un quart à titre de *fard* (voir le chapitre 8, 3.1). La présence du fils l'exclut en tant que *asab* étant plus proche de la défunte que lui-même; le reliquat revient donc au seul fils à titre de *asab* (voir le chapitre 8, 4), à savoir les trois quart. Il peut cependant garder son titre de *asab*, mais il ne lui reste rien s'il y a un héritier *fard*. Ainsi, si dans le cas mentionné il y a une sœur germaine, l'époux reçoit la moitié à titre de *fard* (voir le chapitre 8, 3.1), la sœur germaine reçoit la moitié à titre de *fard* (voir le chapitre 8, 3.9), et il ne reste plus rien pour l'époux en tant que *asab*.
- Il peut être exclu aux deux titres. Un homme décède et laisse une femme et un fils. La femme épouse le frère du défunt et engendre de lui un fils. Les deux fils de la femme issus des deux époux sont des frères utérins, et en même temps cousins. Si l'un des deux fils meurt laissant un frère utérin (lequel est aussi son cousin) et un fils, le frère utérin est exclu par le fils:

Frère utérin →	qui est aussi cousin	fils
exclu par le fils	exclu par le fils	reçoit la totalité

### 5.3. L'aïeule à double titre

L'aïeule peut être à la fois la mère de la mère de la mère du défunt et la mère de la mère du père du défunt: elle est donc double aïeule, mais la loi la traite à un seul titre. L'article 14 al. 2 de la loi 77/1943 dispose à cet égard: "L'aïeule ou les aïeules ont une part d'un sixième qui donnera lieu éventuellement à un partage égal entre elles sans égard au lien de parenté unique ou double qui les rattache au défunt". L'aïeule cependant a un avantage du fait que si elle est exclue de l'héritage à un titre, elle hérite à un autre titre. Ainsi, si elle est aïeule du côté de la mère et aïeule du côté du père, elle est exclue de l'héritage en tant qu'aïeule paternelle en présence du père, et hérite en tant qu'aïeule maternelle.

### 5.4. Cas d'une parenté unique mais avec héritage à double titre

Une personne ayant un seul lien de parenté hérite généralement soit à titre de *fard* soit à titre de *asab*. Mais il arrive qu'une telle personne hérite à double titre. Ainsi

si le défunt laisse un père et une fille. La fille reçoit la moitié à titre de *fard* (voir le chapitre 8, 3.3), et le père reçoit un sixième à titre de *fard* (voir le chapitre 8, 3.5) ainsi que le reliquat à titre de *asab* (voir le chapitre 8, 4). Il en est de même si le défunt laisse un aïeul et une petite-fille. L'aïeul avec les frères du défunt héritera selon le meilleur titre: soit il reçoit le sixième à titre de *fard*, soit il partage l'héritage avec les frères à titre de *asab*<sup>1</sup>.

## **6. Héritiers *dhawu al-arham* (par l'utérus)**

Dans la dévolution de la succession, on commence par attribuer aux héritiers à titre de *fard* leurs parts respectives. En l'absence d'héritiers à *fard* ou après le prélèvement de leurs parts, le reliquat des actifs de la succession est distribué aux héritiers *asab*. À défaut de ces héritiers, ou si les actifs de la succession ne sont pas épuisés, la succession ou ce qui en reste est dévolue à une troisième catégorie d'héritiers appelés *dhawu al-arham* (héritiers par l'utérus): ce sont les parents utérins qui ne sont pas des héritiers à *fard* ou *asab* (art. 31 et sv. de la loi 77/1943).

Signalons ici les écoles malikite, shafiite et dhahirite excluent les héritiers de cette catégorie et leur préfère le Trésor public. Ceci n'est pas le cas de l'école hanefite suivie en Égypte. La loi dans ce pays divise les héritiers par l'utérus: en quatre classes appelées à la succession dans un ordre de priorité. La pluralité des liens qui rattachent au défunt un héritier par les femmes ne sera prise en considération que si les lignes de parenté sont différentes. Dans le partage de la succession entre eux la part du garçon sera le double de celle de la fille. Voyons ces classes:

### **6.1. Première classe**

Cette classe comprend les enfants des filles quel que soit leur degré de descendance et les enfants des filles du fils quel que soit leur degré de descendance.

Parmi les parents de cette première classe, le successible au degré le plus rapproché du défunt est appelé par priorité à la succession. S'ils sont au même degré, l'enfant du légitimaire (*fard*) prime l'enfant du parent par les femmes. S'ils viennent au même degré et ne comprennent aucun enfant issu d'un légitimaire (*fard*), ou s'ils sont tous issus de légitimaire (*fard*), ils participeront dans la succession (art. 31 et 32 de la loi 77/1943).

### **6.2. Deuxième classe**

Cette classe comprend l'aïeul et l'aïeule maternels quel que soit leur degré d'ascendance. Parmi les parents de cette classe, le successible au degré le plus rapproché du défunt est appelé par priorité à la succession; s'ils viennent au même degré, la priorité appartient au successible issu d'un légitimaire (*fard*). S'ils sont tous au même degré et qu'aucun d'eux ne soit issu d'un légitimaire (*fard*), ou si tous sont issus d'un légitimaire (*fard*), ils participeront dans la succession au cas où ils appartiendraient à une même ligne de parenté. Au cas où ils appartiendraient à des lignes différentes, les deux tiers reviendront aux parents de la ligne paternelle et le tiers aux parents de la ligne maternelle (art. 31 et 33 de la loi 77/1943).

---

<sup>1</sup> Voir l'article 7 al. 2 et l'article 14 al. 2 de la loi 77/1943; Al-Maghribi, p. 261-265; Al-Bardisi, p. 267-274; Al-Jundi, p. 219-223.



### 6.3. Troisième classe

Cette classe comprend les fils des frères utérins et leurs enfants quel que soit leur degré de descendance, les enfants des sœurs germaines, consanguines ou utérines quel que soit leur degré de descendance, les filles des frères germains, consanguins ou utérins et leurs enfants quel que soit leur degré de descendance, les filles des fils de frères germains ou consanguins quel que soit leur degré de descendance et les enfants desdites filles quel que soit leur degré de descendance.

Parmi les parents de cette classe, le successible au degré le plus rapproché du défunt est appelé par priorité à la succession. S'ils sont du même degré et qu'ils comprennent un enfant issu d'un héritier universel (*asab*), cet enfant aura la priorité sur l'enfant d'un parent *dhawu al-arham* (par les femmes). À défaut d'enfant issu d'un héritier universel (*asab*), la priorité appartiendra au successible du lien le plus fort. Ainsi, le parent germain prime le parent consanguin et ce dernier prime le parent utérin. À égalité de degré et de lien, ils participeront dans la succession (art. 31 et 33 de la loi 77/1943).

### 6.4. Quatrième classe

Cette classe comprend six catégories appelées à la succession dans l'ordre de priorité suivant:

1. Les oncles paternels utérins du défunt, ses tantes paternelles, ses oncles et tantes maternels, germains, consanguins ou utérins;
2. Les enfants issus des parents indiqués à l'alinéa précédent, quel que soit leur degré de descendance, les filles des oncles paternels du défunt, germains ou consanguins, les filles de leurs fils quel que soit leur degré de descendance, ainsi que les enfants desdites filles quel que soit leur degré de descendance;
3. Les oncles paternels utérins du père du défunt, ses tantes paternelles, ses oncles et tantes maternels germains, consanguins ou utérins; les oncles et tantes paternels, ainsi que les oncles et tantes maternels de la mère du défunt, germains, consanguins ou utérins;
4. Les enfants issus des parents indiqués à l'alinéa précédent quel que soit leur degré de descendance; les filles des oncles paternels germains ou consanguins du père du défunt; les filles de ses fils quel que soit leur degré de descendance et les enfants desdites filles quel que soit leur degré de descendance;
5. Les oncles paternels utérins du père du père du défunt; les oncles paternels du père de la mère du défunt; les tantes paternelles, oncles et tantes maternels de ces deux grands-pères, germains, consanguins ou utérins; les oncles paternels de la mère de la mère du défunt et de la mère de son père, les tantes paternelles, les oncles et tantes maternels de ces grand-mères, germains, consanguins ou utérins;
6. Les enfants issus des parents indiqués à l'alinéa précédent quel que soit leur degré de descendance; les filles des oncles paternels du père du père du défunt, germains ou consanguins; les filles des fils desdits oncles quel que soit leur degré de descendance; les enfants issus desdites filles quel que soit leur degré de descendance, et ainsi de suite (art. 31 de la loi 77/1943).

Dans les catégories 1, 3 et 5, si les parents du côté du père, à savoir: les oncles et tantes paternels utérins du défunt ou si les parents du côté de la mère, à savoir: les oncles et tantes maternels du défunt, viennent seuls à la succession, le successible du lien le plus fort aura la priorité. Ainsi, le parent germain primera le parent consanguin, et ce dernier primera le parent utérin. À force égale de lien, ils participeront dans la succession. En cas de concours de parents de la ligne paternelle et de parents de la ligne maternelle, les deux tiers reviendront aux premiers et le tiers aux seconds. La quotité de chaque ligne sera partagée de la manière susmentionnée (art. 35 de la loi 77/1943).

Dans les catégories 2, 4 et 6, le parent au degré le plus rapproché du défunt prime le parent à un degré subséquent, même s'il appartient à une autre ligne. À degré égal dans la même ligne, celui dont la parenté est la plus forte primera les autres, s'ils sont issus d'un héritier à titre universel (*asab*) ou d'un parent par les femmes. S'ils appartiennent à des lignes différentes, l'enfant issu d'un héritier à titre universel (*asab*) primera l'enfant issu d'un parent par les femmes. En cas de concours de parents appartenant à des lignes différentes, les deux tiers reviendront à la ligne paternelle et le tiers à la ligne maternelle. La quotité de chaque ligne sera partagée de la manière susmentionnée (art. 36 de la loi 77/1943).

De ce qui précède on peut déduire ce qui suit:

- En présence de plusieurs héritiers par l'utérus de différentes classes, on accordera la priorité à ceux issus des descendants, ensuite à ceux issus des frères, et ensuite aux oncles selon l'ordre *asab* dans la succession. Ainsi, si le défunt laisse une fille d'une fille et un père d'une mère, la fille de la fille reçoit la totalité.
- En présence de plusieurs héritiers par l'utérus de la même classe, on donnera la priorité à celui qui est le plus proche du défunt. Ainsi, si le défunt laisse une fille d'une fille, et une fille d'une fille d'un fils, la fille de la fille reçoit la totalité.
- En présence de plusieurs héritiers par l'utérus de la même classe et du même degré, on donnera la priorité à celui dont la parenté est la plus forte. Celui qui se rattache au défunt par un héritier *fard* primera celui qui lui est rattaché par l'utérus. Ainsi, si le défunt laisse une fille d'une fille d'un fils, et une fille d'un fils d'une fille, la fille de la fille reçoit la totalité.
- En présence de plusieurs héritiers par l'utérus de la même classe et du même degré, et à force égale de parenté, l'héritage est partagé entre eux, mais la part du garçon sera le double de celle de la fille. Ainsi, si le défunt laisse une fille d'une fille d'un fils, et un fils d'une fille d'un fils, le fils reçoit les deux tiers, et la fille un tiers.
- En présence de plusieurs héritiers par l'utérus de la même classe et du même degré, et à force égale de parenté, même appartenant à des directions différentes, l'un étant proche du côté du père, et l'autre proche du côté de la mère, le proche du côté du père reçoit le double. Ainsi, si le défunt laisse une mère d'un

père, et un père d'une mère d'une mère, celui qui se rattache au premier père reçoit deux tiers, et celui qui se rattache à la deuxième mère reçoit le tiers<sup>1</sup>.

## 7. Héritiers particuliers

Nous allons dans les points qui suivent traiter de quatre catégories d'héritiers pour lesquelles le droit musulman réserve un traitement particulier: l'enfant naturel, l'hermaphrodite et le bénéficiaire d'une reconnaissance de parenté (*iqrar*).

### 7.1. L'enfant naturel

L'enfant naturel couvre deux catégories:

- L'enfant né hors mariage, dit aussi enfant adultérin. Le droit musulman n'admet pas son lien de parenté avec son père, même si ce dernier l'a reconnu comme son fils né d'un rapport illicite. On estime à cet égard que le lien de parenté est une grâce, et cette grâce ne peut résulter que d'un contrat de mariage valide, et nullement à la suite d'un péché. On rattache donc l'enfant uniquement à sa mère.
- L'enfant né dans le mariage d'un père ayant obtenu une décision judiciaire écartant cette filiation. Ceci s'effectue selon un procédé de désaveu dit serment d'anathème (*l'ian*) prévu par le Coran lui-même<sup>2</sup>.

L'article 47 de la loi 77/1943 dispose à cet égard que "les enfants adultérins ou désavoués par serment d'anathème héritent de leur mère et de ses parents; de même leur mère et ses parents héritent d'eux". Ils ne peuvent donc pas héritier de leur père biologique ou des parents de ce dernier, et leur père ou parents de ce dernier ne peuvent pas héritier des enfants en question.

L'enfant naturel ne peut être héritier à titre de *asab*, sauf de la part de ses descendants. Il hérite de sa mère ou des parents de cette dernière à titre de *fard*, et la mère ou ses parents héritent de lui à titre de *fard*. L'enfant naturel ne peut venir à la succession des parents de sa mère que sous réserve du terme légal de l'accouchement. Ce qui signifie qu'il doit naître vivant dans les 365 après la gestation par adultère ou la séparation par anathème.

Voyons deux exemples:

Un fils naturel laisse une mère, le père de sa mère et un frère de sa mère. La mère reçoit le tiers à titre de *fard*, et le reliquat de la succession; le père et le frère de la mère sont considérés comme des héritiers par l'utérus et donc n'héritent rien en présence d'un héritier à *fard*.

Un fils naturel laisse une mère et un frère issu de cette dernière, et un oncle maternel. La mère reçoit les deux tiers à titre de *fard* et par partage supplémentaire et le

---

<sup>1</sup> Voir les articles 31 à 38 de la loi 77/1943; Al-Maghribi, p. 317-323; Al-Bardisi, p. 339-356; Al-Jundi, p. 223-243.

<sup>2</sup> Le Coran dit: "Ceux qui jettent [le discrédit] sur leurs propres épouses, sans avoir d'autres témoins qu'eux-mêmes, l'un d'eux témoignera quatre fois [en jurant] par Dieu qu'il est au nombre des véridiques une cinquième [fois] que la malédiction de Dieu soit sur lui s'il est au nombre des menteurs. On repoussera le châtement d'elle si elle témoigne quatre fois [en jurant] par Dieu que son mari est au nombre des menteurs, et une cinquième [fois] que la colère de Dieu soit sur elle, s'il est au nombre des véridiques" (24:6-9).

frère reçoit le tiers à titre de *fard* et par partage supplémentaire (sur le partage supplémentaire, voir le chapitre 8, 9.2). L'oncle ne reçoit rien en présence d'un héritier à *fard*<sup>1</sup>.

## 7.2. L'hermaphrodite (*khuntha*)

En droit musulman, l'héritier masculin reçoit en règle générale le double de ce que reçoit l'héritier de sexe féminin. Le sexe d'une personne est donc déterminant pour connaître sa part dans la succession. D'où le problème posé par les hermaphrodites dotés de caractères des deux sexes à des degrés différents. Les juristes musulmans entrent dans les détails de cette anomalie sexuelle pour déterminer la part qui revient à l'hermaphrodite.

- Celui qui a les deux organes masculins et féminins, s'il urine avec son sexe masculin, il est classé comme un héritier de sexe masculin; s'il urine de son vagin, il est classé comme un héritier de sexe féminin. S'il urine des deux organes, le sexe dont sort l'urine en premier lieu détermine son sexe.
- S'il urine des deux organes simultanément, on parle alors d'hermaphrodite douteux. Dans ce cas, on attendra sa puberté avant de lui attribuer l'héritage afin de déterminer quel est le sexe dominant: s'il a une barbe et produit du sperme, il sera classé comme un héritier de sexe masculin, et s'il a des seins et des règles, il sera classé comme un héritier de sexe féminin.
- S'il l'hermaphrodite douteux produit du sperme et a une barbe, et en même temps il y a des seins et des règles, il sera considéré comme hermaphrodite douteux.
- S'il l'hermaphrodite douteux meurt avant la puberté, sans pouvoir déterminer son sexe dominant, il sera alors traité comme un héritier hermaphrodite douteux.

Ce sont ces deux derniers cas qui sont envisagés par l'article 46 de la loi 77/1943: "L'hermaphrodite dont le sexe prédominant n'est pas déterminé (*khuntha mushakkal*), aura droit à la part la moins favorable. Le reste de la succession est attribué aux autres héritiers". On calculera donc quelle serait la part qu'il recevrait en tant qu'homme, et sa part qu'il recevrait en tant que femme, et on lui accordera la part la moins favorable<sup>2</sup>.

## 7.3. Les bénéficiaires d'une reconnaissance de parenté (*iqrar*)

On distingue la reconnaissance de parenté directe et celle de parenté indirecte.

- La reconnaissance de parenté directe est celle dans laquelle il n'y a pas d'intermédiaire entre le reconnaissant le reconnu. C'est le cas de la reconnaissance de paternité, de maternité et de filiation: tel est mon fils, tel est mon père, telle est ma mère. Si les conditions d'une telle reconnaissance sont remplies, elle crée un lien de parenté entre le reconnaissant et le reconnu, sans possibilité de retour en arrière. La reconnaissance concerne le fils, la fille, le père et la mère, auxquels on ajoute l'épouse s'il n'existe pas d'empêchement pour une telle re-

<sup>1</sup> Al-Maghribi, p. 353-354; Al-Bardisi, p. 404-405; Al-Jundi, p. 269-273; Matlub, p. 264-265.

<sup>2</sup> Al-Maghribi, p. 353-354; Al-Bardisi, p. 396-403; Al-Jundi, p. 268-269; Matlub, p. 262-263.

connaissance et que l'époux meurt sans revenir sur sa reconnaissance. Cette reconnaissance directe crée une vocation successorale entre le reconnu et le reconnaissant, comme pour tout autre héritier.

- La reconnaissance de parenté indirecte est celle dans laquelle il y a un intermédiaire entre le reconnaissant et le reconnu. C'est le cas lorsqu'une personne reconnaît que tel est son frère, son oncle, son petit-fils, son aïeul. Une telle reconnaissance ne crée pas de lien de parenté entre le reconnaissant et le reconnu, et il est toujours possible de revenir en arrière sur cette reconnaissance. Mais une telle reconnaissance a des effets sur le plan successoral à certaines conditions fixées par l'article. 41 de la loi 77/1943 qui dispose:

Le bénéficiaire d'une reconnaissance de parenté indirecte de la part du défunt a droit à la succession, pourvu que sa filiation soit inconnue, que sa parenté étrangère au défunt n'ait pas été établie et que le défunt n'ait pas rétracté sa reconnaissance.

Il faut en outre que le bénéficiaire de cette reconnaissance soit vivant au décès du *de cuius* ou à la date du jugement déclaratif de décès et qu'il ne se trouve dans aucun cas d'empêchement à la succession.

Le droit à la succession dans cet article n'est pas à titre d'héritier, mais de légataire, en signe de respect de la volonté du reconnaissant. Le reconnu recevra donc un legs, mais un legs privilégié assimilable à l'héritage. Il faut en tenir compte dans le calcul de l'actif de la succession pour l'établissement du tiers disponible (voir le chapitre 7, 5.4). On commence donc par s'acquitter du legs dans les limites du tiers disponible, ensuite on prélève les parts des héritiers *fard*, suivis des héritiers *asab*, suivis des héritiers par l'utérus, suivis des bénéficiaires de reconnaissance indirecte, et enfin on revient, s'il en reste, au légataire de plus d'un tiers (art. 4 al. 2, par. 1 de la loi 77/1943).

Signalons ici que la reconnaissance indirecte ne nécessite pas l'approbation de la personne reconnue, et le droit de succession s'exerce dans un sens unique. Ainsi le reconnaissant n'a pas de droit à la succession sur les biens du reconnu<sup>1</sup>.

## 8. Trésor public

À défaut d'héritiers à titre de *fard*, de *asab* ou par l'utérus, les actifs de la succession vont au Trésor public (art. 4 al. 2 de la loi 77/1943). L'article 1<sup>er</sup> de la loi 71 de 1962 relative aux successions vacantes dispose: "La succession vacante qui se trouve en Égypte laissée par les défunts qui n'ont pas d'héritiers revient à l'État". L'article 2 ajoute que tout droit en rapport avec la succession, même à titre d'héritage, se prescrit par quinze ans dès le décès du *de cuius*, quelle que soit la date à laquelle les intéressés ont eu connaissance du décès, à moins d'une raison qui suspend la prescription ou l'interrompt"<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Al-Bardisi, p. 363-366; Al-Jundi, p. 246-247; Matlub, p. 238-240.

<sup>2</sup> Voir l'article 4 al. 2 de la loi 77/1943; Al-Maghribi, p. 325-326; Al-Bardisi, p. 369-370; Al-Jundi, p. 250-252.

## 9. Problèmes de calculs

Nous allons sous ce point aborder trois problèmes de calcul inhérents au système successoral musulman: l'exclusion totale ou partielle en présence d'un autre héritier, le partage supplémentaire et la réduction proportionnelle.

### 9.1. Exclusion totale ou partielle (*hajb*)

Nous avons déjà vu (sous 8.1.2) que le droit musulman interdit certaines personnes de la succession parce qu'elles tombent sous un des empêchements prévus par la loi (par exemple: le fait d'avoir attenté à la vie du défunt). En outre, la loi prévoit que certaines personnes sont totalement ou partiellement exclues de la succession en raison de la présence d'une autre personne dont la vocation successorale est indépendante de la sienne. C'est dont nous parlerons ici. On distingue entre l'exclusion totale et l'exclusion partielle.

Peuvent faire l'objet d'une exclusion totale sept successibles à *fard*: la nièce issue du fils, l'aïeul véritable, l'aïeule véritable, la sœur germaine, la sœur consanguine, le frère utérin et la sœur utérine, ainsi que tout *asab* autre que le fils. Ces personnes, ayant un lien indirect au défunt, sont exclues par la présence d'héritier ayant un lien direct, à savoir: la fille du défunt, le père, la mère, le conjoint et la conjointe ou un fils du défunt. Ces six successibles ne sont jamais totalement exclus. On signalera ici que la personne exclue peut exclure un autre<sup>1</sup>

L'exclusion partielle signifie la réduction de la part que revient à un héritier en présence d'un autre héritier. Cette exclusion touche cinq personnes:

- 1) Le mari reçoit le quart au lieu de la moitié en présence d'un descendant successible (voir le chapitre 8, 3.1).
- 2) La conjointe reçoit le huitième au lieu du quart en présence d'un descendant successible (voir le chapitre 8, 3.2).
- 3) La mère reçoit le sixième au lieu du tiers en présence soit d'un descendant, homme ou femme, soit deux ou plusieurs frères ou sœurs (voir le chapitre 8, 3.6).
- 4) La nièce reçoit le sixième au lieu de la moitié en présence d'une fille directe ou d'une nièce plus proche du défunt (voir le chapitre 8, 3.4).
- 5) La sœur germaine consanguine reçoit le sixième au lieu de la moitié en présence d'une sœur germaine (voir le chapitre 8, 3.9)<sup>2</sup>.

### 9.2. Partage supplémentaire (*radd*)

L'article 30 de la loi 77/1943 dispose:

Lorsque les parts légitimes (*fard*) n'épuisent pas la succession et en l'absence d'héritiers universels (*asab*), le reste est partagé entre les légitimaires (*fard*) autres que les conjoints proportionnellement à leur part respective. Le reste de la succession est attribué à l'un des conjoints à défaut d'héritier universel

---

<sup>1</sup> Voir les articles 23 à 29 de la loi 77/1943; Al-Maghribi, p. 266-272; Al-Bardisi, p. 289-291; Al-Jundi, p. 100-106; Matlub, p. 183-187.

<sup>2</sup> Al-Maghribi, p. 272-273; Al-Bardisi, p. 287-289; Al-Jundi, p. 106; Matlub, p. 183-1

(*asab*), d'héritier légitimaire (*fard*) ou d'un parent par l'utérus (*dhawu al-arham*).

Il s'agit en fait de repartir le reliquat des actifs de la succession après l'octroi à chacun des ayants droit de leurs parts dans l'héritage. Cette situation se présente dans les deux cas suivants:

- Absence d'un héritier à titre de *asab*, puisque celui-ci reçoit le reliquat (voir le chapitre 8, 4).
- Les parts des héritiers *fard* n'épuisent pas la succession.

Le reliquat est partagé en premier lieu aux héritiers à titre de *fard*, au prorata de leurs parts respectives, à l'exception des deux conjoints. Le reliquat ne revient au conjoint (homme ou femme) survivant qu'en absence d'un héritier à titre de *fard*, un *asab* ou par l'utérus.

En l'absence d'héritier *asab*, le partage du reliquat s'effectue comme suit:

- En l'absence d'un conjoint, s'il n'y a qu'un seul héritier *fard*, par exemple: une mère, celle-ci reçoit le tiers à titre de *fard* (voir le chapitre 8, 3.6), et le reliquat à titre de *radd*. S'il y a plusieurs héritiers *fard* de la même catégorie, par exemple: plusieurs filles, elles reçoivent les deux tiers à titre de *fard* (voir le chapitre 8, 3.3), et le reliquat est partagé entre elles à titre de *radd*. S'il y a plusieurs héritiers *fard* de différentes catégories, chacun reçoit sa part, et le reliquat est partagé entre eux au prorata de leurs parts.
- En présence d'un conjoint, on commence par donner au conjoint sa part à titre de *fard*, et le reste sera partagé comme dans le paragraphe précédent<sup>1</sup>.

### 9.3. Réduction proportionnelle ('*awl*)

L'article 15 de la loi 77/1943 dispose:

Si les parts des héritiers légitimaire (*fard*) dépassent la totalité de la succession, celle-ci est partagée entre eux proportionnellement à leurs parts successorales.

On se trouve ici dans la situation inverse de celle décrite sous 8.9.2. Cette situation se présente lorsque le partage entre héritiers à titre de *fard* dégage un reliquat négatif de succession. On procède alors au partage de la succession entre les héritiers proportionnellement à leurs parts successorales. Ainsi si une femme laisse un époux et deux sœurs germaines, l'époux a droit à la moitié à titre de *fard* (voir le chapitre 8, 3.1) et les sœurs germaines reçoivent les deux tiers à titre de *fard* (voir le chapitre 8, 3.9). Après la réduction, l'époux reçoit 3/7 et chacune des deux sœurs reçoit 2/7<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir l'article 30 de la loi 77/1943; Al-Maghribi, p. 305-316; Al-Bardisi, p. 318-330; Matlub, p. 203-215.

<sup>2</sup> Voir l'article 15 de la loi 77/1943; Al-Maghribi, p. 298-304; Al-Bardisi, p. 302-317; Matlub, p. 196-203.





## **Chapitre 9.**

### **Programmes de partage**

L'exposé sommaire que nous avons présenté démontre la complexité du partage de la succession en droit musulman. En raison des calculs très poussés que ce partage nécessite, des programmes informatiques ont été développés pour faciliter le travail des avocats, des tribunaux et des praticiens. Toutefois, ces programmes ne sont pas tous de valeur égale, et ne couvrent ni tous les problèmes posés, ni l'ensemble des pays musulmans. En effet, le monde musulman est partagé entre différentes écoles juridiques qui connaissent un grand nombre de divergences. D'autre part, les lois de ces pays, lorsque de telles lois existent (ce qui n'est pas le cas de l'Arabie saoudite), ne reprennent pas intégralement les normes d'une seule école, mais mêlent très souvent les normes de différentes écoles. Ainsi, à titre d'exemple, la Jordanie et l'Égypte suivent toutes deux l'école hanafite, mais leurs lois respectives diffèrent entre elles sur un certain nombre de points.

Il existe à cet égard des programmes qui donnent les solutions selon les différentes écoles, ou les solutions propres à un seul pays. Souvent ces programmes sont en langue arabe, mais il existe aussi des programmes en langues occidentales. Ces programmes sont soit payantes, soit téléchargeables à titre gratuit. Il existe aussi des sites qui proposent des réponses aux questions des intéressés. Nous signalons ici à titre indicatif certains de ces programmes et sites, en mentionnant leurs caractéristiques respectives lorsqu'elles nous sont connues

#### **1. Programmes gratuits**

[http://www.maknoon.com/maknoon\\_islamic\\_encyclopedia.php](http://www.maknoon.com/maknoon_islamic_encyclopedia.php)

Ce programme donne les solutions des écoles hanafite, malikite, shafiite et hanbalite; il fonctionne en anglais ou en arabe.

<http://members.aol.com/IslamicSoftware/local.html>

Ce programme en anglais permet de calculer les parts selon les quatre écoles juridiques et le droit égyptien.

#### **2. Programmes payants**

<http://www.mawarithsoft.com/>

Ce programme concerne le droit tunisien ; il est en arabe et [en français?].

<http://www.orientissime.com/jurisprudence-de-lheritage-jurisprudence-of-inheritance-160116021607-15751604160516081575158516101579-p-3542.html>

Ce programme est en arabe, anglais, français, allemand, malais, indonésien, espagnol, turc, urdu et hawsa. Il donne les solutions selon les écoles hanafite, malikite, chafiite et hanbalite, en se basant sur un nombre de références juridiques et en prenant en compte les lois de six pays arabes: le Koweït, l'Égypte, la Jordanie, la Syrie, la Tunisie et le Maroc.

<http://arabia-it.com/inheritance.aspx>

Ce programme de partage des successions comprend des lois relatives aux successions dans les pays arabes et tient compte de ces lois.

### **3. Sites offrant des solutions de partage**

<http://www.jurisitetunisie.com/tunisie/faraidh/faraidh.htm>

Ce site offre gratuitement la possibilité de connaître les parts sous 24 heures par l'envoi par e-mail d'un rapport détaillé du partage sur la base des dispositions énoncées dans le Code du statut Personnel Tunisien

[http://erth.maherinfo.com/index.php?option=com\\_contact&catid=21&Itemid=36](http://erth.maherinfo.com/index.php?option=com_contact&catid=21&Itemid=36)

Le propriétaire de ce site, un jordanien, affirme qu'il dispose de son propre programme de partage de l'héritage, mais refuse de le mettre à disposition pour éviter les erreurs. Toutefois, il se porte volontaire à répondre à toute question de partage qui lui est posée.

<http://members.aol.com/IslamicSoftware/irthie.html>

Ce programme en anglais permet de calculer les parts directement.

## Annexes

### Versets du Coran relatifs aux successions et au testament<sup>106</sup>

M-10/89:19. qui mangez l'héritage d'un appétit débordant.

H-87/2:180. On vous a prescrit, lorsque la mort se présente à l'un de vous et s'il laisse des biens, le testament en faveur des deux géniteurs et des plus proches selon les convenances. C'est un devoir pour ceux qui craignent [Dieu].

H-87/2:181. Quiconque le change après qu'il l'a écouté, le péché tombera sur ceux qui le changent. Dieu est écouteur, connaisseur.

H-87/2:182. Quiconque craint d'un testateur un penchant ou un péché, et les réconcilie, nul péché sur lui. Dieu est pardonneur et très miséricordieux!

H-87/2:240. Ceux parmi vous qui sont rappelés [par Dieu] et laissent des épouses, [feront] un testament de quelque bien en faveur de leurs épouses pour un an, sans sortie. Si elles sortent, nul grief sur vous pour ce qu'elles font d'elles-mêmes selon les convenances. Dieu est fier et sage!

H-88/8:75. Ceux qui après [cela] ont cru, émigré et lutté avec vous, ceux-là sont des vôtres. Cependant les parentés ont priorité les unes envers les autres, d'après le livre de Dieu. Dieu est connaisseur de toute chose.

H-90/33:6. Le Prophète a priorité sur les croyants eux-mêmes. Ses épouses sont leurs mères. Les parentés ont priorité les unes envers les autres, d'après le livre de Dieu, sur les croyants et les émigrés, à moins que vous ne fassiez un [testament] selon les convenances en faveur de vos alliés. Cela est écrit dans le livre.

H-91/60:8. Dieu ne vous interdit pas d'être bons et équitables envers ceux qui ne vous ont pas combattus dans la religion et ne vous ont pas fait sortir de vos demeures. Dieu aime les équitables.

H-91/60:9. Dieu vous interdit seulement de vous allier à ceux qui vous ont combattus dans la religion, vous ont fait sortir de vos demeures et ont soutenu pour vous faire sortir. Ceux qui s'allient à eux, ceux-là sont les oppresseurs.

H-92/4:7. Aux hommes revient une part de ce qu'ont laissé les deux géniteurs et les proches; et aux femmes une part de ce qu'ont laissé les deux géniteurs et les proches, que ce soit peu ou beaucoup. Une part imposée.

H-92/4:8. Lorsque les proches, les orphelins, les indigents sont présents à la répartition [de l'héritage], attribuez-en à eux, et dites-leur des paroles convenables.

H-92/4:9. Qu'ils redoutent ceux qui laisseraient derrière eux des descendants faibles craignant sur eux. Qu'ils craignent Dieu et qu'ils disent des paroles justes.

---

<sup>106</sup> Nous nous servons ici de notre propre traduction: Le Coran: texte arabe et traduction française par ordre chronologique selon l'Azhar, Éditions de l'Aire, Vevey, 2008. La lettre H indique que le verset en question appartient à l'époque hégire (après 622). Le premier chiffre renvoie à l'ordre chronologique du Coran, le deuxième (séparé par /) renvoie à l'ordre canonique, et le troisième chiffre renvoie au numéro du verset.

H-92/4:10. Ceux qui mangent oppressivement les fortunes des orphelins ne mangent que du feu dans leur ventre. Ils rôtiront dans un brasier.

H-92/4:11. Dieu vous enjoint au sujet de vos enfants: au mâle, une part semblable à celle de deux femelles. S'il s'agit de femmes au-dessus de deux, à elles deux tiers de ce que [le défunt] a laissé. S'il n'y en a qu'une, à elle la moitié. À chacun de ses deux parents le sixième de ce qu'il laisse, s'il a un enfant. S'il n'a pas d'enfant et que ses deux parents héritent de lui, à sa mère le tiers. S'il a des frères, à sa mère le sixième, après [exécution] du testament qu'il a fait ou [paiement] d'une dette. De vos parents ou de vos fils, vous ne savez pas qui est plus profitable pour vous. C'est une imposition de la part de Dieu. Dieu est connaisseur et sage.

H-92/4:12. À vous la moitié de ce qu'ont laissé vos épouses, si elles n'ont pas d'enfant. Si elles ont un enfant, à vous le quart de ce qu'elles ont laissé, après [exécution] du testament qu'elles ont fait ou [paiement] d'une dette. À elles un quart de ce que vous avez laissé, si vous n'avez pas d'enfant. Si vous avez un enfant, à elles le huitième de ce que vous avez laissé, après [exécution] du testament que vous avez fait ou [paiement] d'une dette. Si un homme ou une femme sans héritier direct laisse un frère ou une sœur, à chacun d'eux le sixième. S'ils sont plus que cela, ils sont associés dans le tiers, après [exécution] du testament que vous avez fait ou [paiement] d'une dette, sans nuisance [à quiconque]. [Telle est] l'injonction de Dieu! Dieu est connaisseur et magnanime.

H-92/4:19. Ô vous qui avez cru! Il ne vous est pas permis d'hériter des femmes par contrainte. Ne les empêchez pas [de se remarier] dans le but de vous en aller avec une partie de ce que vous aviez donné, à moins qu'elles ne pratiquent une turpitude manifeste. Accompagnez-les selon les convenances. Si vous y répugnez, peut-être répugnez-vous à une chose alors que Dieu y met beaucoup de bien.

H-92/4:33. À chacun nous avons fait des alliés [héritant] ce qu'il a laissé: les deux parents, les proches, et ceux que vos serments ont engagés. Donnez-leur donc leur part, Dieu est témoin de toute chose.

H-92/4:176. Ils demandent ton avis à propos [de l'absence] d'héritiers directs. Dis: "Dieu vous avise: si un homme meurt sans enfant, mais a une sœur, à celle-ci la moitié de ce qu'il a laissé. Il héritera d'elle si elle n'a pas d'enfant. Mais s'il a deux sœurs ou plus, à elles les deux tiers de ce qu'il a laissé. S'ils sont une fratrie, hommes et femmes, au mâle une part semblable à celle de deux femelles". Dieu vous manifeste [ses normes] afin que vous ne vous égariez pas. Dieu est connaisseur de toute chose.

H-112/5:106. Ô vous qui avez cru! Lorsque la mort se présente à l'un de vous, [requérez] le témoignage, au moment du testament, de deux justes parmi vous, ou deux autres, non des vôtres, si vous vous activez dans la terre et que le malheur de la mort vous atteint. Vous les retenez, après la prière, puis, si vous [en] doutez, vous les faites jurer par Dieu: "Nous ne le troquerons pas contre un prix, même si c'est un proche, et nous ne dissimulons point le témoignage de Dieu. Sinon, nous serions au nombre des pécheurs".

H-112/5:107. Si l'on découvre que ces deux [témoins] sont coupables de péché, deux autres plus intègres prennent leur place, parmi les premiers contre lesquels le

péché a été commis, et qu'ils jurent par Dieu: "Notre témoignage est plus juste que leur témoignage et nous ne transgressons point. Sinon, nous serions au nombre des pécheurs".

H-112/5:108. Cela est le moindre pour qu'ils apportent un témoignage vrai, ou pour qu'ils craignent que des serments soient ramenés après les leurs. Craignez Dieu et écoutez. Dieu ne dirige pas les gens pervers.

### **Loi égyptienne no 77 du 6 août 1943 sur les successions<sup>107</sup>**

1) Les dispositions jointes à la présente loi seront applicables en toutes matières et contestations successorales.

2) Le ministre de la Justice est chargé de l'exécution de la présente loi, qui entrera en vigueur un mois après sa publication au Journal officiel.

#### **I. Dispositions générales**

**Art. 1** - La succession s'ouvre par le décès de l'auteur ou à la suite d'un jugement déclaratif de décès.

**Art. 2** - Pour que le droit à la succession prenne naissance, il faut la constatation de l'existence réelle de l'héritier au moment du décès de l'auteur ou à la date du jugement déclaratif de décès.

L'enfant conçu hérite sous les conditions spécifiées à l'art. 43.

**Art. 3** - Si deux personnes décèdent sans que l'on sache laquelle est décédée la première, aucune d'elles ne succède à l'autre, que le décès ait eu lieu ou non dans un même événement.

**Art. 4** - Les charges ci-après sont acquittées sur les biens de la succession dans l'ordre suivant:

1° Les frais nécessaires aux funérailles du défunt et de toute autre personne dont la pension alimentaire lui incombait depuis la mort jusqu'à l'enterrement;

2° Les dettes du défunt;

3° Tout legs du *de cuius* dans la limite de la quotité disponible.

Le reliquat sera réparti entre les héritiers. À défaut d'héritier, les prélèvements ci-après sont effectués sur les biens de la succession dans l'ordre suivant:

1° La part du successible bénéficiaire d'une reconnaissance de parenté indirecte de la part du défunt;

2° Les legs du *de cuius* dans la mesure où il excède la quotité disponible.

À défaut desdites personnes, la succession ou son reliquat revient au Trésor.

**Art. 5** - L'homicide volontaire sur la personne du défunt est un empêchement à la succession, que le meurtrier ait été auteur, complice ou faux témoin dont le témoignage a déterminé la condamnation à mort et l'exécution de la peine, si l'homicide a été commis sans motif légitime ni excuse et si le meurtrier jouissait de ses facultés mentales et avait atteint l'âge de 15 ans.

---

<sup>107</sup> J. O. no 116 de 1943. Texte français reproduit de Borrmans: Documents sur la famille, p. 6-13.

L'abus du droit de légitime défense est considéré comme une excuse.

**Art. 6** - Il n'y a pas de succession entre un musulman et un non-musulman.

Il y a succession entre non-musulmans. La différence de nationalité n'est pas un empêchement à la succession entre musulmans. Elle ne l'est entre non-musulmans que si la loi étrangère exclut l'étranger de la succession.

## **II. Des causes de dévolution de la succession et de ses différentes espèces**

**Art. 7** - Les causes de dévolution de la succession sont: le mariage, la parenté et le patronat. L'hérédité pour cause de mariage est dévolue par droit légitimaire (*fard*). L'hérédité pour cause de parenté est dévolue par droit légitimaire (*fard*), ou par droit universel (*asab*) ou par ces deux droits réunis, ou par droit de parenté (*dhawu al-arham*) en tenant compte des règles relatives à l'exclusion et au partage supplémentaire.

En cas de dévolution héréditaire pour deux causes, les parts successorales se cumulent, sans préjudice des dispositions des articles 14 et 37.

### **§ 1. De la succession par droit légitimaire (*fard*)**

**Art. 8** - Le *fard* est une part des biens successoraux réservée à l'héritier. La succession est dévolue en premier lieu aux héritiers légitimaires (*fard*), qui sont: le père, l'aïeul paternel quel que soit son degré d'ascendance, le frère utérin, la sœur utérine, le mari, l'épouse, les filles, les filles du fils quel que soit son degré de descendance, les sœurs germaines, les sœurs consanguines, la mère et l'aïeule véritable (*sahihah*) quel que soit son degré d'ascendance.

**Art. 9** - Sans préjudice des dispositions de l'art. 21, le père a une part légitime (*fard*) d'un sixième si le défunt laisse un enfant ou un petit-enfant issu d'un fils, quel que soit son degré de descendance. L'aïeul *sahih* (paternel) est celui dont le lien avec le défunt ne comprend pas de femme; il a une part légitime (*fard*) d'un sixième de la manière établie à l'alinéa précédent.

**Art. 10** - Le frère utérin ou la sœur utérine ont chacun un sixième comme part légitime (*fard*); s'il y a deux ou plusieurs frères ou sœurs utérins, leur part sera du tiers et donnera lieu à un partage égal sans distinction de sexe. Dans le second cas, si les prélèvements des parts légitimes (*fard*) absorbent toute la succession, les enfants utérins partagent avec le frère ou les frères germains venant seuls ou en concours avec une ou plusieurs sœurs germaines. Le tiers sera réparti entre eux tous de la manière susmentionnée.

**Art. 11** - L'époux a une part légitime (*fard*) d'une moitié à défaut d'enfant ou de petit-enfant issu d'un fils, quel que soit son degré de descendance. La part légitime (*fard*) est du quart s'il vient en concours avec un enfant ou un petit-enfant issu d'un fils, quel que soit son degré de descendance. L'épouse ou les épouses ont une part légitime (*fard*) d'un quart, même en cas de répudiation *radj'i* (révocable), si l'époux décède au cours de l'*idda* (retraite légale) de sa femme, à défaut d'enfant ou de petit-enfant issu d'un fils quel que soit son degré de descendance. La part légitime (*fard*) est du huitième, au cas où elles viendraient en concours avec un enfant ou un petit-enfant issu d'un fils quel que soit son degré de descendance. La femme qui encourt la répudiation bain (irrévocable), durant la dernière maladie de son époux,

est considérée comme épouse, si elle n'accepte pas la répudiation et que son époux décède au cours de cette dernière maladie, alors qu'elle demeure dans le délai de l'*idda*.

**Art. 12** - Sans préjudice des dispositions de l'art. 19:

(a) la fille a droit à une part légitime (*fard*) d'une moitié. S'il existe deux ou plusieurs filles, leur part légitime (*fard*) est de deux tiers;

(b) les filles du fils ont droit à la part légitime (*fard*) précitée, à défaut de fille ou de fille d'un fils appartenant à un degré supérieur. La fille ou les filles d'un fils en concours avec la fille ou la fille d'un fils appartenant à un degré supérieur ont une part légitime (*fard*) d'un sixième.

**Art. 13** - Sans préjudice des dispositions des articles 19 et 20:

(a) la sœur germaine a une part légitime (*fard*) d'une moitié. S'il existe deux ou plusieurs sœurs germaines, leur part légitime (*fard*) est de deux tiers;

(b) les sœurs consanguines ont droit à la part précitée, à défaut de sœur germaine. La sœur ou les sœurs consanguines en concours avec une sœur germaine ont une part légitime (*fard*) d'un sixième.

**Art. 14** - La mère en concours avec un enfant ou un petit-enfant issu d'un fils quel que soit son degré de descendance, ou avec deux ou plusieurs frères ou sœurs a une part légitime (*fard*) d'un sixième. Sa part légitime (*fard*) est du tiers dans tous les autres cas. Néanmoins, en cas de concours avec l'un des conjoints et le père seuls, la mère a droit au tiers du reliquat après prélèvement de la part légitime (*fard*) du conjoint.

L'aïeule véritable (*sahihah*), quel que soit son degré d'ascendance, est la mère du père ou de la mère ou de l'aïeul paternel. L'aïeule ou les aïeules ont une part d'un sixième qui donnera lieu éventuellement à un partage égal entre elles sans égard au lien de parenté unique ou double qui les rattache au défunt.

**Art. 15** - Si les parts des héritiers légitimaires (*fard*) dépassent la totalité de la succession, celle-ci est partagée entre eux proportionnellement à leurs parts successorales.

## **§ 2. Héritiers universels (*asab*)**

**Art. 16** - À défaut d'héritiers légitimaires (*fard*) ou s'il y en a sans que leur parts épuisent la succession, celle-ci ou ce qui en reste après prélèvement desdites parts, sera dévolue aux héritiers universels (*asab*).

Il y a trois classes d'héritiers universels (*asab*):

- héritiers universels (*asab*) par eux-mêmes;
- héritiers universels (*asab*) par un autre parent;
- héritiers universels (*asab*) avec un autre parent.

**Art. 17** - Les héritiers universels (*asab*) par eux-mêmes comprennent quatre catégories appelées à la succession dans l'ordre de préférence suivant:

1. les descendants, qui comprennent les fils et les fils du fils, quel que soit leur degré de descendance;

2. les ascendants, qui comprennent le père et l'aïeul paternel, quel que soit son degré d'ascendance;
3. les frères, qui comprennent les frères germains, les frères consanguins et les fils des frères germains ou consanguins, quel que soit leur degré de descendance;
4. les oncles paternels, qui comprennent les oncles paternels du défunt, les oncles paternels de son père et ceux de son aïeul paternel, quel que soit son degré d'ascendance, germains ou consanguins, ainsi que les fils et fils des fils, quel que soit leur degré de descendance, des parents précités.

**Art. 18** - En cas de concours d'héritiers universels (*asab*) par eux-mêmes dans la même catégorie, le successible est celui dont le degré de parenté est le plus rapproché du défunt.

Entre héritiers de même catégorie et de même degré, la priorité se détermine par la force de parenté. Ainsi, l'héritier rattaché au défunt par un double lien de parenté prime l'héritier à un lien unique.

À égalité de catégorie, degré et force de parenté, la succession se partage entre eux par parts égales.

**Art. 19** - Les héritiers universels (*asab*) par un autre parent sont:

1. les filles en concours avec les fils;
2. les filles du fils, quel que soit son degré de descendance, en concours avec les fils du fils quel que soit son degré de descendance, si ces derniers appartiennent au même degré qu'elles ou s'ils appartiennent à un degré inférieur, au cas où elles ne seraient pas appelées à la succession par une autre voie;
3. les sœurs germaines en concours avec les frères germains, ainsi que les sœurs consanguines en concours avec les frères consanguins.

Dans les cas précités, l'héritier masculin aura une part double que celle de l'héritier féminin.

**Art. 20** - Les héritiers universels (*asab*) avec un autre parent sont: les sœurs germaines ou consanguines en concours avec les filles ou les filles du fils, quel que soit son degré de descendance. Le reste de la succession leur reviendra après prélèvement des parts légitimes (*fard*). Dans ce cas, elles seront considérées par rapport aux autres héritiers universels (*asab*) comme des frères germains ou consanguins et auront le même sort quant à la priorité de catégorie, de degré et de force de parenté.

**Art. 21** - Le père ou l'aïeul en concours avec la fille ou la fille du fils quel que soit son degré de descendance aura le sixième comme part légitime (*fard*), et le reste à titre d'héritier universel (*asab*).

**Art. 22** - En cas de concours de l'aïeul avec les frères et sœurs germains ou consanguins, deux cas peuvent se présenter:

1. le partage se fera comme s'il était leur frère, s'ils sont tous du sexe masculin ou des deux sexes ou du sexe féminin héritant à titre universel (*asab*) avec la branche féminine appelée à la succession;
2. il recueillera le reste de la succession à titre d'héritier universel (*asab*), après prélèvement des parts légitimes (*fard*) s'il concourt avec des sœurs qui ne sont pas



devenues héritières universelles (*asab*) par un parent mâle ou avec la branche féminine héritière.

Toutefois, si le partage ou la vocation à titre d'héritier universel (*asab*) dans les conditions ci-dessus spécifiées privent l'aïeul de la succession ou réduisent sa part successorale au-dessous du sixième, il sera réputé héritier légitimaire (*fard*) ayant droit au sixième.

Ne participeront pas au partage les frères et sœurs consanguins exclus de la succession.

### **III. De l'exclusion**

**Art. 23** - Il y a exclusion lorsqu'une personne ayant la capacité successorale est écartée de la succession en présence d'un autre héritier. L'exclu peut exclure un autre.

**Art. 24** - La personne privée de la succession pour un empêchement quelconque n'exclut aucun héritier.

**Art. 25** - La mère exclut absolument l'aïeule véritable (*sahihah*). L'aïeule rapprochée exclut l'aïeule lointaine. Le père exclut l'aïeule paternelle. De même, l'aïeul paternel exclut l'aïeule si elle est son ascendante.

**Art. 26** - Les frères utérins sont exclus par le père et l'aïeul paternel quel que soit son degré d'ascendance, ainsi que par l'enfant et le petit-enfant issu d'un fils quel que soit son degré de descendance.

**Art. 27** - Le fils ou le fils du fils quel que soit son degré de descendance exclut la fille du fils d'un degré inférieur au sien. Cette dernière est également exclue par deux filles ou deux filles du fils d'un degré supérieur au sien, à moins qu'elle ne soit en concours avec un parent par qui elle devient héritière universelle (*asab*) selon l'art. 19.

**Art. 28** - La sœur germaine est exclue par le fils, le fils du fils quel que soit son degré de descendance et le père.

**Art. 29** - La sœur consanguine est exclue par le père, le fils et le fils du fils quel que soit son degré de descendance, ainsi que par le frère germain et la sœur germaine si elle est héritière universelle (*asab*) avec d'autres, selon l'art. 20, et par deux sœurs germaines en l'absence d'un frère consanguin.

### **IV. Du partage supplémentaire (*radd*)**

**Art. 30** - Lorsque les parts légitimes (*fard*) n'épuisent pas la succession et en l'absence d'héritiers universels (*asab*), le reste est partagé entre les légitimaires (*fard*) autres que les conjoints proportionnellement à leur part respective. Le reste de la succession est attribué à l'un des conjoints à défaut d'héritier universel (*asab*), d'héritier légitimaire (*fard*) ou d'un parent par l'utérus (*dhawu al-arham*).

### **V. Héritiers *dhawu al-arham* (par les femmes)**

**Art. 31** - À défaut d'héritier universel (*asab*) ou légitimaire (*fard*), la succession ou ce qui en reste est dévolue aux parents *dhawu al-arham*.

Les héritiers *dhawu al-arham* comprennent quatre classes appelées à la succession dans l'ordre de priorité suivant:

1ère classe. - Les enfants des filles quel que soit leur degré de descendance et les enfants des filles du fils quel que soit leur degré de descendance.

2ème classe. - L'aïeul et l'aïeule maternels quel que soit leur degré d'ascendance.

3ème classe. - Les fils des frères utérins et leurs enfants quel que soit leur degré de descendance, les enfants des sœurs germaines, consanguines ou utérines quel que soit leur degré de descendance, les filles des frères germains, consanguins ou utérins et leurs enfants quel que soit leur degré de descendance, les filles des fils de frères germains ou consanguins quel que soit leur degré de descendance et les enfants desdites filles quel que soit leur degré de descendance.

4ème classe. - Cette classe comprend six catégories appelées à la succession dans l'ordre de priorité suivant:

1. Les oncles paternels utérins du défunt, ses tantes paternelles, ses oncles et tantes maternels, germains, consanguins ou utérins;
2. Les enfants issus des parents indiqués à l'alinéa précédent, quel que soit leur degré de descendance, les filles des oncles paternels du défunt, germains ou consanguins, les filles de leurs fils quel que soit leur degré de descendance, ainsi que les enfants desdites filles quel que soit leur degré de descendance;
3. Les oncles paternels utérins du père du défunt, ses tantes paternelles, ses oncles et tantes maternels germains, consanguins ou utérins; les oncles et tantes paternels, ainsi que les oncles et tantes maternels de la mère du défunt, germains, consanguins ou utérins;
4. Les enfants issus des parents indiqués à l'alinéa précédent quel que soit leur degré de descendance; les filles des oncles paternels germains ou consanguins du père du défunt; les filles de ses fils quel que soit leur degré de descendance et les enfants desdites filles quel que soit leur degré de descendance;
5. Les oncles paternels utérins du père du père du défunt; les oncles paternels du père de la mère du défunt; les tantes paternelles, oncles et tantes maternels de ces deux grands-pères, germains, consanguins ou utérins; les oncles paternels de la mère de la mère du défunt et de la mère de son père, les tantes paternelles, les oncles et tantes maternels de ces grand-mères, germains, consanguins ou utérins;
6. Les enfants issus des parents indiqués à l'alinéa précédent quel que soit leur degré de descendance; les filles des oncles paternels du père du père du défunt, germains ou consanguins; les filles des fils desdits oncles quel que soit leur degré de descendance; les enfants issus desdites filles quel que soit leur degré de descendance, et ainsi de suite.

**Art. 32** - Parmi les parents *dhawu al-arham* de la première classe, le successible au degré le plus rapproché du défunt est appelé par priorité à la succession. S'ils sont au même degré, l'enfant du légitimaire (*fard*) prime l'enfant du parent par les femmes.

S'ils viennent au même degré et ne comprennent aucun enfant issu d'un légitimaire (*fard*), ou s'ils sont tous issus de légitimaire (*fard*), ils participeront dans la succession.

**Art. 33** - Parmi les parents *dhawu al-arham* de la deuxième classe, le successible au degré le plus rapproché du défunt est appelé par priorité à la succession; s'ils viennent au même degré, la priorité appartient au successible issu d'un légitimaire (*fard*). S'ils sont tous au même degré et qu'aucun d'eux ne soit issu d'un légitimaire (*fard*), ou si tous sont issus d'un légitimaire (*fard*), ils participeront dans la succession au cas où ils appartiendraient à une même ligne de parenté. Au cas où ils appartiendraient à des lignes différentes, les deux tiers reviendront aux parents de la ligne paternelle et le tiers aux parents de la ligne maternelle.

**Art. 34** - Parmi les parents *dhawu al-arham* de la troisième classe, le successible au degré le plus rapproché du défunt est appelé par priorité à la succession. S'ils sont du même degré et qu'ils comprennent un enfant issu d'un héritier universel (*asab*), cet enfant aura la priorité sur l'enfant d'un parent *dhawu al-arham* (par les femmes). À défaut d'enfant issu d'un héritier universel (*asab*), la priorité appartiendra au successible du lien le plus fort. Ainsi, le parent germain prime le parent consanguin et ce dernier prime le parent utérin.

À égalité de degré et de lien, ils participeront dans la succession.

**Art. 35** - Dans la première catégorie de la quatrième classe visée à l'art. 31, si les parents du côté du père, à savoir: les oncles et tantes paternels utérins du défunt ou si les parents du côté de la mère, à savoir: les oncles et tantes maternels du défunt, viennent seuls à la succession, le successible du lien le plus fort aura la priorité. Ainsi, le parent germain primera le parent consanguin, et ce dernier primera le parent utérin. À force égale de lien, ils participeront dans la succession.

En cas de concours de parents de la ligne paternelle et de parents de la ligne maternelle, les deux tiers reviendront aux premiers et le tiers aux seconds. La quotité de chaque ligne sera partagée de la manière susmentionnée.

Les dispositions des deux alinéas précédents s'appliqueront aux catégories 3 et 5.

**Art. 36** - Dans la deuxième catégorie, le parent au degré le plus rapproché du défunt prime le parent à un degré subséquent, même s'il appartient à une autre ligne. À degré égal dans la même ligne, celui dont la parenté est la plus forte primera les autres, s'ils sont issus d'un héritier à titre universel (*asab*) ou d'un parent par les femmes.

S'ils appartiennent à des lignes différentes, l'enfant issu d'un héritier à titre universel (*asab*) primera l'enfant issu d'un parent par les femmes.

En cas de concours de parents appartenant à des lignes différentes, les deux tiers reviendront à la ligne paternelle et le tiers à la ligne maternelle. La quotité de chaque ligne sera partagée de la manière susmentionnée.

Les dispositions des deux alinéas précédents s'appliqueront aux catégories 4 et 6.

**Art. 37** - La pluralité des liens qui rattachent au défunt un héritier par les femmes ne sera prise en considération que si les lignes de parenté sont différentes.

**Art. 38** - Dans le partage de la succession entre les parents *dhawu al-arham*, la part du garçon sera le double de celle de la fille.

## **VI. De l'hérédité par droit de patronat**

**Art. 39** - Les héritiers par droit de patronat comprennent:

1. le patron de l'affranchi ou de celui qui a affranchi le patron ou de celui qui a affranchi celui qui a affranchi le patron;
2. les héritiers universels (*asab*) du patron ou ceux du patron qui a affranchi le patron ou ceux du patron qui a affranchi celui qui a affranchi le patron;
3. le patron de l'auteur d'une femme originairement serve, exerçant son droit par l'intermédiaire de son père, par voie de transfert de droit (*jar*) ou autrement, ou par l'intermédiaire de son grand-père sans *jar*.

**Art. 40** - La succession de l'affranchi revient à son patron de l'un ou l'autre sexe, de quelque manière que l'affranchissement ait eu lieu. À défaut de patron, ses héritiers à titre universel (*asab*) par eux-mêmes (*asab*) hériteront en ses lieu et place dans l'ordre établi à l'art. 17. Toutefois, la part de l'aïeul ne sera pas inférieure au sixième. À défaut d'héritier universel (*asab*), la succession sera dévolue à celui de l'un ou l'autre sexe qui a affranchi le patron de l'affranchi, puis à ses héritiers universels (*asab*) par eux-mêmes et ainsi de suite.

De même viendront à la succession, dans l'ordre précité, le patron du père du défunt, puis le patron de son grand-père et ainsi de suite.

## **VII. Successibilité en dehors de la vocation héréditaire: bénéficiaire d'une reconnaissance de parenté indirecte**

**Art. 41** - Le bénéficiaire d'une reconnaissance de parenté indirecte de la part du défunt a droit à la succession, pourvu que sa filiation soit inconnue, que sa parenté étrangère au défunt n'ait pas été établie et que le défunt n'ait pas rétracté sa reconnaissance.

Il faut en outre que le bénéficiaire de cette reconnaissance soit vivant au décès du *de cuius* ou à la date du jugement déclaratif de décès et qu'il ne se trouve dans aucun cas d'empêchement à la succession.

## **VIII. - Dispositions diverses**

### **§ 1. De l'enfant conçu**

**Art. 42** - La part la plus forte qui puisse revenir à l'enfant conçu, dans l'hypothèse qu'il est de l'un ou de l'autre sexe, lui sera réservée sur la succession.

**Art. 43** - Si à son décès, le mari laisse en état de gestation une épouse ou une femme soumise à la retraite légale (*idda*), l'enfant conçu ne lui succède que s'il naît vivant 365 jours au plus, de la date du décès ou de la séparation. L'enfant conçu ne succède à d'autre que son père que dans les deux cas suivants:

1. Cas où il naîtrait vivant 365 jours au plus de la date du décès ou de la séparation, si sa mère était en retraite viduaire ou répudiaire et que l'auteur fût décédé au cours de cette retraite;
2. Cas où il naîtrait vivant 270 jours au plus de la date du décès de l'auteur, s'il est issu d'un mariage existant lors du décès.

**Art. 44** - Si la part réservée à l'enfant conçu est inférieure à celle qui lui revient, un recours lui sera ouvert, pour la fraction complémentaire, contre les héritiers qui l'ont recueillie dans leur part; si la dite part est supérieure à celle qui lui revient, le surplus fera retour aux héritiers ayants droit.

## **§ 2. L'absent**

**Art. 45** - La part qui revient à l'absent dans la succession sera mise en réserve. S'il est reconnu vivant, il entrera en possession de cette part. Si sa mort est présumée en vertu d'un jugement déclaratif de décès, sa part fera retour à la succession au profit des héritiers existant à la mort du défunt. S'il apparaît vivant après le jugement déclaratif de décès, il prendra le restant de sa part se trouvant entre les mains des héritiers.

## **§ 3. L'hermaphrodite**

**Art. 46** - L'hermaphrodite dont le sexe prédominant n'est pas déterminé, aura droit à la part la moins favorable. Le reste de la succession est attribué aux autres héritiers.

## **§ 4. L'enfant adultérin ou désavoué par serment d'anathème**

**Art. 47** - Sous réserve du délai prévu par le dernier alinéa de l'art. 43, les enfants adultérins ou désavoués par serment d'anathème héritent de leur mère et de ses parents; de même leur mère et ses parents héritent d'eux.

## **§ 5. De la cession d'hérédité (*takharuj*)**

**Art. 48** - La cession d'hérédité (*takharuj*) est une transaction entre héritiers par laquelle ils écartent de la succession un ou plusieurs d'entre eux contre un bien déterminé.

Si l'un des héritiers cède sa part à un cohéritier, ce dernier aura droit à cette part et remplacera le cédant dans la succession; si l'un des héritiers cède sa part à tous ses cohéritiers, celle-ci se partagera entre ces derniers proportionnellement à leur part héréditaire au cas où le cédant serait désintéressé avec des biens successoraux; s'il a été désintéressé avec des biens personnels des héritiers et que l'acte de cession ne prévoit pas le mode de partage de la part du cédant, le partage aura lieu entre eux par parts égales.

## **Loi égyptienne no 71 du 24 juin 1946 sur les testaments<sup>108</sup>**

1) Les dispositions jointes à la présente loi seront applicables en toutes matières et contestations relatives aux testaments.

2) Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution de la présente loi, qui entrera en vigueur un mois après sa publication au Journal officiel.

---

<sup>108</sup> J. O. no 16 de 1948. Texte français reproduit de Borrmans: Documents sur la famille, p. 13-23.

## Règles du testament

### Titre I. Règles générales

#### I. Définition du testament; conditions d'existence et de validité

**Art. 1** - Le testament est un acte de disposition du patrimoine, devant sortir à effet après que le testateur aura cessé de vivre.

**Art. 2** - Le testament se forme par l'expression verbale ou écrite. Si le testateur est incapable de s'exprimer par un de ces modes, il peut manifester sa volonté au moyen de signes intelligibles.

Pour les faits antérieurs à l'année 1911, ne seront point recevables, en cas de dénégation, et après le décès du testateur, les actions tendant à constater l'existence ou la révocation d'un testament, à moins que l'allégation ne soit confirmée par des documents ne présentant aucun soupçon d'altération et attestant le bien-fondé de l'action.

Pour les faits survenus à partir de l'année 1911, ces actions ne seront recevables que lorsque l'allégation est confirmée par des documents authentiques ou entièrement écrits et signés de la main même du *de cujus*, ou lorsque le testament ou sa révocation portent la signature légalisée du testateur.

**Art. 3** - Pour être valide, un testament ne doit pas comporter de prescription prohibée. Le mobile qui a présidé à sa formation ne doit pas être contraire aux vues du législateur.

Si le testateur est un non-musulman, son testament est valide à moins qu'il ne contienne une prescription que prohibent à la fois son statut personnel religieux et au droit musulman.

**Art. 4** - Sans préjudice des dispositions de l'art. 3, est valide le testament subordonné à une condition, ou comportant une charge adjointe ou annexe. Si la condition ou la charge sont valides, il faudra les respecter tant que subsiste l'intérêt à réaliser cette condition ou cette charge. Il ne sera pas tenu compte des conditions et charges non valides, ou de celles qu'il n'y aura plus intérêt à réaliser.

On entend par condition ou charge valides, celles que le testateur, le légataire ou un tiers ont intérêt à voir se réaliser et qui ne sont pas contraires aux prescriptions du législateur ni déconseillées par lui.

**Art. 5** - Le testateur doit posséder la capacité juridique de disposer de ses biens à titre gratuit. Cependant, l'interdit pour cause de prodigalité ou de faiblesse d'esprit, de même que le mineur âgé de plus de 18 ans grégoriens, peuvent tester avec l'autorisation du tribunal.

**Art. 6** - Le légataire doit:

1. être connu;
2. être en vie à la date du testament, s'il y est désigné.

Si le légataire n'est pas désigné, il n'est pas nécessaire qu'il soit en vie à la date du testament, ni au décès du testateur, sous réserve des dispositions de l'art. 20.

**Art. 7** - On peut tester au profit des établissements religieux, des sociétés de bienfaisance et autres institutions similaires, des fondations scientifiques et d'utilité publique. Le legs sera utilisé pour les besoins de la construction desdits établissements; pour ceux des pauvres qui en relèvent, pour les frais d'entretien et autres frais nécessaires, à moins que l'emploi du legs ne soit fixé par l'usage ou les indications du testateur. On peut également disposer, d'une façon générale, pour la bienfaisance, sans désignation d'une fondation déterminée; le legs sera alors employé dans des actes qui constituent un bienfait.

**Art. 8** - On peut aussi tester au profit d'une institution de bienfaisance future; si sa création est impossible, le legs devient nul.

**Art. 9** - Est valable le legs au profit d'une personne de religion, de rite ou de nationalité différente, à moins que le testateur ne soit ressortissant d'un pays musulman et le légataire non musulman, ressortissant d'un pays non musulman dont la législation interdise un pareil legs.

**Art. 10** - L'objet du legs doit:

1. être susceptible de transmission par voie de succession ou de contrat du vivant du testateur;
2. s'il s'agit d'un bien, avoir une valeur pécuniaire pour le testateur;
3. exister dans le patrimoine du testateur au moment du testament, si c'est un corps certain désigné.

**Art. 11** - Le legs peut avoir pour objet le *khelew*, ainsi que les droits transmissibles par voie de succession, y compris le droit de jouissance d'un bien pris en location après le décès du locataire.

**Art. 12** - Est valable le legs consistant en un prêt au légataire d'une somme d'argent déterminée; l'exécution d'une pareille disposition ne peut cependant avoir lieu au-delà du tiers de la succession, à moins du consentement des héritiers.

**Art. 13** - Est valable le testament comportant le partage des biens de la succession entre les héritiers du testateur, par la détermination à chaque héritier ou à quelques-uns d'entre eux de ce qui doit leur revenir. Une telle disposition deviendra exécutoire par le fait du décès du *de cujus*. Si la quote-part attribuée à l'un des héritiers dépasse sa quote-part héréditaire, le surplus est considéré comme un legs à son profit.

**Art. 14** - Le testament devient nul si le testateur est atteint de folie qui persiste jusqu'à son décès.

Le legs devient caduc en cas de prédécès du légataire.

**Art. 15** - Le legs devient nul si la chose léguée, étant un corps certain, périt avant l'acceptation du légataire.

**Art. 16** - Le testament ne devient pas nul si le testateur est interdit pour cause de prodigalité ou de faiblesse d'esprit.

**Art. 17** - Est exclu du bénéfice de toute disposition testamentaire volontaire ou obligatoire, celui qui, ayant atteint l'âge de 15 ans et jouissant de ses facultés mentales, aura, sans droit et sans excuse légitime, tué à dessein le testateur ou le *de*

*cujus*<sup>109</sup>, que le meurtrier ait été auteur principal, complice ou faux témoin dont le témoignage aurait déterminé la condamnation à mort et l'exécution du testateur. Est considéré comme une excuse l'abus du droit de légitime défense.

## **II. De la révocation du testament**

**Art. 18** - Le testateur peut révoquer, expressément ou tacitement, tout ou partie de son testament.

Est considéré comme une révocation du testament tout acte ou toute disposition impliquant, par une présomption ou par l'usage, l'intention de révoquer.

La révocation tacite résulte de la disposition que le testateur aurait faite du bien légué.

**Art. 19** - Ne sont pas considérés comme une révocation du testament le fait d'en dénier l'existence ou l'enlèvement des constructions se trouvant sur le bien légué. Il en est de même pour tout acte qui ferait disparaître le nom de la chose léguée, ou qui en modifierait la plupart des attributs, ou de tout fait qui y incorporerait une augmentation sans laquelle la consignation ne pourrait avoir lieu, à moins que la présomption ou l'usage n'indiquent que l'intention du testateur était de révoquer le testament.

## **III. Acceptation et répudiation du legs**

**Art. 20** - Le testament devient définitif et obligatoire par l'acceptation expresse ou tacite du légataire intervenue après le décès du testateur.

Si le légataire est un enfant conçu, un mineur ou un interdit, l'acceptation ou la répudiation du legs doit émaner de la personne qui peut disposer de leurs biens, après autorisation du tribunal.

L'acceptation du legs par les personnes morales, les fondations et les institutions, doit émaner de leur représentant légal; si elles n'en ont pas, le legs deviendra obligatoire sans besoin d'acceptation.

**Art. 21** - En cas de décès du légataire avant son acceptation ou sa répudiation du legs, ses héritiers exerceront ce droit en ses lieu et place.

**Art. 22** - Il n'est pas nécessaire que l'acceptation ou la répudiation ait lieu aussitôt après le décès du testateur. Cependant le legs devient caduc si l'héritier ou l'exécuteur testamentaire notifie au légataire un exploit d'huissier contenant une indication suffisante au sujet du legs et l'invite à l'accepter ou à le répudier, et qu'il s'écoule un délai de 30 jours, outre le délai légal de distance, sans que le légataire manifeste son option par écrit, sans motif plausible.

**Art. 23** - Si le légataire accepte le legs en partie et le répudie en partie, le testament sortira à effet pour la partie acceptée et deviendra caduc pour l'autre. S'il y a plusieurs légataires et que quelques-uns d'entre eux acceptent le legs alors que les autres le répudient, le testament sortira à effet pour ceux que l'acceptent et sera caduc à l'égard des autres.

---

<sup>109</sup> On envisage ici les deux hypothèses où la victime aurait ou non testé avant le meurtre.



**Art. 24** - La répudiation du legs intervenu avant le décès du testateur n'emporte pas sa caducité.

Si le légataire répudie le legs en tout ou en partie, après le décès du *de cujus* et avant son acceptation, le testament sera considéré comme nul pour la partie répudiée du legs. Si le légataire répudie le legs en tout ou en partie, après le décès du testateur et après son acceptation, et que cette répudiation ait été acceptée par l'un des héritiers, le legs est résolu. Mais si aucun des héritiers n'a accepté la répudiation, celle-ci sera caduque.

**Art. 25** - Si le légataire est en vie au décès du testateur, il aura droit à l'objet du legs à partir du décès, à moins que le testament ne fixe une échéance ultérieure.

Les accroissements de l'objet du legs depuis le jour où le légataire y a droit jusqu'à son acceptation reviennent au légataire et ne sont pas considérés comme objet du legs. Les charges relatives à l'objet du legs durant cette période incomberont au légataire.

## **Titre II. Des règles relatives au testament**

### **I. Du légataire**

**Art. 26** - Est valable le legs d'un bien fait au profit d'une personne encore inexistante, ainsi que le legs fait au profit, à la fois, de légataires vivants et d'autres non encore existants, pourvu que ces derniers soient dénombrables. Si aucun des légataires n'existe au décès du testateur, les revenus des biens légués reviendront aux héritiers de celui-ci, et lorsqu'il n'y aura plus espoir qu'un des légataires survienne, le bien légué sera dévolu aux héritiers du testateur.

Si l'un des légataires existe au moment du décès du testateur, ou vient à exister après son décès, les fruits lui reviendront, et ce jusqu'à la survenance d'un autre légataire avec qui il les partagera. Tous les légataires qui existent au moment de la perception des fruits se les partageront entre eux jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'espoir qu'un autre bénéficiaire survienne; alors le bien légué, ainsi que ses fruits, reviendront aux légataires et la quote-part de celui d'entre eux qui viendra à décéder fera partie de sa succession.

**Art. 27** - Si le legs institué au profit des personnes indiquées à l'article précédent porte sur l'usufruit seulement, et qu'aucune d'entre elles n'existe lors du décès du testateur, cet usufruit reviendra aux héritiers du *de cujus*.

Si l'un des légataires existe au moment du décès du testateur, ou vient à exister après son décès, l'usufruit lui reviendra ainsi qu'aux autres légataires qui pourraient survenir après lui jusqu'à leur extinction, après quoi l'usufruit légué fera retour aux héritiers du testateur. Lorsqu'il n'y aura plus d'espoir de survenance d'un légataire, le bien légué fera retour aux héritiers du testateur.

**Art. 28** - Si un seul des légataires existe, l'usufruit ou le bien légué lui appartiendra exclusivement, à moins que les termes du testament, ou les présomptions, n'indiquent que le testateur ait voulu en faire bénéficier tous les légataires. Dans ce cas, il sera versé au légataire existant sa quote-part dans les revenus, et le surplus sera donné aux héritiers du testateur. Le bien lui-même sera partagé entre le légataire et les héritiers n'y aura plus d'espoir de survenance d'un autre ayant droit.

**Art. 29** - Si le legs d'usufruit est consenti au profit de plus de deux générations, il ne sera valable que pour les deux premières. Si le testament stipule que les générations bénéficiaires du legs en profiteront successivement, la seconde génération n'en bénéficiera que lorsqu'il n'y aura plus d'espoir de survivance d'un ayant droit dans la première, ou lorsque celle-ci sera éteinte sans espoir de survivance d'un autre légataire, et ce en prenant en considération les dispositions des deux articles précédents.

Lorsque les deux générations s'éteindront, le bien sera dévolu à la succession, à moins qu'il n'ait été légué à autrui, en tout ou en partie.

**Art. 30** - Est valable le legs institué au profit de légataires non susceptibles d'être dénombrés; dans ce cas, le legs sera affecté aux nécessaires d'entre les légataires. La répartition en sera faite par les soins de l'exécuteur testamentaire, lequel n'est astreint ni à la règle d'universalité, ni à celle de l'égalité.

L'exécution du testament appartient au tuteur désigné par le testateur, et à défaut à la juridiction du statut personnel ou à la personne désignée par elle.

**Art. 31** - Si le legs est fait au profit d'un groupe de personnes indiquées par une expression générique, mais non désignées nommément, et que certaines d'entre elles soient inhabiles à en bénéficier au moment du décès du testateur, la totalité du legs reviendra aux autres légataires, en tenant compte des dispositions des articles 26, 27, 28 et 29.

**Art. 32** - Si le legs est établi au profit conjoint de deux légataires désignés et d'un groupe ou d'une institution, ou encore au profit conjoint d'un groupe et d'une institution, ou au profit conjoint de tous ceux qui précèdent, chaque légataire désigné, chaque membre du groupe désigné, chaque groupe non désigné, chaque institution aura droit à une quote-part égale dans le bien légué.

**Art. 33** - Si le legs est consenti à des légataires désignés, la part revenant à celui d'entre eux qui est inhabile à recevoir le legs, lors du décès, fera retour à la succession.

**Art. 34** - En cas d'annulation d'un legs fait au profit d'une personne désignée ou d'un groupe, la chose léguée fera retour à la succession et les héritiers en disposeront pour parfaire les autres legs éventuellement déficitaires.

**Art. 35** - L'enfant conçu peut bénéficier des dispositions testamentaires:

1. Si le testateur reconnaît, au moment du testament, l'existence de l'enfant conçu et que celui-ci naisse vivant dans les 365 jours ou moins à compter de la date du testament;

2. Si le testateur ne reconnaît pas formellement l'existence de l'enfant conçu et que celui-ci naisse vivant dans les 270 jours au plus à compter de la date du testament, à la condition que la femme enceinte ne fût pas, lors du testament, en retraite viagère ou répudiaire, auquel cas le testament sera valable si l'enfant naît vivant dans les 365 jours ou moins depuis le décès ou la répudiation définitive (*ba'in*).

Si le legs est fait au profit de l'enfant conçu par une personne désignée, la validité du legs dépendra, en outre des conditions qui précèdent, de la preuve de la paternité de cette personne désignée.

Les revenus du bien légué demeureront réservés jusqu'à la naissance de l'enfant et lui seront alors attribués s'il naît vivant.

**Art. 36** - Lorsque la femme enceinte met au monde deux enfants vivants ou davantage, en même temps ou dans un intervalle de moins de six mois, le legs sera partagé entre eux par parts égales, sauf disposition contraire du testament.

Si l'un des enfants est mort-né, le legs sera entièrement attribué au survivant.

La part de l'enfant qui viendrait à décéder après la naissance sera dévolue à ses héritiers s'il s'agit du legs d'un bien, et aux héritiers du testateur s'il s'agit du legs d'un usufruit.

## **II. De la chose léguée**

**Art. 37** - Le legs du tiers au profit d'un successible ou d'un non-héritier est valable et recevra exécution sans besoin du consentement des héritiers. Le legs de plus du tiers est également valable, mais ne sera exécuté, pour l'excédent, qu'en cas de consentement des héritiers capables de disposer et conscients de ce à quoi ils consentent, intervenu après le décès du testateur.

Lorsque le testateur n'a pas de dettes et n'a pas d'héritier, il peut disposer de tout ou partie de son patrimoine sans besoin du consentement du Trésor public.

**Art. 38** - La constitution de legs de la part d'une personne dont le patrimoine est obéré est valable; mais le legs ne sera exécuté qu'après acquittement des dettes. Si la succession est libérée partiellement des dettes, ou si celles-ci n'absorbent pas toute la succession, le legs sera valable et exécuté sur l'excédent.

**Art. 39** - Si les dettes n'absorbent pas tout le patrimoine et qu'elles aient été acquittées en tout ou en partie par la chose léguée, le légataire aura un recours pour le remboursement des dettes éteintes sur le tiers libéré du restant de la succession,

**Art. 40** - Si le legs est consenti pour une quote-part égale à celle d'un des héritiers du testateur, désigné par lui, le légataire aura droit à une part équivalant à celle de cet héritier, en ne tenant pas compte de la part légitimaire (*fard*) de celui-ci.

**Art. 41** - Si le legs est fait pour une part égale à la quote-part de l'un des héritiers du testateur non désigné, ou pour une part équivalant à cette quote-part, le légataire aura droit à une part égale à celle de l'un d'entre eux - en ne tenant pas compte de la part légitime (*fard*) - si les héritiers sont appelés à la succession par portions égales. En cas d'inégalité de parts entre les héritiers, le droit du légataire sera égal à la plus petite quote-part, en ne tenant pas compte de la légitimaire (*fard*).

**Art. 42** - Si le legs porte à la fois sur une part indivise dans la succession et sur la part d'un héritier ou son équivalent, que le testateur ait désigné l'héritier ou ne l'ait pas désigné, l'établissement de la quote-part du légataire qui doit recevoir une part d'héritier se fera comme s'il n'y avait pas d'autre legs. Si la quotité du tiers est dépassée, chacun d'eux contribuera proportionnellement. Si le legs porte sur une somme d'argent déterminée, ou sur un bien de la succession, au lieu de porter sur une part indivise, on évaluera le legs par rapport à l'ensemble de la succession.

**Art. 43** - Si le testateur lègue une somme d'argent déterminée ou un bien, et que la succession comprenne des créances ou des biens à recouvrer, et si le legs dépasse

le tiers du patrimoine actuel, le legs sera réglé sur le tiers des activités existantes, le surplus devant aller aux héritiers.

Au fur et à mesure des recouvrements, le légataire en percevra le tiers jusqu'à épuisement de son droit.

**Art. 44** - Si le legs porte sur une quote-part indivise dans la succession et que celle-ci comprenne une créance ou un bien à recouvrer, le légataire aura droit à sa quote-part dans les biens actuels, et au fur et à mesure des recouvrements il aura aussi droit à sa quote-part.

**Art. 45** - Si le legs consiste en une part indivise dans une catégorie des activités de la succession, et que cette dernière ait une créance ou un bien à recouvrer, le légataire aura droit à sa quote-part dans les biens actuels composant la catégorie dont il est légataire, à la condition de ne pas dépasser le tiers des biens actuels de la succession entière. Dans le cas contraire, il aura droit à sa quote-part réduite dans la proportion du tiers, le reste devant aller aux héritiers. Au fur et à mesure des recouvrements, le légataire percevra le tiers de la catégorie des biens légués, à la condition que cette perception ne porte pas préjudice aux héritiers. Si cette perception leur porte préjudice, le légataire recevra le restant de la quote-part léguée, en prélevant le tiers sur chaque recouvrement jusqu'à parfait acquittement du legs.

**Art. 46** - Dans tous les cas prévus aux articles précédents, si la succession comprend une dette exigible à la charge de l'un des héritiers et que cette dette ait pour objet une chose de genre figurant parmi tout ou partie des activités successorales, la compensation s'opérera à concurrence de la part héréditaire, pour les objets de même nature, et cela sera considéré par le fait même comme une activité actuelle.

Si la dette exigible à la charge de l'héritier n'est pas de même genre que les biens existant dans la succession, la compensation ne se produira pas. Cette dette sera considérée comme une activité présente, si elle est égale ou inférieure à la quote-part de cet héritier dans les activités actuelles. Si la dette est supérieure à sa quote-part, la valeur de celle-ci sera considérée comme une activité actuelle.

Dans ce cas, l'héritier ne recevra sa part dans le bien existant qu'après avoir acquitté sa dette. Faute par lui de ce faire, le juge vendra cette part pour parvenir au règlement de la dette.

Les différentes variétés de monnaie d'argent ou de papier sont considérées comme étant de même genre.

**Art. 47** - Si le legs porte sur un bien de la succession ou sur une chose de genre, et que ce bien ou cette chose ait péri ou ait été reconnu appartenir à un tiers, le légataire n'aura droit rien. Si la perte ou l'éviction n'est que partielle, le légataire aura droit au restant, pourvu que cela ne dépasse pas le tiers de la succession; sinon il en prendra une part égale au tiers.

**Art. 48** - Si le legs porte sur une quote-part indivise dans un bien de la succession et que ce bien ait péri ou ait été reconnu appartenir à un tiers, le légataire n'aura droit à rien. Si la perte ou l'éviction n'est que partielle, le légataire recevra tout son legs sur le restant du bien, si ce restant suffit et ne dépasse pas le tiers de la succes-

sion; sinon il recevra le restant du bien en entier, s'il ne dépasse pas le tiers de la succession, ou en recevra une partie ne dépassant pas le tiers.

**Art. 49** - Si le legs porte sur une part indivise dans une catégorie d'activités successorales et que celle-ci vienne à périr ou soit reconnue appartenir à un tiers, le légataire n'aura droit à rien. Si la perte ou l'éviction est partielle, le légataire n'aura droit qu'à sa part dans le restant à concurrence du tiers, sinon le legs est réductible au tiers.

Le legs portant sur un nombre indivis dans une catégorie de biens est soumis aux mêmes règles que le legs ayant pour objet une part indivise dans cette catégorie.

### **III. Du legs d'usufruit**

**Art. 50** - Si le legs porte sur l'usufruit et est consenti à une personne désignée pour une période déterminée, quant à son début et à son expiration, le légataire aura droit à cet usufruit pendant toute la durée fixée. Si cette durée prend fin avant le décès du testateur, le legs est réputé inexistant. Si le décès du testateur intervient au cours de la durée, le légataire continuera à profiter de l'usufruit pour le restant de la période à courir.

Si la période est déterminée quant à sa durée, sans que les dates de son début et de son expiration soient fixées, celle-ci commencera au décès du testateur.

**Art. 51** - Si l'un des héritiers empêche le légataire de jouir du bien légué, pendant toute ou partie de la période fixée, il lui en devra compensation, à moins que tous les héritiers n'acceptent de lui accorder une autre période de jouissance à titre de dédommagement.

Si l'empêchement provient du fait de tous les héritiers, le légataire aura le droit d'opter entre une autre période de jouissance et le paiement d'une compensation.

Si l'empêchement provient du fait du testateur ou par suite de l'impossibilité du légataire de jouir de l'usufruit, il aura droit à une autre période de jouissance sitôt que l'empêchement aura disparu.

**Art. 52** - Si le legs d'usufruit est établi au profit d'un groupe indéterminé de personnes dont l'extinction n'est pas prévisible ou d'une œuvre de bienfaisance, et est constitué à titre perpétuel ou sans mention de durée, les légataires jouiront indéfiniment de l'usufruit.

Si le legs perpétuel ou fait sans mention de durée est constitué au profit d'un groupe indéterminé de personnes dont l'extinction est prévisible, les légataires bénéficieront de l'usufruit jusqu'à l'extinction du groupe.

Il sera tenu compte des dispositions des deux articles précédents si le legs est établi pour une période dont le point de départ et la fin sont déterminés, ou s'il est fait pour une durée déterminée sans fixation de la date du commencement et de la fin.

**Art. 53** - Si le legs d'usufruit, pour une durée déterminée, est constitué au profit d'un groupe déterminé de personnes et ensuite au profit d'un autre groupe dont l'extinction n'est pas prévisible ou d'un établissement de bienfaisance, et qu'aucun de ces groupes n'existe dans les 33 années du décès du testateur, ou durant la période fixée pour l'usufruit, ou si l'une d'elles a existé durant cette période et a cessé

d'exister avant son expiration, l'usufruit reviendra pour toute la période ou la période restant à courir, suivant le cas, à l'établissement de bienfaisance dont l'utilité est plus générale.

**Art. 54** - Si le bien dont l'usufruit est légué est susceptible d'un usage ou d'une exploitation différents de ceux indiqués par le testateur, le légataire pourra en user ou en jouir de la manière qu'il croira, pourvu que ce soit toujours en bon père de famille.

**Art. 55** - Si le legs porte sur des récoltes ou des fruits, le légataire aura droit à ceux existant lors du décès du testateur et aux fruits ultérieurs, à moins que des présomptions contraires ne commandent une solution différente.

**Art. 56** - Si le legs a pour objet la vente au légataire d'un certain bien moyennant un prix déterminé, ou la location de ce bien au légataire pour une certaine durée moyennant un loyer déterminé, et que le prix ou le loyer soit inférieur au prix ou au loyer normal, le legs recevra exécution si la lésion est grave sans dépasser la valeur du tiers de la succession, ou s'il s'agit d'une lésion légère.

Si cette lésion dépasse la valeur du tiers, le legs ne sera exécuté que si les héritiers consentent à l'excédent ou si le légataire accepte d'en payer la contre-valeur.

**Art. 57** - L'usufruit s'exercera par le partage des récoltes et fruits entre le légataire et les héritiers du testateur, proportionnellement à la quote-part de chaque groupe, ou par un partage de jouissance ou une jouissance successive ou alternative.

**Art. 58** - Si le legs est constitué au profit de deux personnes, l'une comme usufruitière et l'autre comme nu-propriétaire, les impôts ainsi que les frais d'exploitation seront à la charge du bénéficiaire de l'usufruit.

**Art. 59** - Le legs d'usufruit s'éteint: par le décès du légataire avant qu'il ait achevé de jouir de l'usufruit légué en totalité ou en partie; par l'achat par le légataire du bien dont l'usufruit lui est légué; par sa cession de l'usufruit aux héritiers, à titre onéreux ou gratuit; par l'éviction du bien légué.

**Art. 60** - Les héritiers peuvent vendre la nue-propriété du bien dont l'usufruit est légué, sans besoin d'autorisation de la part du légataire.

**Art. 61** - Le legs d'usufruit à une personne déterminée, que ce legs soit perpétuel, viager ou indéfini, donnera au légataire le droit à l'usufruit sa vie durant, pourvu que son droit à l'usufruit se réalise dans les 33 années suivant le décès du testateur.

**Art. 62** - Si le legs porte sur tout ou partie de l'usufruit d'un bien, et qu'il soit perpétuel, viager, indéfini ou pour une durée dépassant dix ans, il sera évalué au prix du bien dont tout ou partie de l'usufruit est légué.

Si le legs est constitué pour une durée ne dépassant pas dix ans, il sera évalué au montant de l'usufruit légué pour la période fixée.

**Art. 63** - Si le legs a pour objet un droit quelconque, sa valeur sera représentée par la différence entre la valeur de ce bien libre et la valeur de ce bien grevé.

#### **IV. Du legs des rentes**

**Art. 64** - Est valable le legs de la rente d'un capital pour une durée déterminée. Dans ce cas, une partie du capital du testateur sera immobilisée pour assurer le service de cette rente d'une façon non préjudiciable aux héritiers.

Si la partie du capital à immobiliser pour assurer l'exécution du testament dépasse la valeur du tiers de la succession et que les héritiers n'y donnent pas leur consentement, il ne sera affecté qu'une portion équivalant au tiers et le legs sera exercé sur la part immobilisée et ses fruits jusqu'à l'acquittement du legs, à concurrence du tiers de la succession évaluée au jour du décès du testateur, ou jusqu'à l'expiration de la durée fixée, ou jusqu'au décès du légataire.

**Art. 65** - Si le legs a pour objet une rente temporaire à prendre sur les revenus de la succession ou de ceux d'un bien qui en fait partie, la succession ou le bien grevé feront l'objet d'une évaluation qui en établira quelle en aurait été la valeur s'ils avaient été libres, et quelle en est la valeur grevée de cette charge. La différence entre ces deux montants représentera la valeur de la rente léguée. Si celle-ci est inférieure au tiers, le legs devra recevoir exécution. Sinon et dans le cas où les héritiers n'y consentiraient pas, il ne s'exercera que sur le tiers, l'excédent de la rente ou des revenus de la succession ou du bien revenant aux héritiers du testateur.

**Art. 66** - Si le legs a pour objet de servir à une personne déterminée la rente d'un capital ou des revenus, et que ce legs est perpétuel, viager ou indéfini, la durée probable de la vie du légataire sera établie suivant l'avis des médecins. Une partie du capital du testateur garantissant le service de cette rente sera immobilisée conformément aux prescriptions de l'art. 64. Si la rente a pour objet des revenus, le bien qui en est la source sera immobilisé dans les conditions prévues à l'art. 65.

Si le légataire décède avant l'époque prévue par les médecins, le restant du legs reviendra à celui des héritiers qui y aura droit ou au légataire éventuellement désigné pour en jouir après lui. Si le capital affecté au service de la rente vient à s'épuiser, ou si le légataire survit au-delà de la durée prévue par les médecins, il n'aura aucun recours contre les héritiers.

**Art. 67** - Si les fruits des biens successoraux immobilisés sont insuffisants pour parfaire la rente constituée sur le capital, une partie de celui-ci sera vendue à concurrence de ce qui est nécessaire pour le service de la rente. Dans le cas où les fruits dépasseraient le montant de la rente, l'excédent fera retour aux héritiers du testateur.

En cas de rente à prélever sur les fruits, tout excédent de ceux-ci sera immobilisé jusqu'à l'expiration de la durée de la rente. Si les fruits des biens successoraux immobilisés venaient, une certaine année, à être insuffisants pour assurer le service de la rente, le complément sera prélevé sur l'excédent en réserve.

Si le testament prévoit que la rente sera servie année par année, ou si une présomption milite en faveur d'une telle interprétation, l'excédent annuel reviendra aux héritiers du testateur.

**Art. 68** - Si la rente est établie au profit d'une institution permanente et est indéfinie ou perpétuelle, il sera immobilisé une portion des biens du testateur dont les

revenus seront suffisants pour assurer le service de la rente. La portion immobilisée ne pourra dépasser le tiers, sauf consentement des héritiers.

Si le rendement de la portion des biens immobilisés dépasse le montant de la rente, cet excédent reviendra à l'établissement légataire. Si cet usufruit est insuffisant pour parfaire la rente, le légataire n'aura pas de recours contre les héritiers.

**Art. 69** - Dans les cas prévus par les articles 64 à 67, les héritiers pourront se faire remettre les biens immobilisés pour le service de la rente et même en disposer, à la condition de déposer toutes les rentes dans un établissement du choix du légataire ou qui serait désigné par le juge. Le dépôt ainsi effectué sera affecté à l'exécution du testament. En cas de décès du légataire avant l'épuisement de ce dépôt, le surplus reviendra aux héritiers.

Par suite de ce dépôt et de son affectation, le légataire n'aura plus aucun droit contre la succession.

**Art. 70** - Le legs d'une rente à percevoir sur les revenus d'un capital ou sur des fruits n'est valable que pour les légataires des deux premières générations qui existaient au moment du décès du testateur. Les médecins établiront la durée probable de la vie de ceux qui existent et les legs seront exécutés conformément aux prescriptions édictées quant aux légataires déterminés.

## **V. Accroissement du legs**

**Art. 71** - Si le testateur modifie les caractéristiques du bien légué, ou s'il y opère des accroissements qui n'en peuvent être détachés, tels que le badigeonnage et le crépissage, le legs comprendra ces modifications et accroissements.

Si ces accroissements sont indépendants du bien légué, tels que des arbres ou des constructions, la plus-value acquise par le bien légué sera partagée entre le légataire et les héritiers.

**Art. 72** - Si le testateur démolit l'immeuble légué, puis le reconstruit dans son état primitif, le legs portera sur le nouveau bien, même si les caractéristiques en sont modifiées.

Si la construction est conçue différemment, la valeur de tout l'immeuble sera partagée entre le légataire et les héritiers.

**Art. 73** - Si le testateur démolit la construction léguée et ajoute à sa propriété le terrain sur lequel elle était élevée, et qu'il y édifie un nouvel immeuble, le légataire deviendra intéressé dans le tout avec les héritiers, en proportion de la valeur de son terrain.

**Art. 74** - Par dérogation aux prescriptions des articles 71 alinéa 2, 72 alinéa 2 et 73, si les impenses faites par le testateur ou les améliorations apportées à l'immeuble sont de celles qu'on tolère d'habitude, elles feront partie du legs. Les augmentations non admises par l'usage seront néanmoins comprises dans le legs s'il existe une présomption qui indique que telle a été la volonté du testateur.

**Art. 75** - Si le testateur englobe la construction du bien légué à celle d'un autre bien lui appartenant, de telle sorte qu'il soit impossible de remettre au légataire le bien



légué exclusivement, le légataire deviendra intéressé avec les héritiers dans la proportion de la valeur du legs.

## **VI. Du testament obligatoire**

**Art. 76** - Si le *de cuius* ne lègue pas à la descendance de son enfant décédé de son vivant, ou décédé en même temps que lui, même virtuellement, la part qui serait revenue à cet enfant dans sa succession à lui, si l'enfant avait survécu, la descendance aura droit obligatoirement à un legs de valeur égale à la quote-part qu'aurait eue son auteur, mais dans la limite du tiers, et ce à la condition de n'être pas héritière, ou que le *de cuius* ne lui ait pas cédé à titre gratuit l'équivalent de cette quote-part. Si le montant de cette donation est inférieur à cette quote-part, le complément lui sera dû.

Cette disposition profitera à la première lignée des enfants des filles et aux enfants des fils, à quelque degré que ces derniers appartiennent. Chaque ascendant exclura le descendant, mais non les descendants d'une autre branche. La part de chaque ascendant sera répartie entre ses descendants, à quelque degré qu'ils appartiennent, conformément au droit successoral, au même titre que si son ascendant qui le relie au *de cuius* était décédé après celui-ci, et que son décès soit survenu dans l'ordre des lignées.

**Art. 77** - Si le *de cuius* lègue à une personne ayant obligatoirement droit à un legs, une part supérieure à celle à laquelle elle a droit, l'excédent constituera un legs facultatif. Si la valeur de la disposition est inférieure à la valeur de la part revenant à cette personne, elle aura droit à un complément pour parfaire sa part.

S'il dispose en faveur de quelques-unes de ces personnes, à l'exclusion d'autres, celles-ci auront droit à leur quote-part.

La part de celui qui n'a pas bénéficié d'une disposition testamentaire et le complément de la part de celui auquel il aura été légué moins que sa part, seront prélevés sur le restant du tiers de la succession. Si ce tiers est insuffisant, la réduction aura lieu sur le legs facultatif.

**Art. 78** - Le legs obligatoire a la priorité sur les autres legs.

Si le *de cuius* n'a pas testé en faveur des personnes qui ont droit à un legs obligatoire et a institué des legs au profit d'autres personnes, chacun des ayants droit au legs obligatoire prélèvera son dû sur le reste du tiers de la succession s'il suffit; sinon le complément sera prélevé sur le legs fait à autrui.

**Art. 79** - Dans tous les cas prévus aux deux articles précédents, le surplus des legs facultatifs sera réparti proportionnellement entre les ayants droit, en observant les règles relatives au legs facultatif.

## **VII. Cumul de legs**

**Art. 80** - Si les legs institués excèdent la valeur du tiers de la succession, que les héritiers les approuvent mais que la succession est insuffisante pour les régler; ou si les héritiers ne consentent pas à l'excédent du tiers et que celui-ci est insuffisant, la succession ou le tiers, suivant le cas, sera partagé entre les légataires proportionnellement entre eux, en observant que chaque légataire exerce son droit exclusivement sur le bien qui lui est légué.

**Art. 81** - Si le legs est fait en vue d'actes propitiatoires et que ces actes soient de même nature, ils auront un droit égal au legs; si ces actes sont de nature différente, les actes obligatoires (*fara'id*) primeront les actes dus (*wajibat*), et les actes dus primeront les actes agréables au Créateur (*nawafil*).

**Art. 82** - S'il y a plusieurs legs de rente et que certains des légataires décèdent, ou si l'une des institutions bénéficiaires du legs s'éteint, leur part reviendra aux héritiers du testateur.

### **Dispositions du Code civil égyptien<sup>110</sup>**

**Art. 17** - 1) Les successions, testaments et autres dispositions à cause de mort seront régis par la loi nationale du *de cuius*, du testateur ou du disposant au moment du décès.

2) Toutefois, la forme du testament sera régie par la loi nationale du testateur au moment du testament ou par la loi du lieu où le testament est accompli. Il en est de même de la forme des autres dispositions à cause de mort.

**Art. 131** - 1) Les choses futures peuvent être l'objet d'une obligation.

2) Cependant, toute convention sur la succession d'une personne vivante est nulle, même si elle est faite de son consentement, sauf dans les cas prévus par la loi.

**Art. 145** - Sous réserve des règles relatives à la succession, le contrat produit effet entre les parties et leurs ayants-cause à titre universel (*asab*), à moins qu'il ne résulte de la convention, de la nature de l'affaire ou d'une disposition légale, que le contrat ne produit point d'effet à l'égard des ayants-cause à titre universel (*asab*).

**Art. 155** - 1) Le stipulant peut, à l'exclusion de ses créanciers et de ses héritiers, et à moins que ce ne soit contraire à l'esprit du contrat, révoquer la stipulation jusqu'à ce que le bénéficiaire ait déclaré au débiteur ou au stipulant vouloir en profiter.

2) Sauf convention contraire, expresse ou tacite, cette révocation ne libère pas le débiteur envers le stipulant. Celui-ci peut substituer au tiers un autre bénéficiaire, ou s'appliquer à lui-même le bénéfice de l'opération.

**Art. 194** - 1) En cas de décès du gérant, ses héritiers se trouvent tenus des mêmes obligations que celles des héritiers du mandataire, conformément à l'article 717, al. 2.

2) En cas de décès du maître de l'affaire, le gérant demeure tenu envers les héritiers des mêmes obligations que celles dont il était tenu envers leur auteur.

**Art. 280** - 1) lorsqu'il y a solidarité entre les créanciers, le débiteur peut payer à l'un ou à l'autre des créanciers, à moins que l'un d'eux ne s'oppose à ce paiement.

2) Toutefois, la solidarité n'empêche pas que la créance se divise entre les héritiers du créancier solidaire, à moins qu'elle ne soit elle-même indivisible.

**Art. 302** - 1) Lorsqu'il y a plusieurs créanciers ou plusieurs héritiers d'un même créancier, chacun des créanciers ou héritiers pourra exiger l'exécution entière de

---

<sup>110</sup> Traduction officielle, J.O. no 108 extraordinaire du 29 juillet 1948, Ministère de la Justice, le Caire, 1998.

l'obligation indivisible. Si l'un d'eux fait opposition au paiement, le débiteur devra s'exécuter entre les mains de tous les créanciers réunis ou consigner l'objet de l'obligation.

2) Les cocréanciers auront recours contre le créancier qui a reçu le paiement, chacun pour sa part.

**Art. 378 -** 1) Se prescrivent par un an les créances suivantes:

a) Les sommes dues aux marchands et fabricants pour les fournitures faites à des personnes qui ne font pas commerce des objets fournis, ainsi que celles dues aux hôteliers et restaurateurs pour le logement, la nourriture ou les débours faits pour leurs clients;

b) Les sommes dues aux ouvriers, domestiques et salariés pour leurs journées ou salaires et pour leurs fournitures.

2) Celui qui invoque cette prescription d'un an doit prêter serment qu'il a effectivement acquitté la dette. Le juge défère, d'office, le serment. Si le débiteur est décédé, le serment est déféré aux héritiers, ou, s'ils sont mineurs, à leurs tuteurs, pourvu qu'ils aient à déclarer qu'ils ne savent pas que la dette existe ou qu'ils savent que le paiement a eu lieu.

**Art. 470 -** Les dispositions prévues à l'article précédent ne s'appliquent pas dans les cas suivants:

a) Lorsque le droit litigieux fait partie d'un ensemble de biens vendus en bloc pour un prix unique;

b) Lorsque le droit litigieux est un droit indivis entre plusieurs héritiers ou copropriétaires dont l'un a vendu sa quote-part à l'autre;

c) Lorsque le débiteur cède à son créancier un droit litigieux en paiement de ce qui lui est dû;

d) Lorsque le droit litigieux constitue une charge grevant un immeuble et qu'il est cédé au tiers détenteur de cet immeuble.

Vente d'hérédité

**Art. 473 -** Celui qui vend une hérédité, sans en spécifier les éléments en détail, ne garantit que sa qualité d'héritier, à moins de stipulation contraire.

**Art. 474 -** En cas de vente d'une hérédité, le transport des droits qu'elle comprend n'aura lieu à l'égard des tiers que par l'accomplissement des formalités requises pour la transmission de chacun de ces droits. Si la loi prescrit des formalités pour opérer la transmission de ces droits entre parties, ces formalités doivent également être remplies.

**Art. 475 -** Si le vendeur avait touché quelques créances ou vendu quelques biens appartenant à l'hérédité, il doit rembourser à l'acheteur ce qu'il a ainsi reçu, à moins qu'il n'ait expressément stipulé lors de la vente une clause de non-remboursement.

**Art. 476 -** L'acheteur doit rembourser au vendeur ce que celui-ci a payé pour les dettes de la succession et lui tenir compte de tout ce dont il était créancier vis-à-vis de la succession, sauf convention contraire.

**Art. 477** - 1) La vente consentie par une personne dans sa dernière maladie, au profit d'une personne héritière ou non héritière, à un prix inférieur à la valeur de l'objet au moment du décès, est opposable aux héritiers si la différence entre la valeur et le prix ne dépasse point le tiers de la succession, y compris le bien vendu.

2) Si cette différence dépasse le tiers de la succession, la vente n'est opposable aux héritiers en ce qui concerne l'excédent du tiers que si ces derniers la ratifient ou si l'acheteur restitue à la succession ce qu'il faut pour parfaire les deux tiers.

3) Les dispositions prévues à l'article 916 s'appliquent à la vente faite dans la dernière maladie.

**Art 489** - Le donateur ou ses héritiers qui exécutent volontairement une donation nulle pour vice de forme ne peuvent demander la restitution de ce qu'ils ont délivré.

**Art. 528** - 1) La société finit par le décès, l'interdiction, la déconfiture ou la faillite de l'un des associés.

2) Toutefois, il peut être convenu qu'en cas de décès d'un associé, la société continuera avec ses héritiers même s'ils sont mineurs.

3) Il peut aussi être convenu qu'en cas de décès, d'interdiction, de déconfiture, de faillite de l'un des associés ou de son retrait conformément aux dispositions de l'article suivant, la société continuera entre les autres associés. Dans ce cas, cet associé ou ses héritiers n'auront que sa part dans l'actif social. Cette part qui devra être payée en argent sera estimée selon sa valeur au jour où s'est produit l'événement à la suite duquel l'associé a cessé de faire partie de la société. L'associé ne participera aux droits ultérieurs que dans la mesure où ces droits proviendraient d'opérations antérieures à cet événement.

**Art. 601** - 1) Le bail ne prend fin à la mort du bailleur ni à celle du preneur.

2) Néanmoins, en cas de décès du preneur, ses héritiers peuvent demander la résiliation du bail s'ils prouvent que, par suite de la mort de leur auteur, les charges du bail sont devenues trop onéreuses en considération de leurs ressources, ou que le bail excède leurs besoins. Dans ce cas, les délais de congé, prévus à l'article 563, doivent être observés, et la demande en résiliation doit être formée dans les six mois au plus à partir de la mort du preneur.

**Art. 602** - Si le bail n'a été consenti au preneur qu'en raison de sa profession ou d'autres considérations relatives à sa personne, ses héritiers ou le bailleur peuvent à son décès, demander la résiliation du bail.

**Art. 627** - 1) Lorsque l'amodiation cesse avant l'expiration de son terme, le bailleur doit rembourser au preneur ou à ses héritiers les dépenses faites pour la récolte qui n'est pas encore arrivée à maturité et payer une indemnité équitable pour tout le travail que le preneur a fourni.

2) Toutefois, si l'amodiation cesse par la mort du preneur, ses héritiers, au lieu d'exercer leur droit à se faire rembourser les dépenses susindiquées, peuvent, s'ils sont à même de continuer convenablement l'exploitation, prendre la place de leur auteur jusqu'à la maturité de la récolte.

**Art. 666** - Le contrat d'entreprise est dissous par le décès de l'entrepreneur si ses aptitudes personnelles ont été prises en considération lors de la conclusion du contrat. Dans le cas contraire, le contrat n'est pas dissous de plein droit et l'auteur de la commande ne peut, en dehors des cas auxquels s'applique l'article 663, le résilier que si les héritiers de l'entrepreneur n'offrent pas les garanties suffisantes pour la bonne exécution de l'ouvrage.

**Art. 667** - 1) En cas de dissolution du contrat par suite du décès de l'entrepreneur, l'auteur de la commande est tenu de payer à la succession la valeur des travaux accomplis et des dépenses effectuées en vue de l'exécution du reste, et ce dans la mesure où ces travaux et ces dépenses lui sont utiles.

2) L'auteur de la commande peut, de son côté, demander la remise, moyennant une indemnité équitable, des matériaux préparés et des plans dont l'exécution a commencé.

**Art. 717** - 1) Quelle que soit la cause d'extinction du mandat, le mandataire doit mettre en état les affaires commencées, de manière à ce qu'elles ne périssent pas.

2) Au cas où le mandat s'éteint par la mort du mandataire, ses héritiers doivent, s'ils sont capables et ont eu connaissance du mandat, informer immédiatement le mandant de la mort de leur auteur, et pourvoir à ce que les circonstances exigent dans l'intérêt du mandant.

**Art. 723** - Si l'héritier du dépositaire vend, de bonne foi, la chose déposée, il n'est tenu que de payer au propriétaire le prix qu'il a reçu, ou de lui céder ses droits contre l'acquéreur. S'il l'a aliénée à titre gratuit, il doit en payer la valeur au moment de l'aliénation.

**Art. 758** - 1) Dans l'assurance sur la vie, il peut être convenu de payer la somme assurée soit à des personnes déterminées, soit à des personnes à désigner ultérieurement par l'assuré.

2) L'assurance sera réputée faite au profit de personnes déterminées si l'assuré déclare dans la police que l'assurance est contractée au profit de son conjoint ou de ses enfants ou descendants nés ou à naître ou à ses héritiers sans désignation de nom. Si l'assurance est contractée au profit des héritiers, sans désignation de nom, ceux-ci auront droit à la somme assurée, chacun en proportion de sa part successorale. Ce droit leur est acquis au cas même où ils auraient renoncé à la succession.

3) On entend par conjoint la personne qui possède cette qualité, au moment du décès de l'assuré; par enfants, les descendants de la personne qui seront à ce moment appelés à la succession.

**Art. 851** - Les membres d'une même famille, ayant un travail ou des intérêts communs, peuvent convenir par écrit de créer une communauté familiale. Cette communauté se compose, soit d'un héritage, s'ils conviennent de le laisser en tout ou en partie, en communauté familiale, soit de tout autre bien leur appartenant s'ils le mettent en communauté familiale.

**Art. 872** - 1) Le trésor enfoui ou caché, dont la propriété ne peut être établie au profit de personne, appartient au propriétaire ou au nu-propriétaire du fonds où il a été découvert.

2) Le trésor découvert dans un bien *waqf* appartient en propre au constituant du *waqf* et à ses héritiers.

## **2 - Succession et liquidation**

**Art. 875** - 1) La détermination des héritiers et de leurs parts héréditaires et la dévolution des biens successoraux sont régies par les règles du droit musulman et les lois qui les concernent.

2) Les dispositions suivantes s'appliquent à la liquidation de la succession.

### **Nomination du curateur de la succession**

**Art. 876** - À défaut de désignation d'un exécuteur testamentaire par le défunt, le tribunal peut, à la requête de tout intéressé et s'il l'estime nécessaire, nommer comme curateur de la succession, la personne choisie par les héritiers à l'unanimité; à défaut d'unanimité, le juge choisit un curateur, de préférence parmi les héritiers, après les avoir entendus.

**Art. 877** - 1) La personne nommée comme curateur peut décliner cette mission ou y renoncer après son entrée en fonction et ce conformément aux règles du mandat.

2) Le juge peut également pour de justes motifs, soit à la requête de tout intéressé, soit à la requête du ministère public, soit même d'office, révoquer le curateur et le remplacer par un autre.

(1) Le troisième alinéa est abrogé en vertu de l'article 86 de la loi n° 100 de 1964 portant sur l'organisation de bail et de disposition des immeubles qui appartiennent en propre à l'État.

**Art. 878** - 1) La désignation d'un exécuteur testamentaire par le défunt doit être confirmée par le juge.

2) Les dispositions applicables au curateur de la succession s'appliquent également à l'exécuteur testamentaire.

**Art. 879** - 1) Le greffier du tribunal doit inscrire, jour par jour, les ordonnances portant nomination des curateurs et confirmation des exécuteurs testamentaires dans un registre public tenu aux noms des défunts selon les formes prescrites pour les répertoires. Il doit être fait mention en marge du registre de toute ordonnance de révocation et de toute renonciation.

2) L'inscription de l'ordonnance de nomination des curateurs aura à l'égard des tiers, dans leurs transactions avec les héritiers au sujet des immeubles successoraux, le même effet que la mention prévue à l'article 914.

**Art. 880** - 1) Aussitôt nommé, le curateur prend possession des biens successoraux et procède à leur liquidation sous le contrôle du tribunal; il peut demander au tribunal une rétribution équitable pour l'accomplissement de sa mission.

2) La succession supporte les frais de la liquidation. Ces frais seront privilégiés au même rang que les frais judiciaires.

**Art. 881** - Le tribunal doit prendre, le cas échéant, toutes les mesures urgentes nécessaires pour la conservation de la succession, soit à la requête de tout intéressé, soit à la diligence du ministère public, soit même d'office; il peut notamment or-

donner l'apposition des scellés et le dépôt des numéraires, des valeurs mobilières et des objets précieux.

**Art. 882** - 1) Le curateur doit immédiatement prélever, sur les biens successoraux, les frais d'inhumation et les dépenses des cérémonies funéraires selon la condition du défunt. Il doit également obtenir une ordonnance du juge de service l'autorisant à servir une pension alimentaire suffisante, dans une mesure raisonnable, aux héritiers qui étaient entretenus par le défunt, jusqu'à la liquidation définitive, à charge d'imputer sur la part héréditaire de chaque héritier la pension alimentaire qui lui a été accordée.

2) Toute contestation au sujet de cette pension alimentaire sera vidée par le juge de service.

### **Inventaire de la succession**

**Art. 883** - 1) Dès l'inscription de l'ordonnance de nomination du curateur, les créanciers de la succession ne peuvent exercer aucune poursuite contre la succession; ils ne pourront continuer les poursuites déjà entamées que contre le curateur.

2) Toute distribution ouverte à l'encontre du défunt et dont le règlement définitif n'est pas encore clôturé, doit être suspendue, à la demande de tout intéressé, jusqu'au règlement de toutes les dettes successorales.

**Art. 884** - Aucun héritier ne peut, jusqu'à la remise du certificat d'hérédité prévu à l'article 901, disposer des biens héréditaires; il ne peut également ni recouvrer les créances successorales, ni opposer la compensation de ses propres dettes aux débiteurs de la succession.

**Art. 885** - 1) Le curateur est tenu, pendant la liquidation, de prendre, à l'égard des biens successoraux, les mesures conservatoires et de faire les actes d'administration nécessaires; il doit également représenter la succession en justice, et procéder au recouvrement des créances successorales exigibles.

2) Le curateur est responsable, même s'il n'est pas rémunéré, au même titre que le mandataire rémunéré. Le juge peut lui demander de rendre compte de sa gestion, à des intervalles périodiques.

**Art. 886** - 1) Le curateur doit faire une sommation publique aux créanciers et aux débiteurs de la succession les invitant à produire un état de leurs créances et de leurs dettes dans un délai de trois mois à compter de la dernière publication de la sommation.

2) Cette sommation doit être affichée à la porte principale de la résidence du municipal (*omdeh*) dans la ville ou le village où se trouvent les biens successoraux, ou à la porte principale du poste de police dans les villes où se trouvent situés ces biens et au tableau du tribunal de justice sommaire dans la circonscription duquel se trouvait le dernier domicile du défunt. Elle doit être publiée dans un journal quotidien des plus répandus.

**Art. 887** - 1) Le curateur doit, dans un délai de quatre mois à partir du jour de sa nomination, déposer au greffe du tribunal un état de l'actif et du passif de la succession avec estimation de la valeur des biens. Il doit également, dans ce délai, aviser tout intéressé par lettre recommandée de ce dépôt.

2) Il peut demander au juge une prolongation de ce délai, si cette prolongation est justifiée par les circonstances.

**Art. 888** - 1) Le curateur peut avoir recours, pour la confection de l'inventaire et l'estimation des biens successoraux, à des experts ou à des personnes ayant une compétence spéciale.

2) Il doit inventorier les créances et les dettes que révèlent les papiers du défunt ou qui sont constatées dans les registres publics ou qui parviennent à sa connaissance de toute autre manière. Les héritiers doivent signaler au curateur les dettes et les créances de la succession à eux connues.

**Art. 889** - Toute personne, même héritière, qui s'empare dolosivement d'une partie de l'actif de la succession, est passible de la peine du détournement.

**Art. 890** - 1) Toute contestation relative à l'exactitude de l'inventaire, notamment quant à l'omission de biens, créances, ou dettes de la succession ou à leur inscription, est portée devant le tribunal, sur requête, à la demande de tout intéressé, dans les trente jours qui suivent la notification du dépôt de l'inventaire.

2) Le tribunal procède à une vérification. S'il estime que la réclamation est sérieuse, il la retient par ordonnance qui sera susceptible d'opposition conformément aux dispositions du Code de procédure.

3) Si la contestation n'a pas été portée devant la justice, le tribunal fixera un délai dans lequel les intéressés saisiront le tribunal compétent qui y statuera avec célérité.

### **Règlement des dettes successorales**

**Art. 891** - À l'expiration du délai fixé pour les contestations relatives à l'inventaire, le curateur procède, après autorisation du tribunal, au règlement des dettes successorales incontestées. Les dettes contestées seront réglées après le vidé définitif du litige.

**Art. 892** - Au cas d'insolvabilité actuelle ou éventuelle de la succession, le curateur doit suspendre tout règlement de dette, même incontestée, jusqu'au vidé définitif de tous les litiges relatifs aux dettes successorales.

**Art. 893** - 1) Le curateur procède au règlement des dettes successorales avec les fonds provenant des créances successorales recouvrées, l'argent liquide de la succession, le produit de la vente des valeurs mobilières selon le cours du marché, et le produit de la vente des meubles, et en cas d'insuffisance, des immeubles successoraux.

2) La vente des meubles et des immeubles successoraux a lieu aux enchères publiques, dans les formes et délais prévus pour les ventes forcées, à moins d'accord de tous les héritiers et, en cas d'insolvabilité de la succession, de tous les créanciers aussi, pour procéder à la vente sous une autre forme ou de gré à gré. Dans tous les cas, les héritiers peuvent se rendre acquéreurs des biens successoraux vendus.

**Art. 894** - Le tribunal peut, à la demande de tous les héritiers, prononcer l'exigibilité d'une dette, en fixant la somme due au créancier, conformément à la disposition de l'article 544.



**Art. 895** - 1) À défaut d'accord unanime entre les héritiers pour demander qu'une dette à terme soit déclarée exigible, le tribunal procède à la répartition des dettes non échues, ainsi que de l'actif successoral de façon à ce que chaque héritier prenne de l'ensemble des dettes ainsi que de l'ensemble des biens de la succession une portion correspondant en définitive à la valeur nette de sa quote-part héréditaire.

2) Le tribunal constitue au profit de chaque créancier successoral une sûreté suffisante sur un bien meuble ou immeuble, tout en conservant à celui qui bénéficiait d'une sûreté spéciale cette même sûreté. En cas d'impossibilité d'y satisfaire, même par une sûreté complémentaire à fournir par les héritiers sur leurs propres biens ou par tout autre arrangement, le tribunal constitue cette sûreté sur la masse des biens successoraux.

3) Dans tous ces cas, si la sûreté portant sur un immeuble n'a pas déjà été l'objet d'une publicité, il devra y être procédé conformément aux dispositions relatives à la publicité du droit d'affectation.

**Art. 896** - Tout héritier peut, après la répartition des dettes non échues, effectuer par anticipation le paiement de la partie qui lui incombe, conformément à l'article 894.

**Art. 897** - Les créanciers successoraux dont les créances n'ont pas été réglées faute d'avoir figuré à l'inventaire et qui ne sont pas garanties par des sûretés grevant les biens de la succession, n'ont aucun recours contre le tiers qui a acquis de bonne foi un droit réel sur ces biens, mais ils ont un recours contre les héritiers pour leur enrichissement.

**Art. 898** - Le curateur procède, après le règlement des dettes successorales, à l'exécution des legs et des autres charges.

### **Remise et partage des biens successoraux**

**Art. 899** - L'excédent, après l'acquiescement des obligations de la succession, revient aux héritiers en proportion de leurs parts héréditaires.

**Art. 900** - 1) Le curateur remet aux héritiers les biens successoraux qui leur sont dévolus.

2) Les héritiers peuvent, dès l'expiration du délai fixé pour les contestations relatives à l'inventaire, demander la remise provisoire, avec ou sans caution, de tout ou partie des objets ou du numéraire qui ne sont pas nécessaires pour la liquidation de la succession.

**Art. 901** - Le tribunal remet à l'héritier qui présente un *ilam char'i* ou tout autre titre équivalent, un certificat constatant son droit d'héritier, l'étendue de sa part successorale ainsi que la désignation des biens successoraux qui lui sont dévolus.

**Art. 902** - Tout héritier peut demander au curateur de lui remettre sa part héréditaire à l'état divis, à moins qu'il ne soit tenu de demeurer dans l'indivision en vertu d'une convention ou d'une disposition de la loi.

**Art. 903** - 1) Au cas où la demande en partage doit être accueillie, le curateur procède au partage à l'amiable, lequel ne devient définitif qu'après l'approbation unanime des héritiers.

2) À défaut d'unanimité, le curateur doit intenter une action en partage conformément aux dispositions de la loi; les frais de cette action seront mis à la charge de la succession et imputés sur les parts héréditaires des copartageants.

**Art. 904** - Les règles relatives au partage, notamment celles concernant la garantie de trouble et d'éviction, la lésion, et le privilège du copartageant, s'appliquent au partage de la succession. Sont également applicables les dispositions suivantes.

**Art. 905** - À défaut d'accord entre les héritiers sur le partage des papiers de famille ou des objets ayant pour les héritiers une valeur d'affection envers le défunt, le tribunal ordonne soit la vente de ces objets, soit leur attribution à l'un des héritiers, avec ou sans imputation de leur valeur sur sa part héréditaire, en tenant compte tant des usages que des circonstances personnelles propres à chaque héritier.

**Art. 906** - S'il existe parmi les biens héréditaires une exploitation agricole, industrielle ou commerciale constituant une unité économique distincte, elle doit être attribuée entièrement à celui des héritiers qui la demande s'il est le plus capable de s'en charger. Le prix de cette entreprise est fixé selon sa valeur et s'impute sur la part de l'héritier. Si les héritiers sont également capables de se charger de l'exploitation, elle est attribuée à celui d'entre eux qui offre le prix le plus fort, pourvu que ce prix ne soit pas inférieur au prix courant des choses semblables.

**Art. 907** - Si, lors du partage, une créance successorale est attribuée à l'un des héritiers, les autres cohéritiers ne le garantissent pas, à défaut de convention contraire, contre l'insolvabilité du débiteur, postérieure au partage.

**Art. 908** - Est valable le testament ayant pour objet le partage des biens de la succession entre les héritiers du testament, pourvu que la part de chaque héritier ou de certains héritiers soit déterminée. Si la valeur de la part attribuée à l'un d'eux dépasse sa quote-part héréditaire, l'excédent est réputé être un legs.

**Art. 909** - Le partage par disposition à cause de mort peut toujours être révoqué. Il devient irrévocable au décès du testateur.

**Art. 910** - Si le partage ne comprend pas tous les biens du défunt au jour de son décès, ceux de ces biens qui n'ont pas été compris dans le partage sont dévolus à l'état indivis aux héritiers conformément aux règles relatives aux successions.

**Art. 911** - Si un ou plusieurs des héritiers éventuels compris dans le partage viennent à décéder avant le décès de leur auteur, la part divisée qui leur était attribuée est dévolue à l'état indivis aux autres héritiers conformément aux règles relatives aux successions.

**Art. 912** - Les règles du partage, sauf celles relatives à la lésion, s'appliquent au partage par disposition à cause de mort.

**Art. 913** - Si le partage ne comprend pas les dettes successorales ou si les créanciers n'approuvent pas le partage qui comprend ces dettes, tout héritier peut, au cas où celles-ci ne sont pas réglées d'accord avec les créanciers, demander le partage de la succession conformément à l'article 895. Dans ce cas il doit être tenu compte, autant que possible, du partage fait par le défunt et des considérations qui l'ont déterminé.

### **Règles applicables aux successions non liquidées**

Art. 914 - Au cas où la succession n'a pas été liquidée conformément aux dispositions précédentes, les créanciers chirographaires successoraux peuvent poursuivre le paiement de leurs créances ou de leurs legs sur les immeubles successoraux aliénés ou grevés de droits réels au profit des tiers, s'ils ont fait mention en marge de leurs créances conformément aux dispositions de la loi.

### **3 - Testament**

**Art. 915** - Le testament est régi par les règles du droit musulman et par les lois y relatives.

**Art. 916** - 1) Tout acte juridique accompli par une personne pendant sa dernière maladie dans un but de libéralité est censé être une disposition testamentaire et doit être régi par les règles du testament, quelle que soit la dénomination donnée à cet acte.

2) Les héritiers du disposant sont tenus de prouver que l'acte juridique a été accompli par leur auteur pendant sa dernière maladie. Cette preuve doit être administrée par tous les moyens. Si l'acte n'a pas acquis date certaine, il ne fait pas preuve de sa date à l'égard des héritiers.

3) Si les héritiers prouvent que l'acte a été accompli par leur auteur pendant sa dernière maladie, cet acte est censé être fait dans un but de libéralité, à moins que le bénéficiaire ne prouve le contraire. Le tout sauf dispositions spéciales contraires.

**Art. 917** - À moins de preuve contraire, lorsqu'une personne fait un acte de disposition au profit d'un de ses héritiers tout en se réservant, d'une manière quelconque, la possession et la jouissance de la chose objet de cette aliénation, pour la durée de sa vie, l'acte est censé être une disposition testamentaire et doit être régi par les règles du testament.

**Art. 993** - 1) Le droit d'usufruit prend fin par l'expiration du terme fixé. À défaut de fixation d'un terme, il est censé constitué pour la vie de l'usufruitier. Il s'éteint, en tout cas, par le décès de l'usufruitier même avant l'expiration du terme fixé.

2) Si la terre grevée par l'usufruit est occupée, à l'expiration du terme ou au décès de l'usufruitier, par des récoltes sur pied, elle est laissée à l'usufruitier ou à ses héritiers jusqu'à la maturité des récoltes, à charge par eux de payer le loyer de la terre pour cette période.

**Art. 1008** - 1) Le droit de *hekr* [emphytéose] prend fin à l'expiration du terme fixé.

2) Toutefois, ce droit prend fin avant l'expiration du terme si le concessionnaire du *hekr* décède avant d'avoir construit ou planté, à moins que tous les héritiers ne demandent le maintien du *hekr*.

3) Le droit de *hekr* prend fin également avant l'expiration du terme, si le fonds grevé de *hekr* cesse d'être bien *waqf*, à moins que cette cessation n'ait lieu à la suite de la révocation du *waqf* ou de la réduction de sa durée par le constituant, auquel cas le *hekr* subsiste jusqu'à l'expiration de sa durée.



## Bibliographie

- 'Abd-Allah, 'Umar: Ahkam al-mawarith fil-shari'ah al-islamiyyah, Dar al-ma'ratif, le Caire, 1973.
- 'Abd-al-Latif, Hasan Subhi Ahmad: Ahkam al-mawarith fil-shari'ah al-islamiyyah, Mu'assasat shabab al-jami'ah, Alexandrie, 1975.
- 'Abd-al-Qadir 'Izzat: Al-marja' fil-shahr al-'aqari wal-tawthiq, Al-Nisr al-dhahabi, le Caire, 1998.
- 'Abd-al-Salam, Sa'id Sa'd: Al-wajiz fi qanun al-shahr al-'aqari wal-sijil al-'ayni, Dar al-nahdah al-'arabiyyah, le Caire, 2008.
- Abu-Ghunaymah, 'Abd-al-'Aziz: Tabi'at huquq al-da'inin fil-tarikat, Dar murjan lil-tiba'ah, [le Caire], 1982.
- Abu-Zahrah, Muhammad: Ahkam al-tarikat wal-mawarith, Dar al-fikr al-'arabi, le Caire, 1979.
- Abu-Zahrah, Muhammad: Sharh qanun al-wasiyyah, Dar al-fikr al-'arabi, le Caire, 1978.
- Al-'Amrusi, Anwar: Al-ta'liq 'ala nusus al-qanun al-madani al-mu'addal, vol. 5, [le Caire], 1996.
- Al-'Azbawi, Hasan: Al-mawsu'ah al-qanuniyyah li-ahkam al-tarikat, Matab'at Al-Malliji, [le Caire], 1987.
- Al-Bardisi, Muhammad Zakariyya: Al-mirath, Dar al-nahdah al-'arabiyyah, le Caire, 1967.
- Al-Birri, Zakariyya: Al-wasit fi-ahkam al-tarikat wal-mawarith, 4e édition, Dar al-nahdah al-'arabiyyah, le Caire, 1977.
- Al-Buni, Muhsin 'Abd-al-Hamid Ibrahim: Nadhariyyat al-warith al-dhahir, Maktabat al-jala' al-jadidah, Al-Manusrah, 1993.
- Al-Daghistani, Miriyam Ahmad: Al-mawarith fil-shari'ah al-islamiyyah 'ala al-madhahib al-arba'ah wal-'abal 'alayh fil-mahakim al-masriyyah, Dar al-ma'arif, le Caire, 1984.
- Al-Husayni, Midhat Muhammad: Ijra'at al-shahr al-'aqari, Dar al-matbu'at al-jami'iyyah, Alexandrie, 1992.
- Al-Jammal, Mustafa Muhammad: Nidham al-mulkiyyah, Mansha'at al-ma'arif, Alexandrie, 1985.
- Al-Jarihi, 'Abd Rab-al-Nabi 'Ali: Al-Zawaj al-'urfi: almuskilah wal-hal, Dar al-rawdah, le Caire, 2002.
- Al-Jundi, Ahmad Nasr: Al-mawarith fil-shar'a wal-qanun, Dar al-kutub al-qanuniyyah, le Caire, 2008.
- Al-Maghribi, Muhammad Najib 'Awadayn: Ahkam al-tarikat wa-fasafatiha dil-fiqh wal-qanun, Dar al-thaqafah al-'arabiyyah, le Caire, 2006.

- Al-Minshawi, 'Abd-al-Hamid: *Ijra'at al-shahr al-'aqari wl-muharrarat al-wajibat al-shahr*, Al-maktab al-'arabi al-hadith, Alexandrie, 2004.
- Al-Muslimi, 'Aliq 'Abd-Allah Ibrahim: *Al-mawarith fil-islam*, Al-Ahram, le Caire, 1989.
- Al-Sanhouri, 'Abd-al-Razzaq Ahmad: *Al-wasith fi sharh al-qanun al-madani*, vol. 9, Mansha'at al-ma'arif, Alexandrie, 2004.
- Al-Sanhouri, 'Abd-al-Razzaq Ahmad: *Al-wasith fi sharh al-qanun al-madani*, vol. 4, Mansha'at al-ma'arif, Alexandrie, 2004.
- Al-Shafi'i, Ahmad Mahmud: *Ahkam al-wasiyyah wal-waqf*, [le Caire], 1978.
- Al-Sharnabasi, Ramadan 'Ali Al-Sayyid et Jamal-al-Din, Muhammad: *Al-wajiz fi ahkam al-mirath wal-wasiyyah*, Mu'assasat al-thaqafah al-jami'iyah, Alexandrie, 1994.
- Al-Sharnabasi, Ramadan 'Ali Al-Sayyid: *Ahkam al-mirath bayn al-shari'ah wal-qanun*, Mansha'at al-ma'arif, Alexandrie, 2002.
- Al-Shawarbi, 'Abd-al-Hamid: *Ahkam al-tarikat fi daw' al-fiqh wal-qada'*, Mansha'at al-ma'arif, Alexandrie, 1990.
- Al-Shawarbi, 'Abd-al-Hamid: *Al-Ta'liq al-mawdu'i 'ala al-qanun al-madani*, vol. 8, Mansha'at al-ma'arif, Alexandrie, 2001.
- Badran, Badran Abu-al-'Aynayn Badran: *Ahkam al-tarikat wal-mawarith fil-shari'ah al-islamiyyah wal-qanun*, Mu'assasat shabab al-jami'ah, Alexandrie, 1981.
- Baltagi: Muhammad: *Fil-mirath wal-wasiyyah*, Dar al-salam, le Caire, 2007.
- Blanc, François-Paul: *Le droit musulman*, Dalloz, Paris, 1995.
- Charles, Raymond: *Le droit musulman*, PUF, Paris, 1982.
- Code civil ottoman, in: *Corps de droit ottoman*, par George Young, vol. 6, Clarendon Press, Oxford 1906.
- Colin, Joël: *L'enfant endormi dans le ventre de sa mère, Étude ethnologique et juridique d'une croyance au Maghreb*, Presses universitaires de Perpignan, Perpignan, 1998.
- Durand, Bernard: *Droit musulman: droit successoral, fara'id*, Litec, Paris, 1991.
- Fodah, 'Abd-al-Hakim: *Al-Nidham al-qanuni li-himayat al-warathah min al-wasaya al-mustatirah*, Dar al-matbu'at al-jami'iyah, Alexandrie, 1996.
- Hamdi, Kamal: *Al-mawarith wal-hibah wal-wasaya*, Dar al-matbu'at al-jami'iyah, Alexandrie, 1987.
- Hasan, Mahmud Muhammad: *Ahkam al-mawarith tibqan lil-shari'ah al-islamiyyah wal-qanunayn al-masri wal-kuwayti*, Muassasat dar al-kutub, 2e édition, Kuwait, 1984.
- Hasan, Mahmud: *Ahkam al-wasiyyah bayn al-shari'ah wal-qanun*, Mu'assasat dar al-kutub, Kuwait, 1993.

- Hasanyan, 'Izzat: Adwa' 'ala qanun al-mirath, Al-hay'ah al-masriyyah al-'ammah lil-kitab, le Caire, 1989.
- Hassani, Husayn Hamid: Ahkam al-wasiyyah, Dar al-nahdah al-'arabiyyah, le Caire, 1973.
- Ibrahim, Ahmad: Al-tarikah wal-huquq la-muta'alliqah biha, al-mawarith, al-wasiyyah, tasarrufat al-marid marad al-mawt, Al-Qahirah al-hadithah lil-tiba'ah, le Caire, 1987.
- Imam, Muhammad Kamal-al-Din: Al-wasaya wal-awqaf fil-shari'ah al-islamiyyah, Mansha'at al-ma'arif, Alexandrie, 2002.
- Khalid, 'Adli Amir: Ahkam wa-ijra'at al-taqadi fi ishhar al-wirathah wa-tawzi' al-tarikat, Mansha'at al-ma'arif, Alexandrie, 2001.
- Khalifah, Muhammad Taha Abu-al-'Ala': Ahkam al-mawarith 1400 mas'alah mirathiyyah, Dar al-salam, 4<sup>ème</sup> édition, le Caire, 2008.
- Loutfi, Mohammed-Hossam: Égypte, successions, donations, nationalité, conflit des lois, Jurisclasseur de droit comparé, fascicule 2, 1996.
- Mansur, Muhammad Husayn: Al-nidham al-qanuni lil-usrah fil-sahra'i ghayr al-islamiyyah, Alexandrie, 2003.
- Matlub, 'Abd-al-Majid Mahmud: Ahkam al-mirath wal-wasiyyah wal-waqf fil-shari'ah al-islamiyyah, Dar al-nahdah al-'arabiyyah, le Caire, 1992.
- Maurice Borrmans: Documents sur la famille au Maghreb de 1940 à nos jours, in: Oriente moderno (Rome); année LIX, no 1-5, janvier-mai 1979.
- Milliot, Louis; Blanc, François-Paul: Introduction à l'étude du droit musulman, 2<sup>e</sup> édition, Sirey, Paris, 1987.
- Musa, Muhammad Yusuf: Al-tarikah wal-mirath fil-islam, Dar al-ma'rifah, le Caire, 1960.
- Qadri Pacha, Muhammad: Al-Ahkam al-shar'iyyah fil-ahwal al-shakhsiyyah 'ala madhhab al-imam Abi-Hanifah Al-Nu'man, Matba'at Hindiyyah, le Caire, 4e édition, 1900.
- Qadri Pacha, Muhammad: Code du statut personnel et des successions d'après le rite hanefite, Codes égyptiens et lois usuelles en vigueur en Égypte, le Caire, 51e édition, 1939.
- Qadri Pacha: Kitab murshid al-hayran ila ma'rifat ahwal al-insan, Al-matba'ah al-amiriyyah, le Caire, 1933.
- Qasim, Yusuf: Al-huquq al-muta'alliqah fil-tarikah fil-fiqh al-islami, Dar al-nahdah al-'arabiyyah, le Caire, 1981.
- Sa'd-al-Din, Muhammad: Marja' al-qadi fil-munaza'at al-madaniyyah wal-tijariyyah, vol. 7, [le Caire], 1981.
- Salim, 'Isam Anwar: I'tibar al-warith min al-ghayr istithna', Mansha'at al-ma'arif, Alexandrie, 1997.
- Salim, 'Isam Anwar: Usul al-ahwal al-khasiyyah li-ghayr al-muslimin, Alexandrie, 2004.





## Table des matières

Sommaire.....	3
Observations générales.....	5
Introduction .....	7
Chapitre 1. Sources légales.....	9
Chapitre 2. Ouverture de la succession .....	11
1. Décès réel .....	11
2. Décès judiciaire .....	11
2.1. Absent.....	11
2.2. Apostat .....	12
2.3. Réapparition de l'absent et retour de l'apostat .....	12
2.4. Comourants .....	13
Chapitre 3. Liquidation de la succession .....	15
1. Liquidation individuelle et liquidation collective.....	15
2. Nomination d'un exécuteur testamentaire ou d'un curateur.....	15
3. Fonction du curateur.....	16
Chapitre 4. Charges acquittées sur les biens.....	17
1. Frais nécessaires aux funérailles .....	17
2. Pensions alimentaires dues aux héritiers .....	17
3. Dettes et legs .....	18
Chapitre 5. Remise et partage.....	21
Chapitre 6. Enregistrement des immeubles .....	23
1. Transcription du droit à la succession .....	23
2. Transcription du legs .....	24
3. Transcription au registre foncier .....	25
Chapitre 7. Testament et legs .....	27
1. Définitions .....	27
2. Constitution du testament et sa forme .....	27
3. Révocation du testament et sa forme.....	28
4. Acceptation ou répudiation du testament .....	28
5. Conditions de validité.....	30
5.1. Conditions relatives au testament.....	30
5.2. Conditions relatives au testateur.....	31
5.3. Conditions relatives au légataire .....	33
5.3.1. Il doit être connu.....	33
5.3.2. Il doit être en vie à la date du testament .....	33
5.3.3. Condition de la nationalité et de la religion du légataire .....	34
5.3.4. Le légataire ne doit pas avoir attenté à la vie du testateur.....	35
5.3.5. Le légataire ne doit pas être un organisme illégal .....	35
5.3.6. Le légataire doit être capable de posséder .....	35
5.3.7. L'héritier peut être légataire d'un tiers .....	36
5.4. Conditions relatives au bien légué.....	36
6. Objets du legs .....	38

6.1. Le legs d'un bien.....	38
6.2. Le legs d'un usufruit .....	39
6.3. Le legs de droits .....	41
6.4. Le legs d'une rente périodique.....	42
7. Legs obligatoire.....	42
8. Cumul de legs.....	44
9. Actes entre vifs soumis aux restrictions relatives aux legs .....	44
9.1. Libéralité et vente pendant la dernière maladie.....	45
9.2. Disposition en se réservant la possession et la jouissance.....	47
Chapitre 8. Les parts successorales .....	49
1. Conditions pour être héritier.....	49
1.1. La vie de l'intéressé .....	49
1.1.1. L'enfant conçu .....	49
1.1.2. L'absent.....	50
1.2. Défaut de tout empêchement .....	51
1.2.1. Homicide volontaire .....	51
1.2.2. Apostasie .....	51
1.2.3. Différence de religion et de nationalité .....	51
1.3. Conditions concernant la succession pour cause de mariage .....	52
2. Différentes catégories d'héritiers .....	53
3. Douze héritiers à <i>fard</i> (ayants droit à part fixe) .....	54
3.1. Le mari ( <i>zawj</i> ) .....	54
3.2. L'épouse ( <i>zawjah</i> ).....	54
3.3. La fille ( <i>bint salbiyyah</i> ) .....	55
3.4. La nièce issue du fils de quelque degré qu'il soit ( <i>bint al-ibn</i> ).....	55
3.5. Le père ( <i>ab</i> ) .....	56
3.6. La mère ( <i>um</i> ) .....	56
3.7. L'aïeul paternel ( <i>jad sahih</i> ).....	56
3.8. L'aïeule véritable ( <i>jaddah sahihah</i> ).....	57
3.9. La sœur germaine ( <i>ukht li-ab wa-um</i> ) .....	57
3.10. La sœur consanguine ( <i>ukht li-ab</i> ).....	58
3.11-12. Le frère utérin ( <i>akh li-um</i> ) et la sœur utérine ( <i>ukht li-um</i> ) .....	59
4. Héritiers <i>asab</i> (par le nerf viril).....	60
4.1. Les héritiers <i>asab</i> par eux-mêmes .....	60
4.2. Les héritiers <i>asab</i> par un autre.....	61
4.3. Les héritiers <i>asab</i> avec un autre .....	62
5. Héritiers à double titre: <i>fard</i> et/ou <i>asab</i> .....	62
5.1. Héritier à double titre <i>asab</i> .....	63
5.2. Héritier à double titre <i>fard/asab</i> .....	63
5.3. L'aïeule à double titre .....	63
5.4. Cas d'une parenté unique mais avec héritage à double titre .....	63
6. Héritiers <i>dhawu al-arham</i> (par l'utérus) .....	64
6.1. Première classe .....	64
6.2. Deuxième classe .....	64
6.3. Troisième classe .....	65

6.4. Quatrième classe.....	65
7. Héritiers particuliers .....	67
7.1. L'enfant naturel.....	67
7.2. L'hermaphrodite ( <i>khuntha</i> ).....	68
7.3. Les bénéficiaires d'une reconnaissance de parenté ( <i>iqrar</i> ).....	68
8. Trésor public.....	69
9. Problèmes de calculs .....	70
9.1. Exclusion totale ou partielle ( <i>hajb</i> ) .....	70
9.2. Partage supplémentaire ( <i>radd</i> ) .....	70
9.3. Réduction proportionnelle ( <i>'awl</i> ).....	71
Chapitre 9. Programmes de partage.....	73
1. Programmes gratuits.....	73
2. Programmes payants.....	73
3. Sites offrant des solutions de partage .....	74
Annexes .....	75
Versets du Coran relatifs aux successions et au testament.....	75
Loi égyptienne no 77 du 6 août 1943 sur les successions .....	77
Loi égyptienne no 71 du 24 juin 1946 sur les testaments.....	85
Dispositions du Code civil égyptien.....	98
Bibliographie .....	109
Table des matières .....	113